

Loi de Finances pour 2021

26 janvier 2021

21epc36.ppt

SOCIÉTÉ D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants-finances.fr

Siège : 16, rue de Penhoët – 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - rennes@ressources-consultants.fr

Direction Sud : 8 rue Jules de Rességuier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - toulouse@ressources-consultants.fr

Antenne Paris : 55, rue Boissonade – 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - paris@ressources-consultants.fr

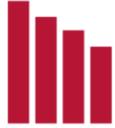
S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81

| | |
|--|------------|
| PARTIE 1 : LE CADRAGE ECONOMIQUE NATIONAL | 03 |
| PARTIE 2 : LA REFORME DES IMPÔTS DITS DE PRODUCTION | 13 |
| PARTIE 3 : RETOUR SUR LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION | 23 |
| 3.1 : LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION VUE DU COTE DES CONTRIBUABLES | 24 |
| 3.2 : LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION VUE DU COTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : 2021 L'ANNEE DU BIG BANG FISCAL | 31 |
| 3.3 : COMMENT CELA VA-T-IL FONCTIONNER A COMPTER DE 2021? | 44 |
| PARTIE 4 : LA RÉPARTITION DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL EN 2021 | 50 |
| PARTIE 5 : LES PROPOSITIONS DE RÉFORME DES INDICATEURS DE PÉRÉQUATION | 63 |
| 5.1 : LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES EPCI | 66 |
| 5.2 : LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES COMMUNES | 79 |
| 5.3 : LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX | 97 |
| PARTIE 7 : LES DIVERSES MESURES AYANT DES CONSÉQUENCES POUR LE BLOC COMMUNAL | 107 |
| TABLE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS | 118 |



PARTIE 1

LA CADRAGE ÉCONOMIQUE NATIONAL



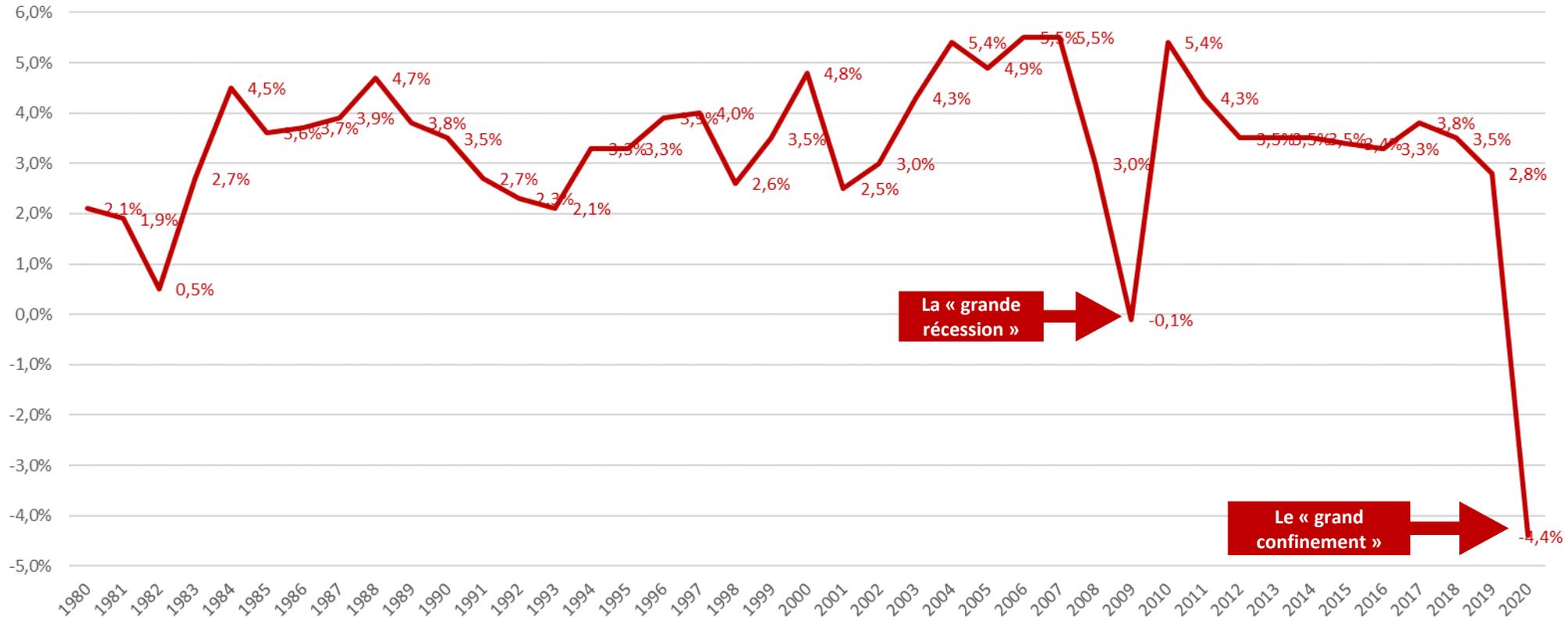
Le « Grand confinement » : la pire récession économique depuis la grande dépression à l'échelle mondiale

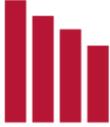
Gita Gopinath, chef économiste du Fonds monétaire international :

- « Cette crise ne ressemble à aucune autre et une grande incertitude règne quant à son incidence sur la vie et les moyens d'existence des populations. »
- « Il s'agit d'une véritable crise mondiale, car aucun pays n'est épargné. »
- « Pour la première fois depuis la Grande dépression, aussi bien les pays avancés que les pays émergents et les pays en développement sont en récession. »
- « Le « Grand confinement » constitue ainsi la pire récession depuis la Grande dépression et est bien plus grave que la crise financière mondiale [de 2009]. »

Croissance annuelle du PIB mondial 1980-2019 et prévision pour 2020

Source: FMI, World Economic Outlook (Octobre 2020)



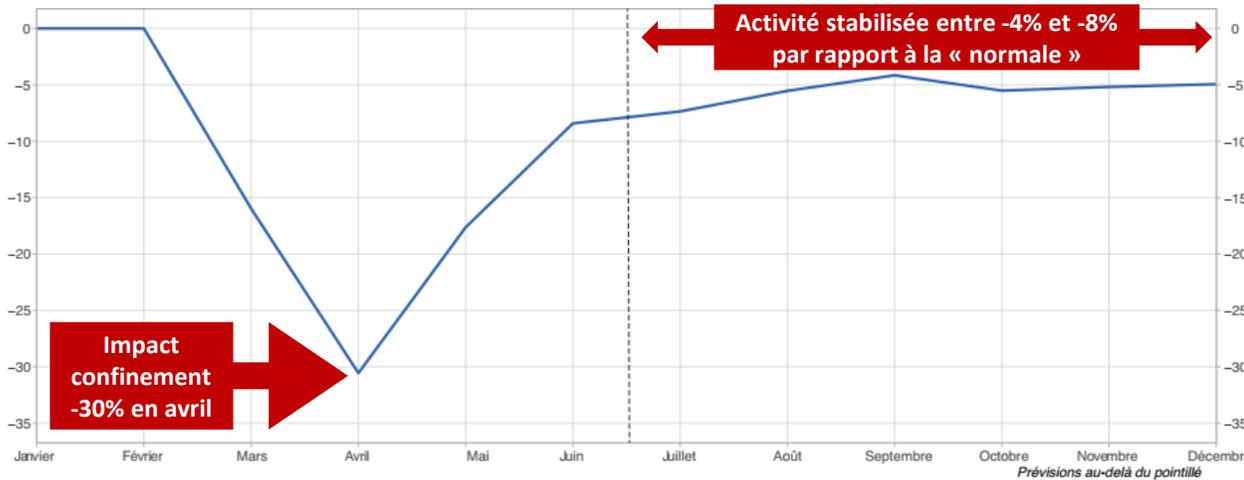


En France, une récession d'ampleur inédite depuis la création des comptes nationaux en 1948

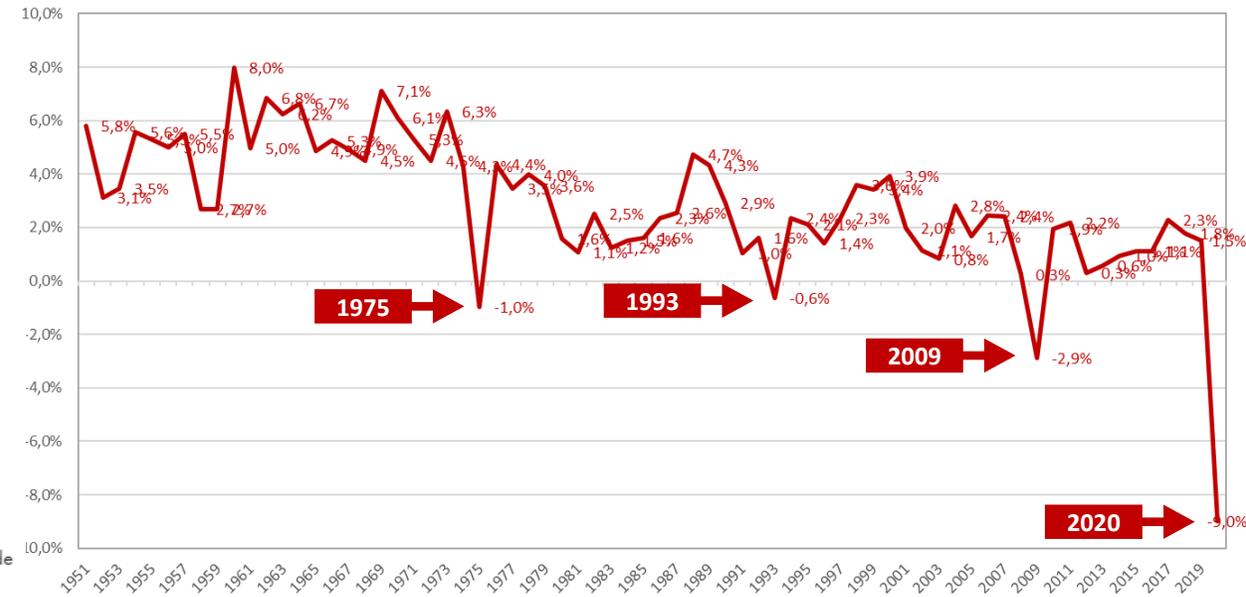
Dans sa dernière note de conjoncture datant octobre, avant l'annonce du nouveau confinement, l'INSEE estime la perte de PIB à -9% en 2020, soit la plus forte contraction annuelle depuis la création des comptes nationaux en 1948 :

Après le vif rebond associé au déconfinement (+ 16 % prévu au troisième trimestre, après - 13,8 % au deuxième et - 5,9 % au premier), l'activité économique pourrait ainsi marquer le pas en fin d'année sous l'effet de la résurgence de l'épidémie. Dans un scénario où, au quatrième trimestre, les services les plus affectés (hôtellerie-restauration, services de transport, activités récréatives et de loisirs) reviendraient, après une embellie durant l'été, à leur niveau d'activité de juin dernier et où l'investissement resterait, par attendisme, à un niveau proche de celui du troisième trimestre, la croissance serait nulle en fin d'année. Dans ce cas de figure, le PIB français resterait, en fin d'année, 5 % en deçà de son niveau d'avant-crise, comme en moyenne pendant l'été. Cette prévision pour l'automne reflète la grande incertitude qui caractérise les prochains mois. Un durcissement durable des restrictions sanitaires pourrait ainsi provoquer une nouvelle contraction du PIB au quatrième trimestre. **Inversement, si la situation sanitaire se stabilisait, l'évolution du PIB pourrait être positive en fin d'année. Au total sur l'année 2020, la prévision de contraction du PIB reste de l'ordre de - 9 %.** »

Pertes d'activités mensuelles résultant de la crise COVID-19 estimées puis prévues (INSEE, note de conjoncture d'octobre 2020)

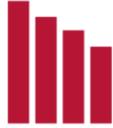


Croissance du PIB français 1950-2020



Lecture : en septembre, l'activité économique serait en retrait d'environ 4 % par rapport au niveau d'avant-crise. En fin d'année, elle s'établirait autour de -5 %.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses



Des secteurs d'activité très inégalement touchés

Les pertes d'activité telles qu'évaluées par l'INSEE dans sa dernière note d'octobre s'avèrent très différentes d'un secteur à l'autre. Les branches les plus touchées par la crise, c'est-à-dire dont l'activité serait toujours inférieure de 5 % ou plus par rapport à « la normale » au 4^{ème} trimestre 2020, sont les activités « fabrication de matériels de transports et autres produits industriels » (- 12 % au 4^{ème} trimestre), « construction » (- 5 %), « transports et entreposage » (- 20 %), « hébergement et restauration » (- 31 %), « activités scientifiques et techniques et services administratifs et de soutien » (- 6 %), et les « autres activités de services » (- 17 %). **Ces branches d'activités représentent un tiers du PIB (de 2019).**

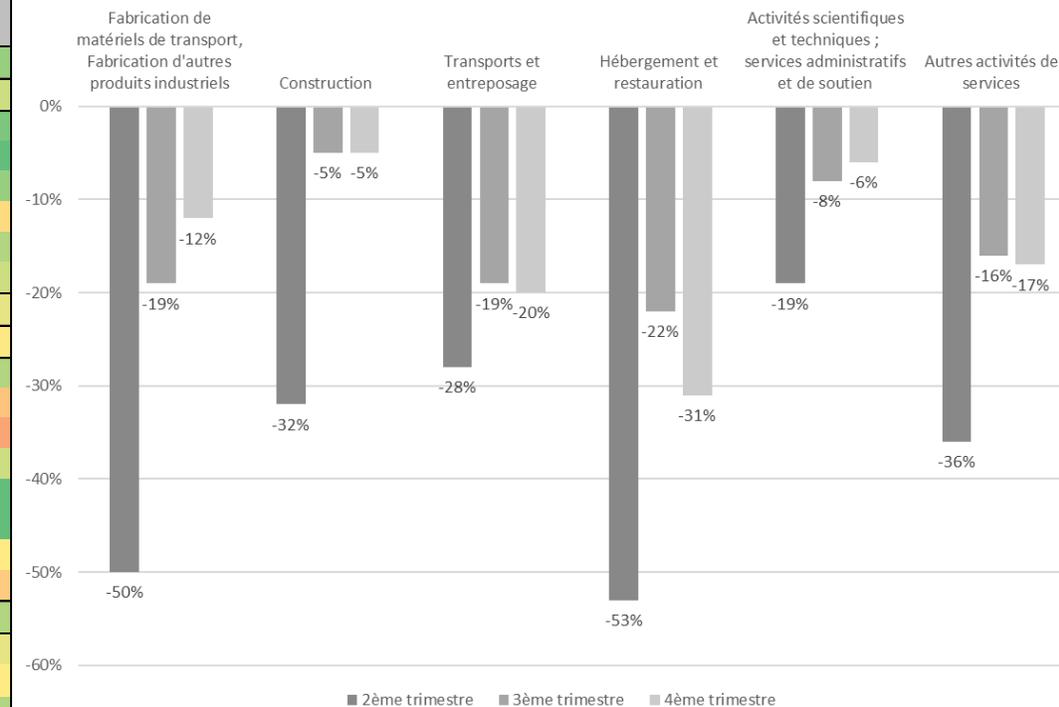
A contrario, les branches « activités financières et d'assurance », « activités immobilières », « cokéfaction et raffinage » auraient retrouvé un niveau d'activité « normal ».

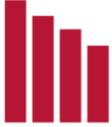
Pertes d'activités trimestrielles par rapport à la « normale » (2019) par branche d'activités

Source : INSEE, Octobre 2020, estimations 2nd trimestre, prévisions 3^{ème} et 4^{ème} trimestre

| | Part dans le PIB | 2ème trimestre | 3ème trimestre | 4ème trimestre |
|---|------------------|----------------|----------------|----------------|
| Agriculture, sylviculture et pêche | 2% | -6% | -3% | -2% |
| Industrie | 14% | -23% | -6% | -4% |
| <i>Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac</i> | 2% | -9% | -3% | -1% |
| <i>Cokéfaction et raffinage</i> | 0% | -1% | -1% | 0% |
| <i>Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, de machines</i> | 1% | -23% | -4% | -2% |
| <i>Fabrication de matériels de transport, Fabrication d'autres produits industriels</i> | 1% | -50% | -19% | -12% |
| <i>Fabrication d'autres produits industriels</i> | 6% | -25% | -6% | -3% |
| <i>Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</i> | 2% | -15% | -5% | -4% |
| Construction | 6% | -32% | -5% | -5% |
| Services principalement marchands | 56% | -17% | -7% | -7% |
| <i>Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles</i> | 10% | -20% | -4% | -3% |
| <i>Transports et entreposage</i> | 5% | -28% | -19% | -20% |
| <i>Hébergement et restauration</i> | 3% | -53% | -22% | -31% |
| <i>Information et communication</i> | 5% | -9% | -4% | -4% |
| <i>Activités financières et d'assurance</i> | 4% | -8% | -3% | 0% |
| <i>Activités immobilières</i> | 13% | -3% | 0% | 0% |
| <i>Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien</i> | 14% | -19% | -8% | -6% |
| <i>Autres activités de services</i> | 3% | -36% | -16% | -17% |
| Services principalement non marchands | 22% | -17% | -3% | -3% |
| Total | 100% | -19% | -5% | -5% |
| dont principalement marchands | 78% | -19% | -6% | -6% |
| dont principalement non marchands | 22% | -17% | -3% | -3% |

Les pertes d'activités des 6 branches affichant une perte d'activité supérieure à la moyenne au 4^{ème} trimestre





Scénarios 2021-2022 (et non prévisions) : des écarts très importants en fonction des hypothèses concernant l'évolution sanitaire

Banque de France – Projections macroéconomiques – septembre 2020

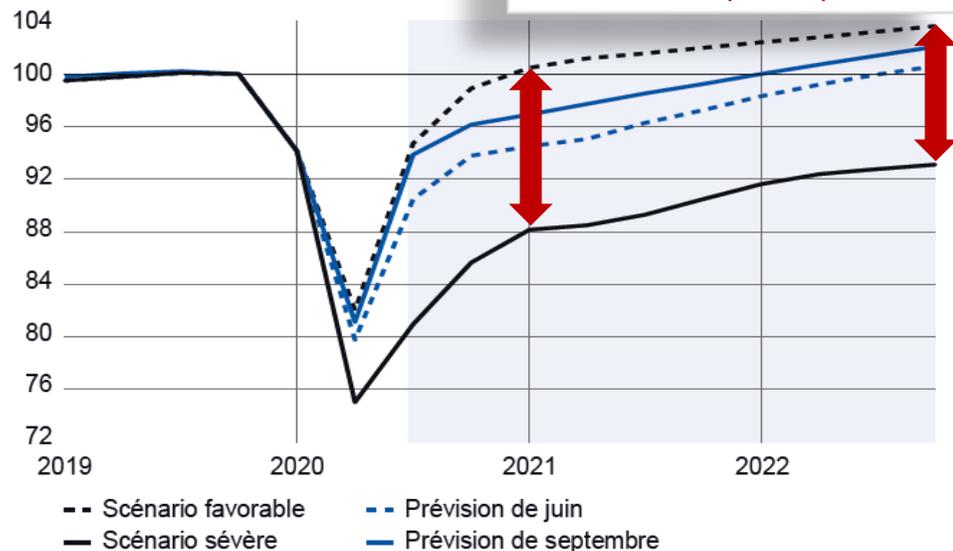
« Dans ce contexte, les années 2021 et 2022 seraient des années de redressement net mais graduel, avec un retour au niveau d'activité de fin 2019 qui s'effectuerait désormais dès le premier trimestre 2022 contre mi-2022 dans nos projections de juin. Au bénéfice d'un rebond plus rapide qu'anticipé fin 2020, la croissance annuelle 2021 est revue légèrement en hausse (7,4 % vs 6,9 %). Celle de 2022 est revue légèrement en baisse (3,0 % vs 3,9 %) car le rebond plus important sur 2020 et 2021 réduit l'effet de rattrapage en 2022, même si la croissance resterait à cet horizon supérieure à son potentiel. »

« **Dans le scénario « favorable » de maîtrise de l'épidémie**, l'activité retrouverait dès la fin de l'année 2020 son niveau d'avant-crise, avec un recul du taux de croissance du PIB limité à - 7 % en 2020 suivi d'un rebond marqué de l'activité en 2021 (+ 10 %). À l'opposé, **dans le scénario « sévère » de circulation intense du virus**, avec les contraintes fortes, sanitaires puis économiques, qui pourraient alors s'ensuivre, le niveau d'activité demeurerait significativement inférieur au niveau d'avant-crise sur tout l'horizon de prévision, avec une croissance en chute de - 16 % en 2020, suivie d'un rebond en 2021 assez modeste (+ 6 %) au regard de l'ampleur du choc subi par l'économie. »

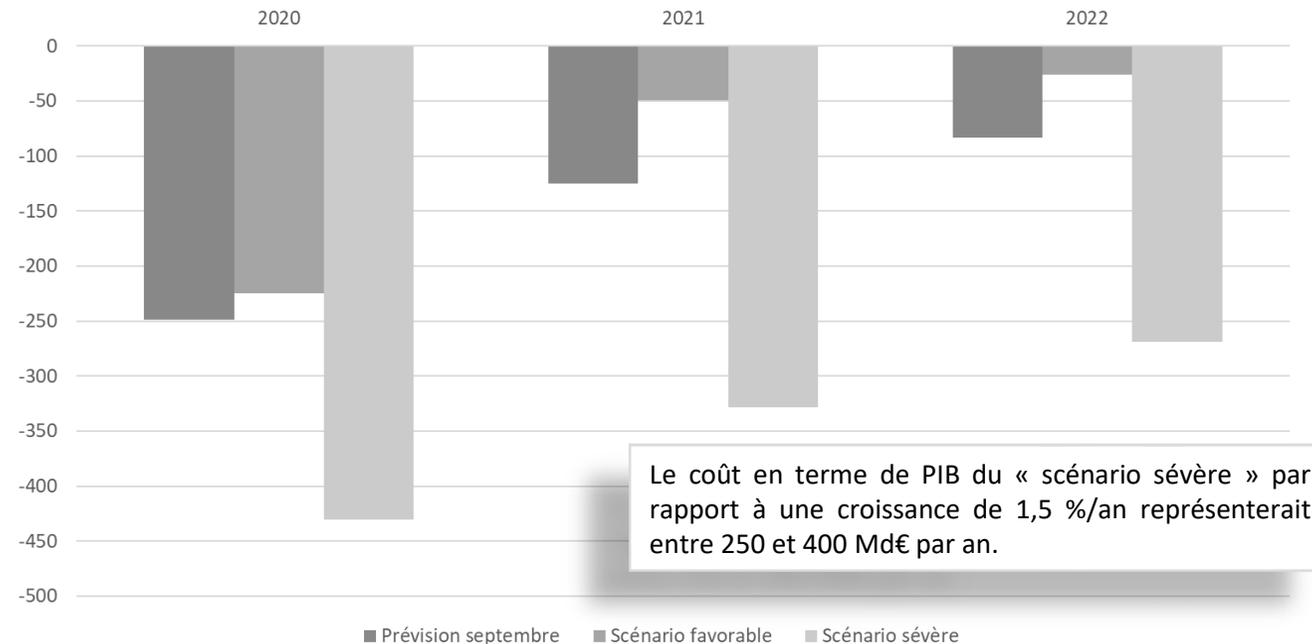
La situation sanitaire en France s'étant nettement dégradée depuis le mois de septembre, se rapproche-t-on du « scénario sévère » que la banque de France établissait en septembre ?

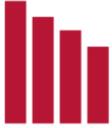
Les 3 scénarios de la Banque de France (septembre 2020)

(Niveau, base 100 = T4 2019)



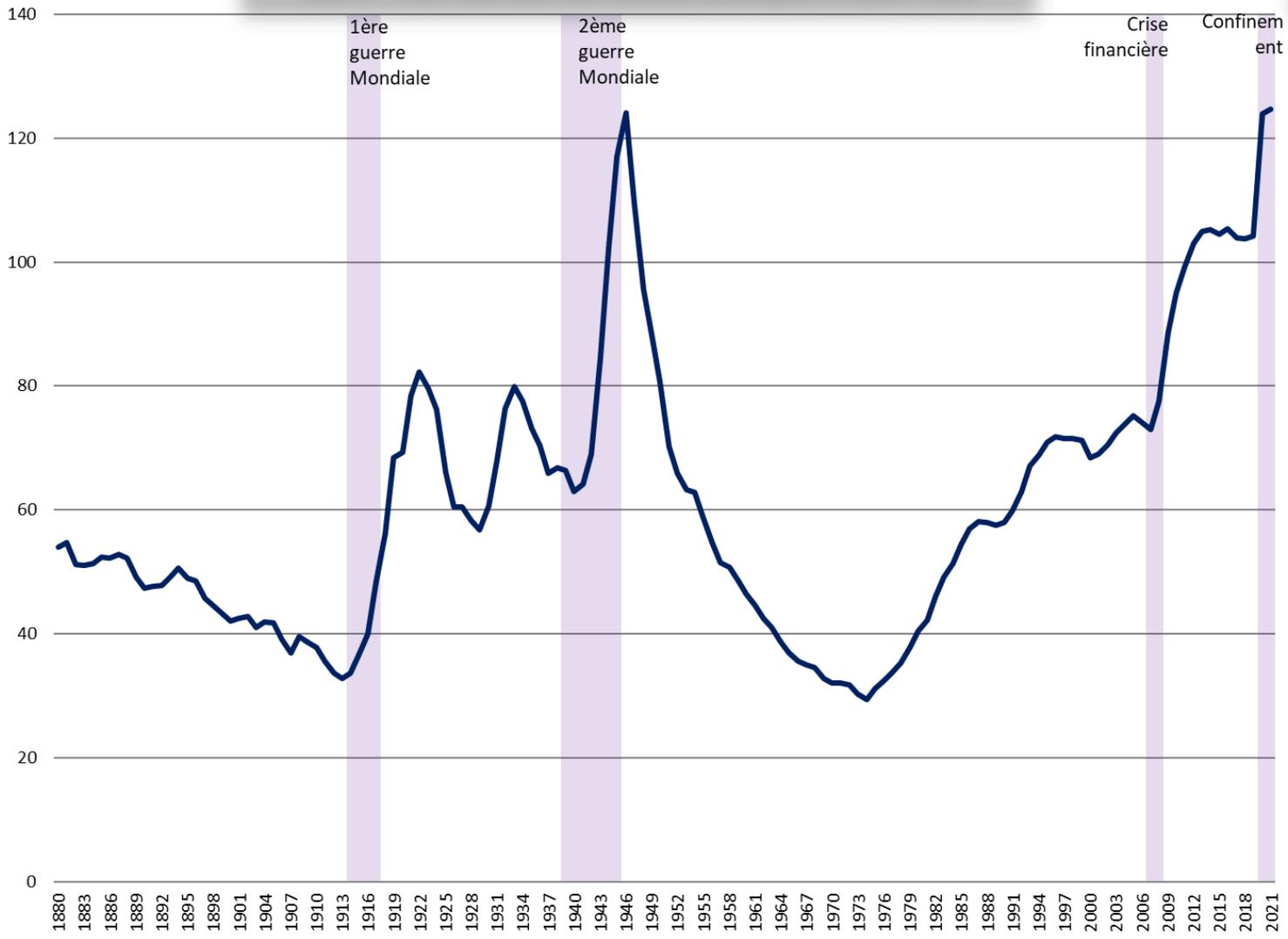
Les pertes de PIB en milliards d'euros résultant des 3 scénarios de la banque de France par rapport à un scénario de croissance annuelle de 1,5%/an



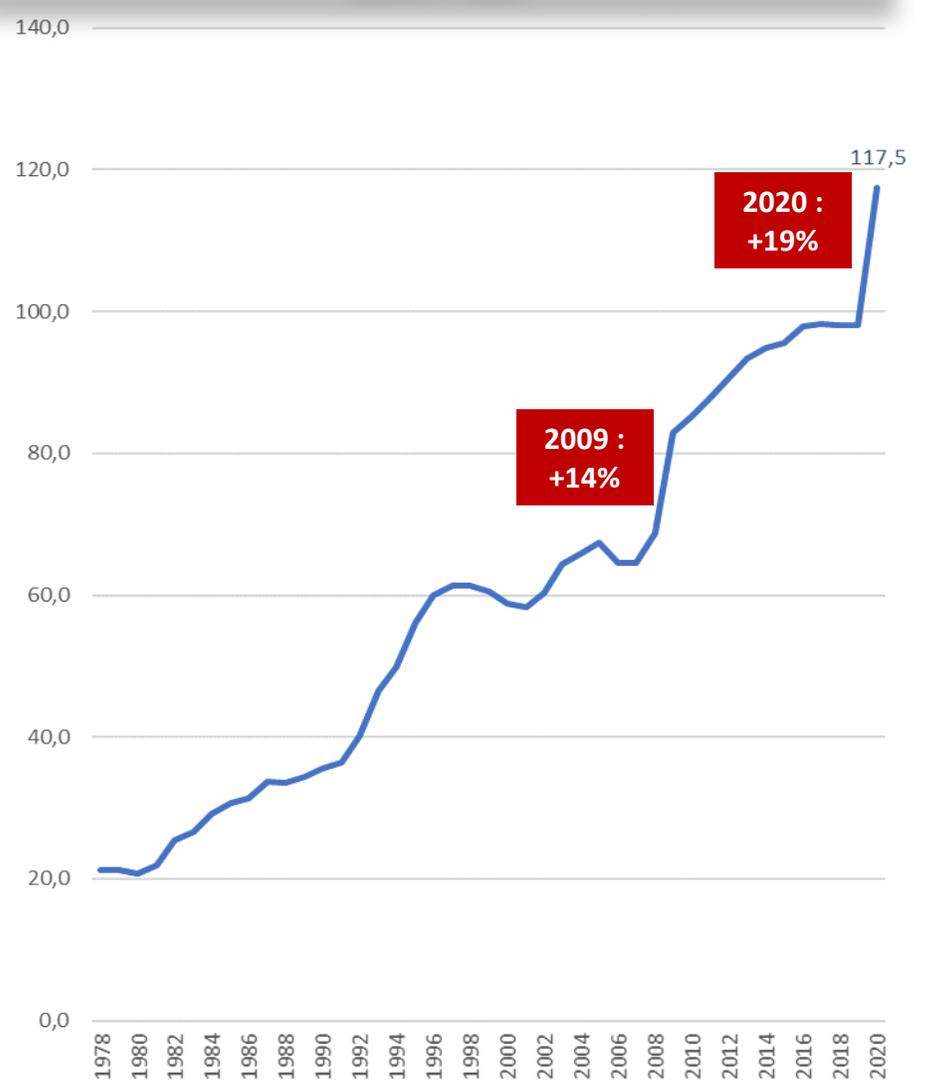


Une crise de la dette souveraine derrière la crise économique ?

Dette publique pays avancés (en % du PIB)
Source : FMI, Moniteur des finances publiques, octobre 2020



Dette publique France (en % du PIB)
Source : INSEE

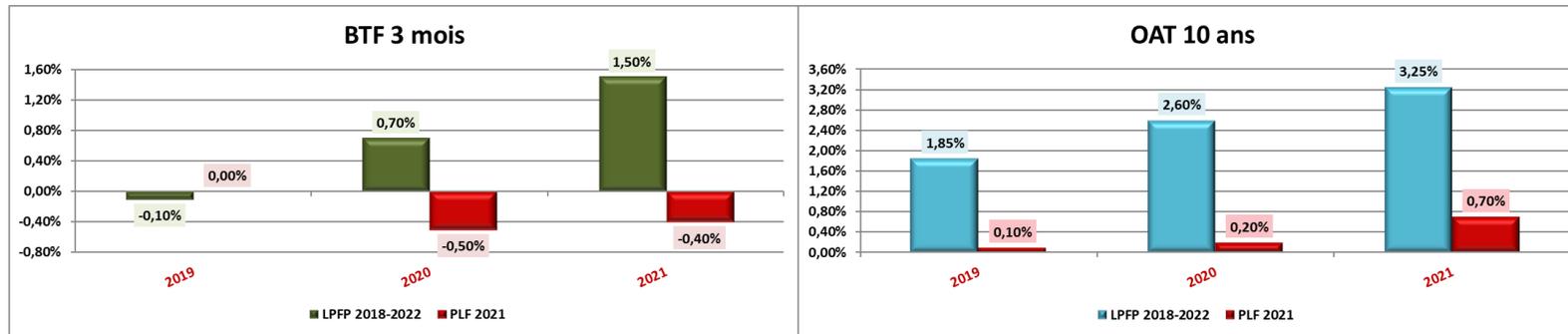




Le scénario macroéconomique associé à la loi de finances pour 2021

Les 4 indicateurs essentiels sous tendant la trajectoire macroéconomique projetée pour 2020 :

- Le taux de croissance** en volume, (hors effet prix) de 2019, 2020, et 2021 qui permet de bâtir une prévision au titre des recettes fiscales de l'année, en tenant compte de l'exigibilité de certains impôts en décalage d'une année avec leur assiette (impôt sur les sociétés, par exemple) ou fonction de la dynamique économique de l'année (TVA par exemple). **En 2020, l'activité se contracterait de -10% avant de rebondir de +8% en 2021** grâce au Plan de relance. La France se place ainsi sur une trajectoire de rebond fort en 2021, qui lui permettrait de retrouver dès 2022 son niveau de prospérité d'avant crise. L'activité s'établirait en 2021 à -2,7% en dessous de son niveau de 2019.
- Après +1,1% en 2019, l'inflation ralentirait en 2020 à +0,5%, en lien avec la baisse des prix du pétrole et la modération des prix résultant d'une demande en recul. L'inflation se reprendrait ensuite modérément en 2021 à +0,7%. Elle demeurerait à un niveau assez bas du fait d'une demande encore en phase de rattrapage vers son niveau d'avant crise.
- Les taux d'intérêt** qui permettent d'évaluer la charge de la dette de l'État. **Les hypothèses relatives aux taux courts (BTF 3 mois) sont en des taux toujours négatifs alors qu'est prévue une légère remontée des taux longs (OAT 10 ans) à 0,7%, niveau voisin du taux prévisionnel d'inflation (0,6% hors tabac et 0,7% pour l'ensemble).**

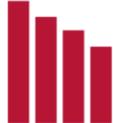


- La masse salariale**, qui détermine les évolutions de certains prélèvements obligatoires (cotisations sociales, CSG, impôt sur le revenu). **La contraction de l'activité s'est accompagnée d'une détérioration de la situation du marché du travail, avec la destruction de 715 000 emplois salariés sur le premier semestre et au total 800 000 destructions d'emplois salariés attendues à horizon fin 2020. L'emploi total rebondirait en 2021, avec +435 000 créations nettes de postes entre fin 2020 et fin 2021, dont +400 000 emplois salariés.**

Principales hypothèses économiques associées au PLF 2021

| | 2020 | 2021 | | 2020 | 2021 | | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------|----------|---------|---------------------------------------|--------|-------|----------------------------------|--------|-------|
| Croissance du PIB en volume | -10,0% | 8,0% | Consommation finale privée | -8,4% | 6,5% | Exportations | -18,5% | 12,6% |
| Croissance du PIB en valeur | -8,4% | 8,3% | Consommation finale publique | 0,8% | 3,1% | Importations | -11,5% | 8,2% |
| Indice des prix à la consommation | 0,5% | 0,7% | FBCF des ménages | -14,6% | 12,5% | Balance commerciale (Md€) | -97,5 | -85,9 |
| Emploi Marchand | -920 000 | 435 000 | Demande mondiale adressée à la France | -11,0% | 6,5% | Prix du baril du pétrole (en \$) | 44 € | 42 € |
| Masse salariale totale | -5,7% | 5,2% | | | | Taux de change dollar / euro | 1,1% | 1,1% |

Sources relatives à cette partie : Rapport économique social et financier 2021 et Rapport n° 3360 fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le PLF 2021 par Laurent Saint-Martin, rapporteur général.



Le taux d'inflation (hors tabac) prévisionnel associé à la LF 2021

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 et 2025 |
|---|------------------|------|------|------|----------------------|--------------------|------|------|--------------|
| Prévisions en PLF de l'année concernée jusqu'en 2021, RESF 2021 ensuite | 1,00 | 0,80 | 1,00 | 1,30 | 1,00 | 0,60 | 1,00 | 1,40 | 1,75 |
| | <i>Définitif</i> | | | | <i>Révisé PLF 20</i> | <i>Fixé PLF 20</i> | | | |
| Indice des prix à la consommation hors tabac (PLF 2021) | 0,20 | 1,00 | 1,60 | 0,90 | 0,20 | 0,60 | | | |

Le taux d'inflation prévisionnel (hors tabac) pour 2020 est arrêté à 0,2 % (1 % prévu initialement) et prévu à 0,6 % en 2021

Le taux d'inflation définitif pour 2019 est, lui, de 0,9 % (pour une prévision en LFI de 1,3) %.

L'avis du Haut Conseil des Finances Publiques

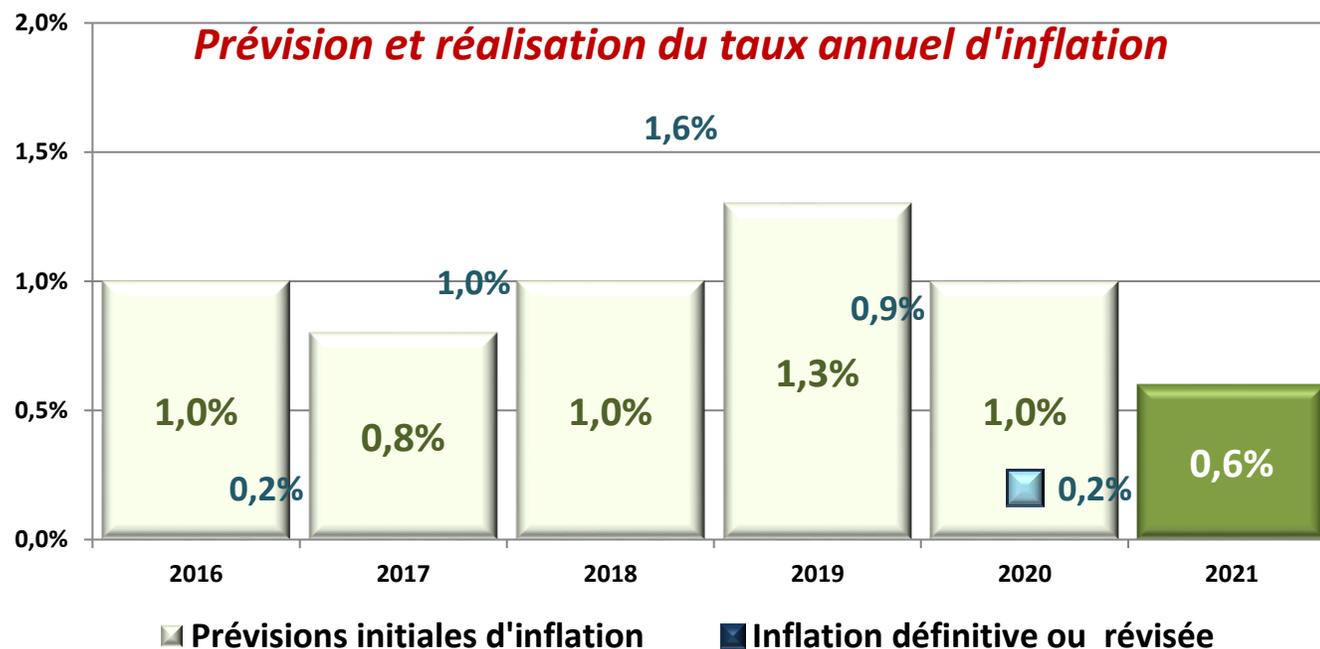
Avis 2018 : le Haut Conseil considère que les prévisions d'inflation retenues pour 2017 [révisée] et 2018 sont raisonnables.

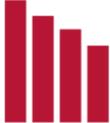
Avis 2019 : pour 2019, sous cette hypothèse de prix du pétrole, la prévision est de 1,4 % en moyenne annuelle (1,3 % hors tabac). La baisse de l'inflation par rapport à 2018 s'expliquerait par une moindre contribution des prix de l'énergie (0,3 point) et des tarifs administrés (0,2 point contre 0,4 point) alors que l'inflation sous-jacente continuerait de remonter (1,1 %), sans refléter totalement l'accélération des salaires. [...]

Le Haut Conseil considère que les prévisions d'inflation retenues pour 2018 [révisée] et 2019 sont raisonnables.

Avis 2020 : le Haut Conseil considère que les prévisions d'inflation retenues pour 2019 [révisée] et 2020 sont raisonnables.

Avis 2021 : Le Haut Conseil estime que la prévision d'inflation du Gouvernement est plausible, mais un peu basse.





Le nouveau mode d'évaluation du coefficient d'actualisation des bases d'imposition depuis 2017

Dispositions du second alinéa de l'article 99 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 modifiant l'article 1518 bis du code général des impôts :

« A compter de 2018, dans l'intervalle de deux actualisations prévues à l'article 1518, les valeurs locatives foncières, à **l'exception** des valeurs locatives mentionnées au premier alinéa du I de l'article 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, sont majorées par application d'un coefficient égal à 1 majoré du quotient, **lorsque celui-ci est positif**, entre, d'une part, la différence de la valeur de l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre de l'année précédente et la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année et, d'autre part, la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année. »

Concerne donc les valeurs locatives des :

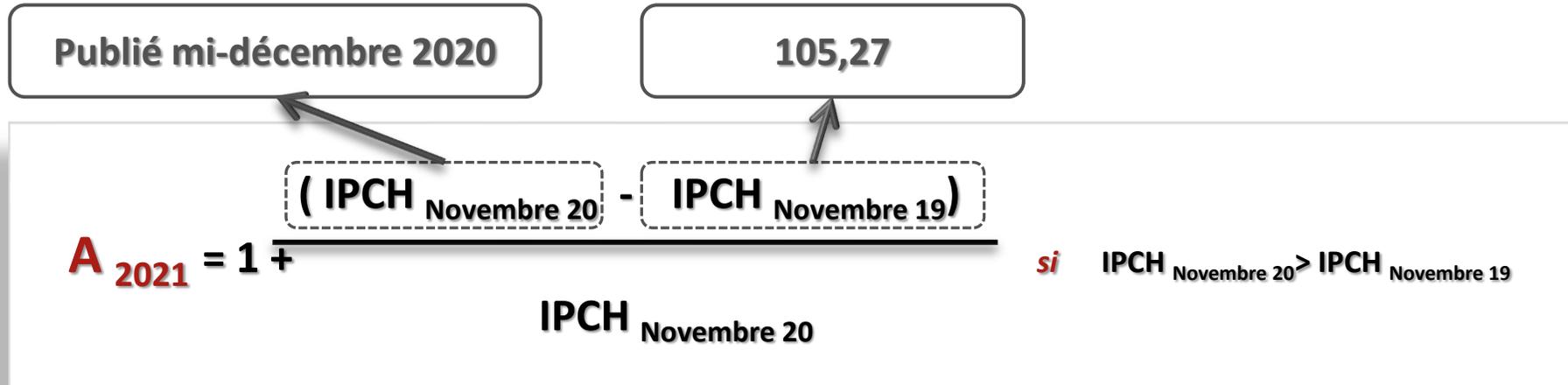
- locaux affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile ;
- des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière.

$$A_n = 1 + \frac{(IPCH_{\text{Novembre } n-1} - IPCH_{\text{Novembre } n-2})}{IPCH_{\text{Novembre } n-2}} \quad \text{si } IPCH_{\text{Novembre } n-1} > IPCH_{\text{Novembre } n-2}$$

= 1 sinon (pas d'actualisation régressive)

Définition IPCH (INSEE) : l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union européenne (UE), traité de Maastricht. Pour la France, le territoire national économique comprend la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (Dom), à l'exclusion des autres territoires de l'outre-mer. Cet indice est conçu expressément à des fins de comparaison internationale. Les méthodes utilisées par les États membres de l'Union européenne pour calculer leur indice de prix national peuvent être différentes. Elles ne permettent donc pas de comparer correctement la hausse des prix de ces pays. C'est pourquoi, les indices de prix à la consommation harmonisés sont calculés avec des méthodes et un contenu assurant une meilleure comparabilité. La différence essentielle avec l'indice des prix à la consommation national français tient dans le traitement de la protection sociale et de l'enseignement. En effet, dans l'IPCH, seule la part à la charge du consommateur (après remboursement) est prise en compte.

Une très faible actualisation des valeurs locatives pour 2021



Valeurs connues :

| IPCH novembre 2020 | IPCH Novembre 2019 |
|--------------------|--------------------|
| 105,50 | 105,27 |

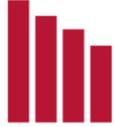
$$A_{2021 \text{ Définitive}} = 1 + \frac{(105,50 - 105,27)}{105,27} = 1 + 0,0022 = 1,0022 \Leftrightarrow 0,2 \%$$

L'indice d'actualisation pour 2021 à partir de l'indice IPCH de novembre 2020 conduit à une actualisation très faible de +0,2%.



PARTIE 2

LA RÉFORME DES IMPÔTS DITS DE PRODUCTION



1. La suppression de la part régionale de la CVAE : article 8 de la LF pour 2021

La part régionale de la CVAE est remplacée par de la TVA pour les régions

Coût de cette mesure fiscale pour le budget de l'Etat : 7,2Md€

2. La réduction de moitié des valeurs locatives des établissements industriels : article 29 de la LF pour 2021

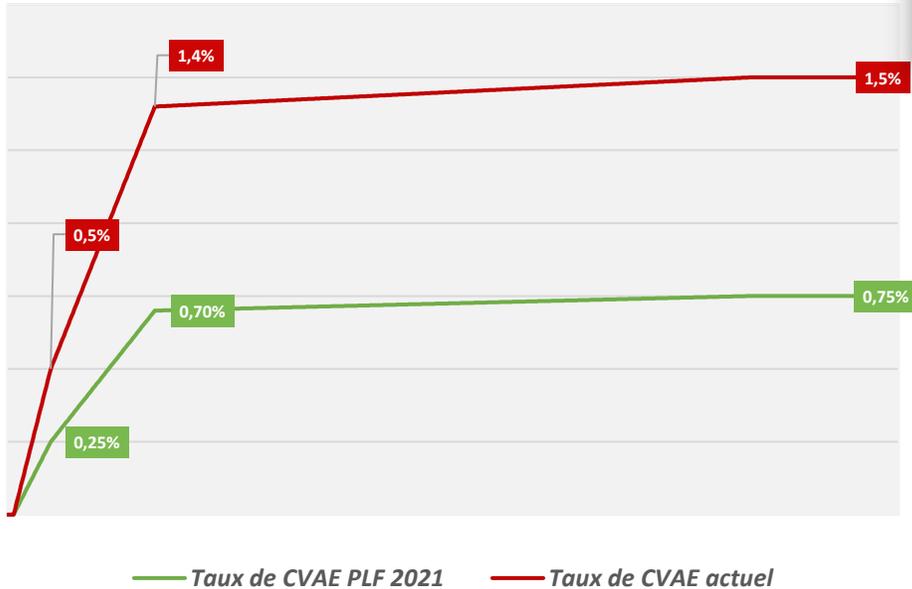
Cette mesure fiscale impacte la taxe foncière sur les propriétés bâties (FB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) des communes et des EPCI à fiscalité propre

Coût net de cette mesure fiscale pour le budget de l'Etat : 2,7Md€



La suppression de la CVAE régionale et les modifications apportées à sa gestion

1. Le taux de CVAE maximum passe de 1,5 à 0,75 %. La progressivité du taux est aussi diminuée de 50 % .



2. Le bloc communal percevait 26,5 % de la CVAE totale. Il en percevra 53 %.

Les départements percevaient 23,5 % de la CVAE totale. Ils en percevront 47 %.

Les régions percevaient 50 % de la CVAE totale. Elles en percevront 0 %.

Pour 1000 € de CVAE "ancienne"

| | Jusqu'en 2020 | | | LF 2021 | | |
|---------------|------------------------|---------------------------|--------------|------------------------|---------------------------|--------------|
| | CVAE totale à répartir | Poids dans la répartition | CVAE allouée | CVAE totale à répartir | Poids dans la répartition | CVAE allouée |
| Bloc communal | 1 000 € | 26,5% | 265 € | 500 € | 53,0% | 265 € |
| Départements | | 23,5% | 235 € | | 47,0% | 235 € |
| Régions | | 50,0% | 500 € | | 0,0% | 0 € |

3. En sus de l'application d'un taux progressif fonction du chiffre d'affaires (dégrèvement barémique), les entreprises dont le CA était inférieur à 2 M€ bénéficiaient d'un dégrèvement supplémentaire de 1000 €. Ce dégrèvement est réduit de moitié (porté à 500 €).

4. Un montant minimal de CVAE de 250 € avait été institué pour les entreprises dont le CA était supérieur ou égal à 500 k€. Ce montant minimal de 250 € est ramené à 125 €.

5. Le 1 du III de l'article 1600 du CGI fixe le taux national de la taxe additionnelle à la CVAE pour frais de chambre de commerce et d'industrie. Il est porté à 3,46 %. Afin de garantir le produit de cette taxe additionnelle, le taux est doublé (il était de 1,73 %), puisque l'assiette en est divisée par 2.

6. Le seuil de 3000 € est ramené à 1500 €. Les contribuables dont la CVAE de l'année n-1 dépassait 3 000 € avaient obligation de régler la CVAE de l'année n sous forme de deux acomptes en n et d'un solde en n+1. Les autres contribuables réglaient, eux, leur CVAE en totalité en n+1. Le seuil de déclenchement de l'obligation des acomptes est donc réduit à 1 500 €. Ceci empêche que les entreprises actuellement soumises aux acomptes et dont la CVAE passera en dessous du seuil de 3 000 € en raison de sa réduction de moitié ne « sortent » du système d'acomptes. A défaut, les recettes du bloc communal et des départements auraient été sensibles à un différé de versement de la CVAE (sur un exercice) due.

La réduction de 50 % des relatives aux valeurs locatives

Il existe 3 catégories de locaux :

1. Les locaux d'habitation (46 millions de locaux)
2. Les locaux professionnels (3,5 millions de locaux)
3. Les locaux industriels (86 000 établissements au titre de la CFE et 110 000 au titre de la TFB)

Sont considérés comme locaux industriels, les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'une activité de fabrication ou de transformation de biens corporels mobiliers qui nécessite d'importants moyens techniques. Ou les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'activités autres que celles mentionnées ci-avant qui nécessitent d'importants moyens techniques lorsque le rôle des installations techniques, matériels et outillages mis en œuvre est prépondérant.

Toutefois et dans les deux cas mentionnés, lorsque la valeur des installations techniques, matériels et outillages présents dans les bâtiments ou sur les terrains et destinés à l'activité ne dépasse pas un montant de 500 000 €, ces bâtiments et terrains ne revêtent pas un caractère industriel.

Les établissements industriels sont évalués selon la méthode comptable. La valeur locative est une quote-part du prix de revient des immobilisations industrielles inscrites au bilan de l'établissement. Ces quotes-parts (qualifiées de taux d'intérêts dans le code général des impôts), reviennent en fait à prendre en compte un amortissement de la valeur des immobilisations industrielles.

1. L'article 4 du PLF pour 2021 réforme la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modifie le coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements.

Les valeurs locatives des établissements industriels sont divisées par 2.

Les taux d'intérêts

avant le PLF 21

| | Taux d'intérêts | Abattement | Taux effectif |
|---|-----------------|------------|---------------|
| Sols et terrains | 8% | 0 | 8% |
| Construction et installations antérieures à 1976 | 12% | 25% | 9% |
| Construction et installations postérieures à 1976 | 12% | 33% | 8% |

après le PLF 21

| | Taux d'intérêts | Abattement | Taux effectif |
|---|-----------------|------------|---------------|
| Sols et terrains | 4% | 0 | 4% |
| Construction et installations antérieures à 1976 | 6% | 25% | 5% |
| Construction et installations postérieures à 1976 | 6% | 33% | 4% |

Prise en compte pour TFB

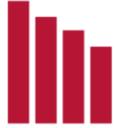
| Abattement pour TFB | Fraction taxée effective TFB | Correspondant à une durée d'amortissement de : | |
|---------------------|------------------------------|--|-----|
| 50% | 4,0% | 25,0 | ans |
| | 4,5% | 22,2 | |
| | 4,0% | 25,0 | |

| Abattement pour TFB | Fraction taxée effective TFB | Correspondant à une durée d'amortissement de : | |
|---------------------|------------------------------|--|-----|
| 50% | 2,0% | 50,0 | ans |
| | 2,3% | 44,4 | |
| | 2,0% | 50,0 | |

Prise en compte pour CFE

| Abattement pour CFE | Fraction taxée effective CFE | Correspondant à une durée d'amortissement de : | |
|---------------------|------------------------------|--|-----|
| 30% | 5,6% | 17,9 | ans |
| | 6,3% | 15,9 | |
| | 5,6% | 17,9 | |

| Abattement pour CFE | Fraction taxée effective CFE | Correspondant à une durée d'amortissement de : | |
|---------------------|------------------------------|--|-----|
| 30% | 2,8% | 35,7 | ans |
| | 3,2% | 31,7 | |
| | 2,8% | 35,7 | |



Les mesures relatives à la CFE et à la TFB (article 25 de la LF 2021)

2. Les locaux industriels étaient jusqu'ici revalorisés annuellement en fonction du coefficient d'actualisation « classique » des valeurs locatives. L'article 4 du PLF 2021 proposait de substituer à cette actualisation la moyenne nationale des coefficients d'évolution départementaux des loyers (moyenne non pondérée par les volumes de loyers), mécanisme d'actualisation qui concerne actuellement seulement les locaux professionnels. **Cette disposition a été supprimée en 1ere lecture à l'assemblée nationale.**

| | Actualisation forfaitaire | Actualisation locaux professionnels |
|------|---------------------------|-------------------------------------|
| 2019 | 2,20% | 0,30% |
| 2020 | 1,20% | 0,40% |

3. Il est proposé d'adapter le calcul de la taxe GEMAPI aux effets de réduction des VLF des établissements industriels. D'une part, le produit 2020 correspondant à 50 % des TFB et CFE GEMAPI, TSE de la région Ile-de-France, TSE des EPFL, TSE de la Société du Grand Paris et des syndicats à contributions fiscalisées sera, à compter de 2021, payé par l'Etat (donc sans indexation sur les bases ou sur l'actualisation, mais de manière figée). D'autre part, pour évaluer le produit global permettant le calcul des taux additionnels, la prise en charge précédente est déduite du produit servant au calcul de la répartition.

4. La répartition entre territoires de la CVAE des pluri établissements est effectuée à hauteur de 1/3 au prorata des VLF et de 2/3 des effectifs. **La réduction des VLF industrielles peut donc modifier les conditions de répartition de la CVAE entre territoires au détriment des territoires industriels et au profit des territoires tertiaires, sièges de ces pluri-établissements.**

D'autre part, l'effectif employé dans un établissement pour lequel les VL industrielles représentent plus de 20 % de la VL totale immobilisations imposables à la CFE est pondéré par un coefficient de 5 et la valeur locative des immobilisations industrielles est pondérée par un coefficient de 21. Compte tenu de la division par 2 des VLF des établissements industriels le coefficient de 21 est porté à 42 afin de rétablir la situation antérieure.

Ceci ne garantit cependant pas la pérennité des CVAE ainsi allouées : cette disposition n'est en effet applicable que si les VLF des établissements industriels représentent toujours, après leur division par 2, plus de 20 % de la valeur locative des immobilisations imposables à la cotisation foncière des entreprises. Or, leur poids va mécaniquement diminuer. Pour que la neutralité soit parfaite, il conviendrait de prévoir que ce dispositif soit mis en œuvre lorsque « le double des valeurs locatives des immobilisations industrielles évaluées dans les conditions prévues aux articles 1499 et 1501 du CGI représentent plus de 20 % de la valeur locative des immobilisations imposables à la cotisation foncière des entreprises. A défaut, seules les communes dont les bases actuelles de CFE des établissements industriels représentent plus du 1/3 des bases totales continueront à bénéficier de cette pondération favorable en matière de répartition de la CVAE.

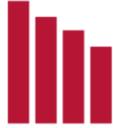


| Hypothèse CVAE à répartir : 150 000 € | | | | | |
|---------------------------------------|--------------|--------------|------------------------|--------------|----------------|
| <i>avant PLF 21</i> | | | | | |
| | Territoire A | Territoire B | Produits CVAE répartis | | |
| VLF CFE industrielles | 4 000 000 € | 0 € | Territoire A | Territoire B | TOTAL |
| Autres VLF CFE | 16 000 000 € | 20 000 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 50 000 € |
| Bases CFE totales | 20 000 000 € | 20 000 000 € | | | |
| Emplois | 100 | 100 | 50 000 € | 50 000 € | 100 000 € |
| | | | TOTAL | 75 000 € | 75 000 € |
| <i>après PLF 21</i> | | | | | |
| | Territoire A | Territoire B | Produits CVAE répartis | | |
| VLF CFE industrielles | 2 000 000 € | 0 € | Territoire A | Territoire B | répartition CF |
| Autres VLF CFE | 16 000 000 € | 20 000 000 € | 23 684 € | 26 316 € | 50 000 € |
| Bases CFE totales | 18 000 000 € | 20 000 000 € | | | |
| Emplois | 100 | 100 | 50 000 € | 50 000 € | 100 000 € |
| | | | TOTAL | 73 684 € | 76 316 € |
| | | | TOTAL | 75 000 € | 75 000 € |
| | | | Effet | -1,8% | 1,8% |
| | | | | | 0% |

N'est pas ici prise en compte la disposition ci-dessous



| Situation actuelle | | | Après PLF 2021 | | | Nouveau poids des valeurs locatives industrielles |
|---------------------------------|---------------------|-------|--|-----|-------|---|
| Valeurs locatives industrielles | Autres bases de CFE | Total | Nouvelle répartition après réduction des valeurs locatives industrielles | | TOTAL | |
| 20% | 80% | 100% | 10% | 80% | 90% | 11,1% |
| 22% | 78% | 100% | 11% | 78% | 89% | 12,4% |
| 24% | 76% | 100% | 12% | 76% | 88% | 13,6% |
| 26% | 74% | 100% | 13% | 74% | 87% | 14,9% |
| 28% | 72% | 100% | 14% | 72% | 86% | 16,3% |
| 30% | 70% | 100% | 15% | 70% | 85% | 17,6% |
| 32% | 68% | 100% | 16% | 68% | 84% | 19,0% |
| 33% | 67% | 100% | 17% | 67% | 83% | 20,0% |
| 34% | 66% | 100% | 17% | 66% | 83% | 20,5% |
| 36% | 64% | 100% | 18% | 64% | 82% | 22,0% |
| 38% | 62% | 100% | 19% | 62% | 81% | 23,5% |



La compensation des pertes de TFB

1- À compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises [...];

2- La compensation de la **perte de recettes de taxe foncière** sur les propriétés bâties est égale, chaque année et pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année, de l'application des dispositions du 1° [...] par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2020 dans la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Dans la mesure où les bases sont divisées par 2, la perte de base est égale au montant des bases résiduelles.

$$\text{Perte de base VLF EI}_n = \text{Base taxée EI}_n$$

Les taux à prendre en compte pour les communes pour le calcul de la compensation [...] sont majorés des taux appliqués en 2020 dans les départements. Pour les communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon, la référence au taux départemental appliqué en 2020 est remplacée par la référence au taux appliqué en 2014 au profit du département du Rhône.

Pour les communes qui, au 1er janvier 2020, étaient membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de 2020 est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre pour la même année 2020.

En cas de création de commune nouvelle ou de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, le taux à retenir est le taux moyen pondéré des communes membres ou préexistantes, majoré le cas échéant dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent 2.

PSR compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFB et de CFE des locaux industriels : 3 290 M€

$$\text{Compensation TFB}_n = \text{Base nette TFB EI}_n + \text{Taux compensation}$$

Pour les communes :

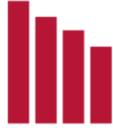
$$\text{Taux compensation} = \text{Taux FB}_{2020} \text{ commune} + \text{Taux FB}_{2020} \text{ département}$$

Pour les EPCI :

$$\text{Taux compensation} = \text{Taux FB}_{2020} \text{ EPCI}$$

Pour les communes :

Majoration du taux syndical 2020



La compensation des pertes de CFE

1- À compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises [...];

3. La compensation de la **perte de recettes de cotisation foncière des entreprises** est égale, chaque année et pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année, de l'application des dispositions du 1° [...] par le taux de cotisation foncière des entreprises appliqué en 2020 dans la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Dans la mesure où les bases sont divisées par 2, la perte de base est égale au montant des bases résiduelles.

$$\text{Perte de base VLF EI}_n = \text{Base taxée EI}_n$$

Pour les communes qui, au 1er janvier 2020, étaient membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de 2020 est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre pour la même année 2020.

En cas de création de commune nouvelle ou lorsque, à la suite d'une création, d'un changement de régime fiscal ou d'une fusion, un établissement public de coopération intercommunale fait application, à compter du 1er janvier 2020, du régime prévu au I de l'article 1609 quinquies C du code général des impôts ou à l'article 1609 nonies C du même code, le taux à prendre en compte pour le calcul de la compensation prévue au présent 3 correspond au taux moyen pondéré des communes membres ou préexistantes constaté pour 2020, majoré le cas échéant dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent 3.

PSR compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFB et de CFE des locaux industriels : 3 290 M€

$$\text{Compensation CFE}_n = \text{Base nette CFE EI}_n \times \text{Taux compensation CFE}$$

Pour les communes :

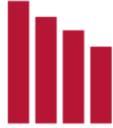
$$\text{Taux compensation CFE} = \text{Taux CFE}_{2020} \text{ commune}$$

Pour les EPCI :

$$\text{Taux compensation CFE} = \text{Taux CFE}_{2020} \text{ EPCI}$$

Pour les communes :

Majoration du taux syndical 2020

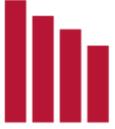


Le coût budgétaire estimé pour l'Etat

Il est estimé à 2,7 Md€ annuel, montant inférieur au montant annuel de la compensation versée (3,3 Md€) par l'Etat aux collectivités en raison d'un effet positif en matière d'impôts sur les sociétés de l'allègement de charges des établissements industriels.

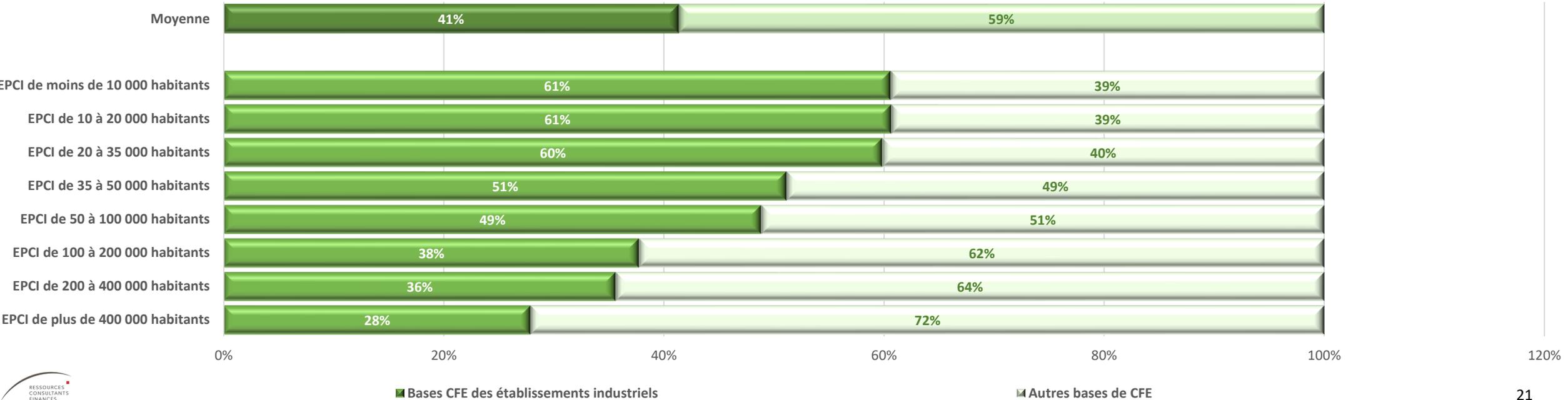
L'hypothèse retenue est d'un taux de retour de l'ordre de 20 % en IS de l'allègement accordé, se réalisant à hauteur de 70 % en 2021.

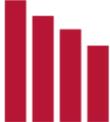
| | 2021 | 2022 | Perenne |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Coût brut | 3 300 | 3 300 | 3 300 |
| - Effet IS année | -400 | -600 | -600 |
| - Effet 5^{eme} acompte | | -200 | |
| Coût annuel | 2 900 | 2 500 | 2 700 |



Des établissements industriels plutôt logiquement situés dans des territoires ruraux

| | Bases CFE des établissements industriels | | Autres bases de CFE | |
|-----------------------------------|--|-------------|-------------------------|-------------|
| | Montant (€) | Pourcentage | Montant (€) | Pourcentage |
| EPCI de plus de 400 000 habitants | 2 254 153 570 € | 28% | 5 818 600 746 € | 72% |
| EPCI de 200 à 400 000 habitants | 1 666 986 077 € | 36% | 3 009 808 413 € | 64% |
| EPCI de 100 à 200 000 habitants | 5 002 313 439 € | 38% | 8 241 092 485 € | 62% |
| EPCI de 50 à 100 000 habitants | 2 038 431 121 € | 49% | 2 133 467 814 € | 51% |
| EPCI de 35 à 50 000 habitants | 1 026 771 024 € | 51% | 980 158 799 € | 49% |
| EPCI de 20 à 35 000 habitants | 2 142 379 404 € | 60% | 1 437 241 775 € | 40% |
| EPCI de 10 à 20 000 habitants | 928 146 608 € | 61% | 602 111 345 € | 39% |
| EPCI de moins de 10 000 habitants | 1 102 790 916 € | 61% | 716 957 433 € | 39% |
| TOTAL | 16 161 972 159 € | 41% | 22 939 438 810 € | 59% |



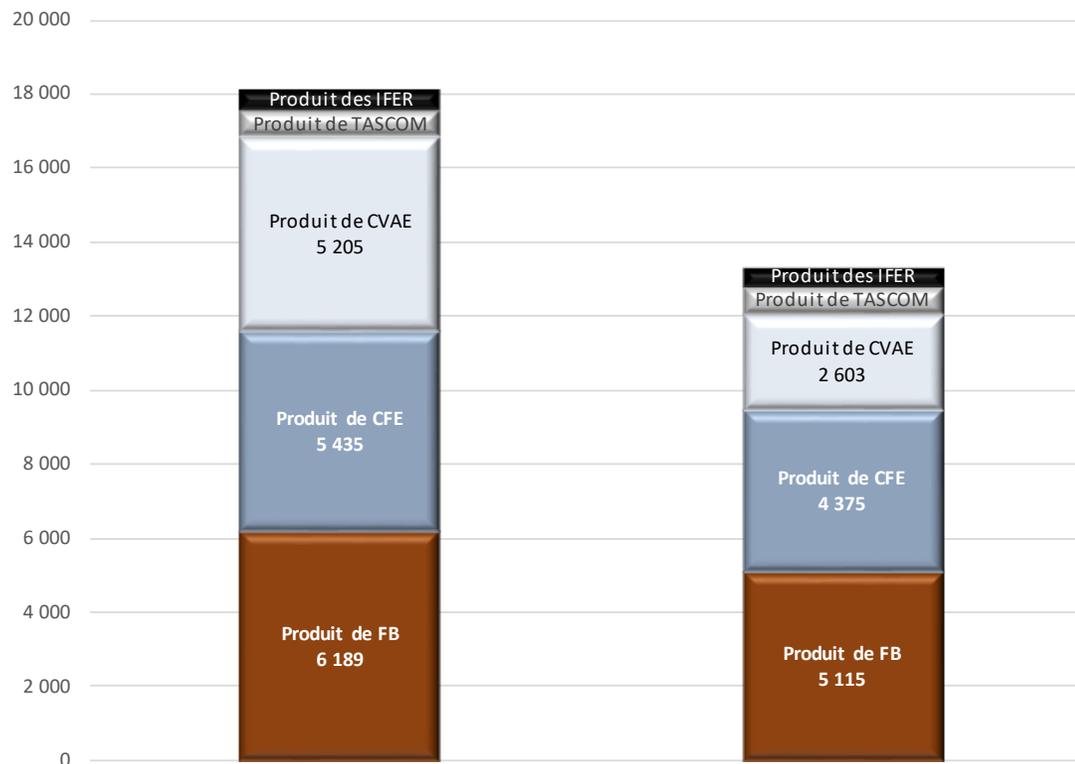


Exemple pour une communauté de communes de 45 000 habitants

L'impact de ces 2 mesures fiscales majeures pour les entreprises d'un territoire est mesurable à partir des états fiscaux et rôles d'imposition.

Exemple : bilan global pour les entreprises du territoire de la CC (montants en k€)

| Montants en k€ | Avant LF 2021 | Après LF 2021 | Ecart |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Produit de FB | 6 189 | 5 115 | -1 074 |
| Produit de CFE | 5 435 | 4 375 | -1 060 |
| Produit de CVAE | 5 205 | 2 603 | -2 603 |
| Produit de TASCOM | 737 | 737 | 0 |
| Produit des IFR | 551 | 551 | 0 |
| Fiscalité locale entreprises | 18 118 | 13 381 | -4 736 |

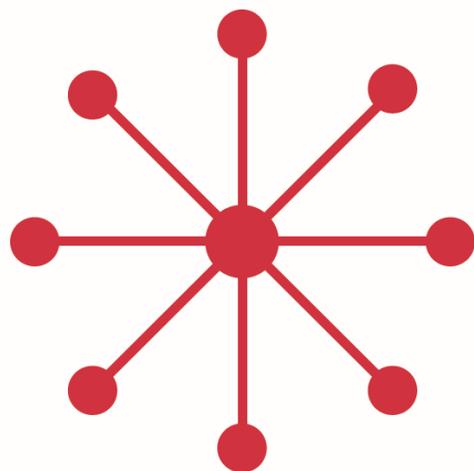


Ces 2 mesures fiscales prises dans le cadre du plan de relance et inscrites dans la LF pour 2021 devraient se traduire par une baisse des impôts locaux payés par les entreprises du territoire de la communauté qui vont passer de 18,1M€ à 13,4M€ (en valeur 2020) soit une diminution de près de -4,7M€ soit -26%.



PARTIE 3

RETOUR SUR LA RÉFORME DE LA TAXE D'HABITATION



3.1

*La réforme de la taxe d'habitation vue
du côté du contribuable*



La taxe d'habitation sur les résidences principales : une suppression en deux temps

Premier temps : article 5 LF 2018

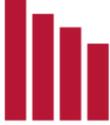
Suppression de la TH sur les résidences principales pour 80 % des contribuables d'ici à 2020

Maintien de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants

Deuxième temps : article 16 LF 2020

Elargissement de la suppression de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants d'ici à 2023

Disparition de la TH sur les résidences principales d'ici à 2023 pour l'ensemble des contribuables



Une suppression de la TH (résidences principales) pour « 80 % » de la population introduite en LF 2018 et élargie à tous les contribuables à l'horizon 2023 par l'article 16 de la LF 2020

La suppression progressive de la Taxe d'habitation pour les **contribuables exclus du mécanisme introduit en LFI 2018**, en raison du niveau élevé de leurs revenus.



Les revenus de référence 2020 (1417 du CGI)

| | Seuil de revenu 1 | Seuil de revenu 2 |
|-----------|-------------------|-------------------|
| 1 part | 27 706 € | 28 732 € |
| 1,5 parts | 35 915 € | 37 454 € |
| 2 parts | 44 124 € | 46 176 € |
| 2,5 parts | 50 281 € | 52 333 € |
| 3 parts | 56 438 € | 58 490 € |
| 3,5 parts | 62 595 € | 64 647 € |
| 4 parts | 68 752 € | 70 804 € |
| 4,5 parts | 74 909 € | 76 961 € |
| 5 parts | 81 066 € | 83 118 € |
| 5,5 parts | 87 223 € | 89 275 € |
| 6 parts | 93 380 € | 95 432 € |



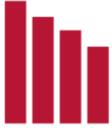
Le revenu du foyer fiscal R_i est :



| Année | Cas 1 : $R_i < S_1$ | Cas 2 : $S_1 < R_i < S_2$ | Cas 3 : $R_i > S_2$ |
|-------------------|---------------------|--|---------------------|
| 2020 | Dégrèvement total | Dégrèvement partiel ⁽¹⁾ | Imposition totale |
| 2021 | Exonération totale | Exonération partielle ⁽¹⁾ puis exonération 30% supplémentaire | Exonération de 30% |
| 2022 | Exonération totale | Exonération partielle ⁽¹⁾ puis exonération supplémentaire de 65% du solde | Exonération de 65% |
| 2023 et suivantes | Exonération totale | Exonération totale | Exonération totale |

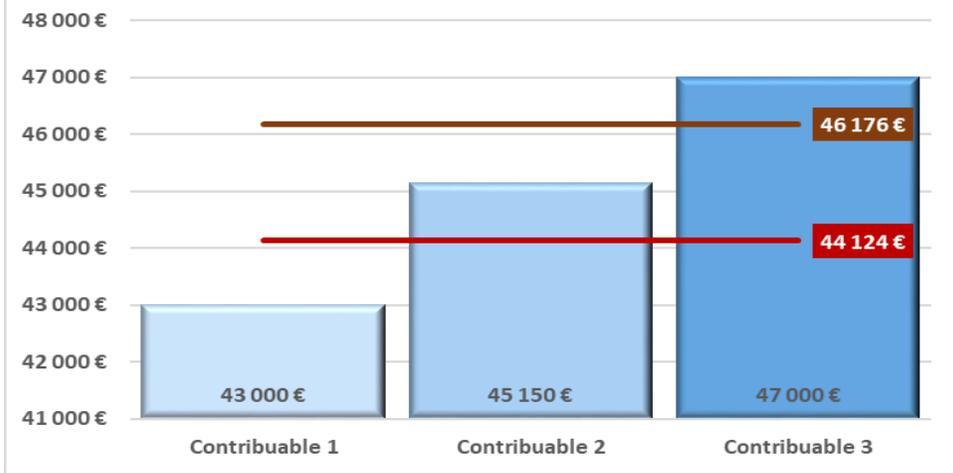
Attention : l'application du dispositif s'apprécie annuellement en fonction du revenu du foyer fiscal de l'année précédente. Selon l'évolution de ce revenu, il est donc possible de passer d'un cas de figure à un autre entre 2020 et 2022.

⁽¹⁾ Dégrèvement ou exonération partielle = Cotisation TH_n x Coefficient avec coefficient = $(S_2 - R_i) / (S_2 - S_1)$



L'article 16 de la LF 2020 prolonge l'objectif d'exonération totale de la taxe d'habitation pour les contribuables (résidences principales)

3 Foyers fiscaux différents (2 parts fiscales chacun)
TH « brute » = 1 000€



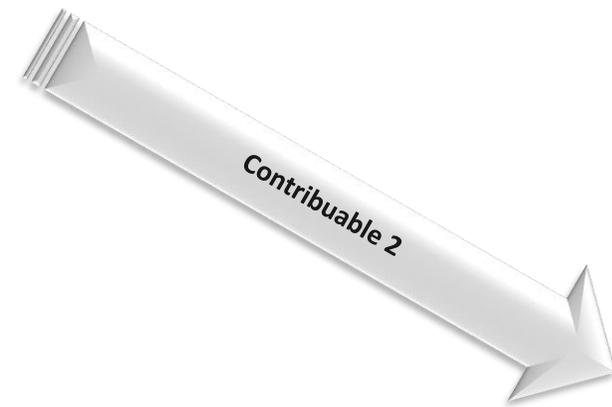
Contribuable 3

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|--------------|--------------|------------|
| TH "brute" due | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| Dégrèvement LFI 2018 | | | | |
| Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020 | | | | |
| Exonération nouvelle LFI 2020 | | -300 € | -650 € | -1 000 € |
| TH acquittée | 1 000 € | 700 € | 350 € | 0 € |



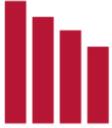
Contribuable 1

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------------|------------|------------|------------|
| TH "brute" due | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| Dégrèvement LFI 2018 | -1 000 € | | | |
| Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020 | | -1 000 € | -1 000 € | -1 000 € |
| Exonération nouvelle LFI 2020 | | | | |
| TH acquittée | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |



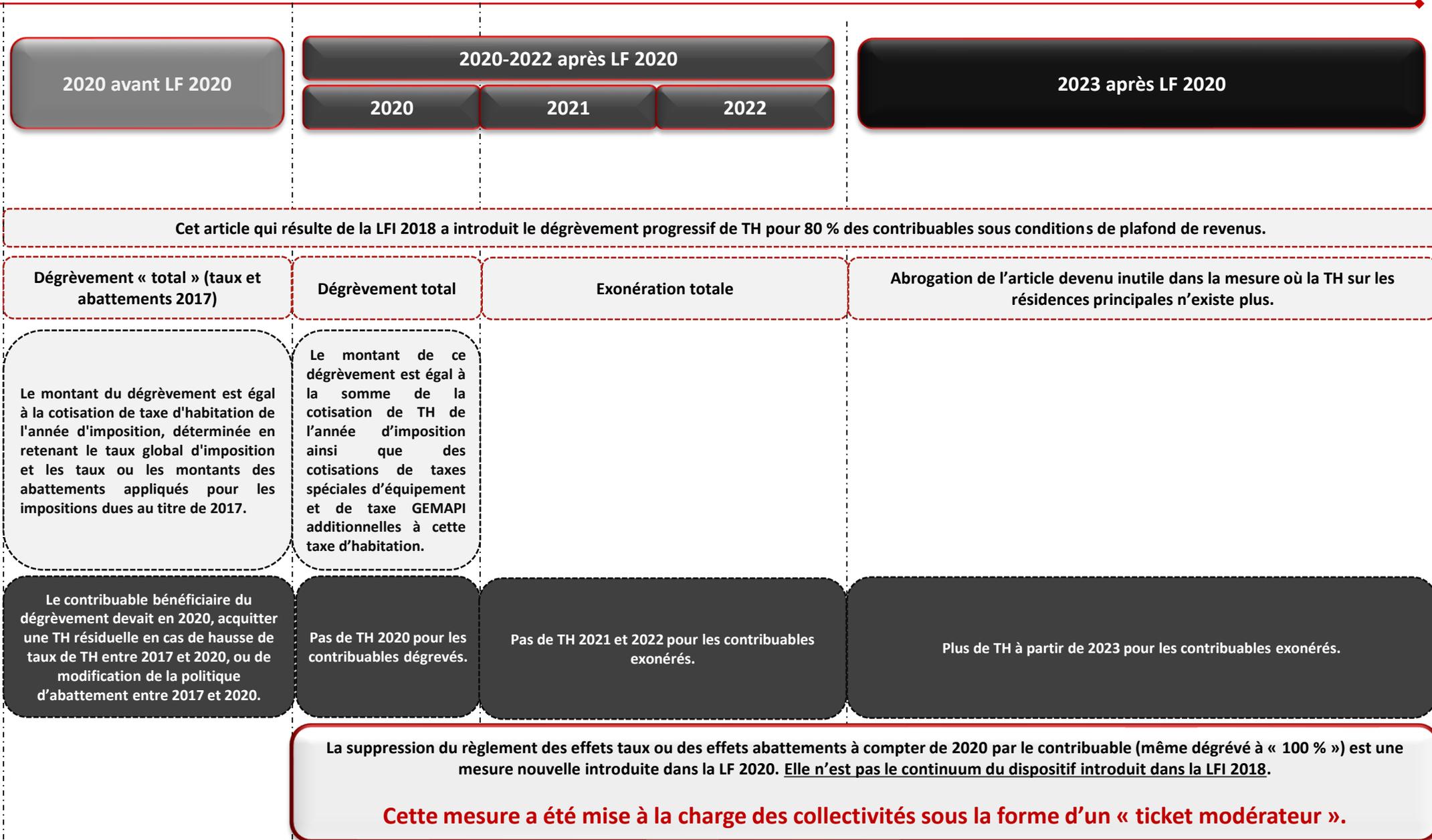
Contribuable 2

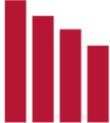
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|--------------|--------------|--------------|------------|
| TH "brute" due | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| Dégrèvement LFI 2018 | -500 € | | | |
| Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020 | | -500 € | -500 € | |
| Exonération nouvelle LFI 2020 | | -150 € | -325 € | -1 000 € |
| TH acquittée | 500 € | 350 € | 175 € | 0 € |



L'article 16 de la LF 2020 prolonge l'objectif d'exonération totale de la taxe d'habitation pour les contribuables (résidences principales)

Article 1414 C du CGI





L'article 16 de la LF 2020 organise la modification annuelle du CGI jusqu'en 2023

2020 avant LF 2020

2020-2022 après LF 2020

2020

2021

2022

2023 après LF 2020

Article 1409 du CGI

La **taxe d'habitation** est calculée d'après la valeur locative des habitations et de leurs dépendances, telles que garages, jardins d'agrément, parcs et terrains de jeux.

La taxe d'habitation **sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale** est calculée d'après la valeur locative des habitations et de leurs dépendances, telles que garages, jardins d'agrément, parcs et terrains de jeux.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2023, la taxe d'habitation « existe » telle qu'on la connaît aujourd'hui

A partir du 1^{er} janvier 2023, la taxe d'habitation n'est plus qu'une imposition locale sur les résidences secondaires et les logements vacants

Même après 2023, il conviendra toujours de tenir un rôle général des locaux « assujettis à la TH » des résidences principales pouvant devenir secondaires.

Article 1411 du CGI

Cet article fixe les conditions d'adoption des abattements (général à la base, charges de famille, spécial) accordés aux contribuables au titre de leur résidence principale

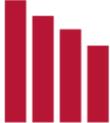
Sans modification

Abrogé

Les résidences principales taxées jusqu'en 2022 bénéficient toujours des abattements de TH

Les résidences secondaires et logements vacants ne bénéficient jamais d'abattements de TH.

L'article est logiquement abrogé



L'article 16 de la LF 2020 organise la modification annuelle du CGI jusqu'en 2023



Article 1414 du CGI

Cet article prévoyait les dispositions suivantes :

Exonération totale des contribuables :

- Titulaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité ;
- Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés sous conditions de ressources ;
- Les contribuables âgés de plus de 60 ans ainsi que les veuves et veufs sous conditions de ressources ;
- Les contribuables atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence sous conditions de ressources.

Abrogation de l'article devenu inutile dans la mesure où ils bénéficieront du dispositif général

Exonération totale de droit

Dégrèvement total de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale, des contribuables âgés de plus de 60 ans ou veufs et veuves, lorsqu'ils occupent cette habitation avec leurs enfants majeurs lorsque ceux-ci sont inscrits comme demandeurs d'emploi et ne disposent pas de ressources supérieures à des plafonds.

Abrogation de l'article devenu inutile dans la mesure où ils bénéficieront du dispositif général

Exonération totale de droit

Article 1414 A du CGI

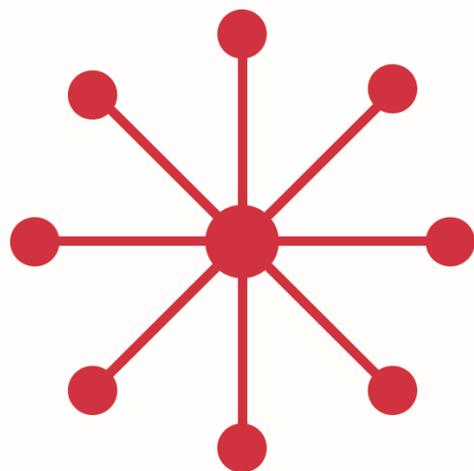
Plafonnement fonction du revenu :

Les contribuables dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède un plafond, sont dégrévés d'office de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale pour la fraction de leur cotisation qui excède 3,44 % de leur revenu.

Abrogation de l'article devenu inutile dans la mesure où le nouveau mécanisme recouvre totalement ce dégrèvement.

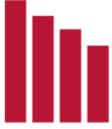
Dégrèvement total

Exonération totale de droit



3.2

*La réforme de la taxe d'habitation vue du
coté des collectivités territoriales :
2021 l'année du big bang*



Des dispositions spécifiques en 2020 pour préparer le big-bang fiscal de 2021

Gel des taux d'imposition et des quotités abattues au niveau 2019

« Les taux et les montants d'abattements de taxe d'habitation sont égaux à ceux appliqués en 2019 »

Interdiction de créer la taxe sur les logements vacants avant 2023

« Les délibérations prises en application de l'article 1407 bis du code général des impôts pour appliquer la taxe d'habitation sur les logements vacants à compter des impositions dues au titre des années 2020, 2021 ou 2022, s'appliquent à compter des impositions dues au titre de l'année 2023 »

Suspension des procédures d'intégration fiscale progressive

« Pour les impositions établies au titre de 2020 [...] :

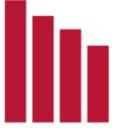
- Le taux de la taxe d'habitation appliqué sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est égal au taux appliqué sur leur territoire en 2019 ;
- Les lissages, intégrations fiscales progressives et harmonisations de taux d'imposition de la taxe d'habitation en cours au 1er janvier 2020 sont suspendus et ceux qui auraient pu prendre effet au cours de cette même année ne sont pas mis en œuvre ;

Plafonnement au niveau 2019 des taux de taxe Gemapi et des taxes spéciales et report sur les autres taxes des effets de ce plafonnement

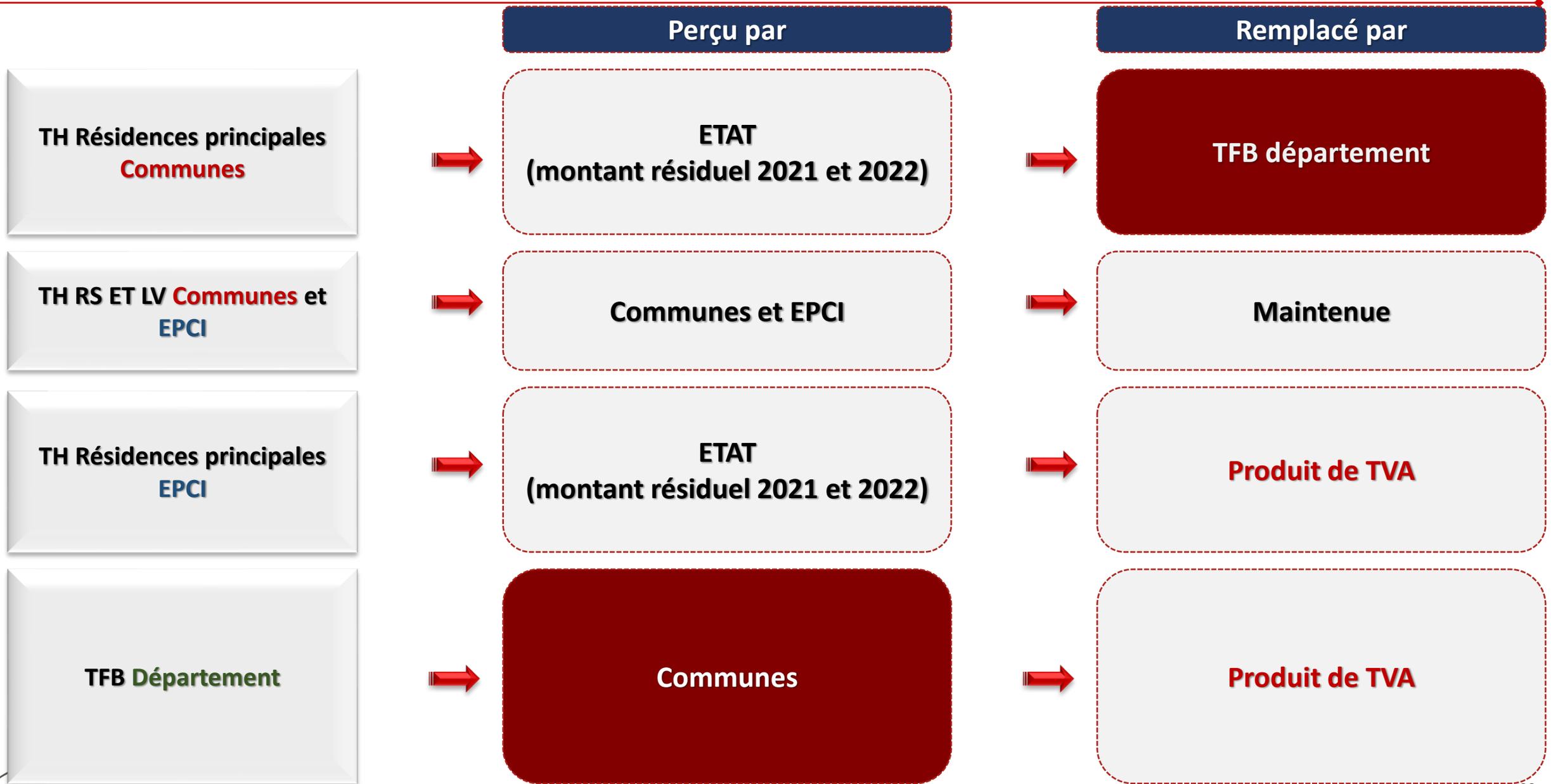
« Pour les impositions établies au titre de l'année 2020 [...] le taux issu de la répartition de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations et le taux issu de la répartition des taxes spéciales d'équipement sur la taxe d'habitation ne peuvent dépasser les taux appliqués en 2019 au titre de chacune de ces taxes. La fraction du produit voté de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ou de la taxe spéciale d'équipement qui, en vertu de la phrase précédente, ne peut être répartie entre les redevables de la taxe d'habitation est répartie entre les redevables de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la cotisation foncière des entreprises selon les règles applicables à la taxe considérée.

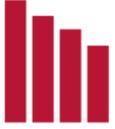
Interdiction d'augmenter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants en 2021 et 2022

« Pour les impositions établies au titre des années 2021 et 2022 et par dérogation aux articles 1409, 1411 et 1649 du code général des impôts [...] les taux et les montants d'abattements de taxe d'habitation sont égaux à ceux appliqués en 2019 ».



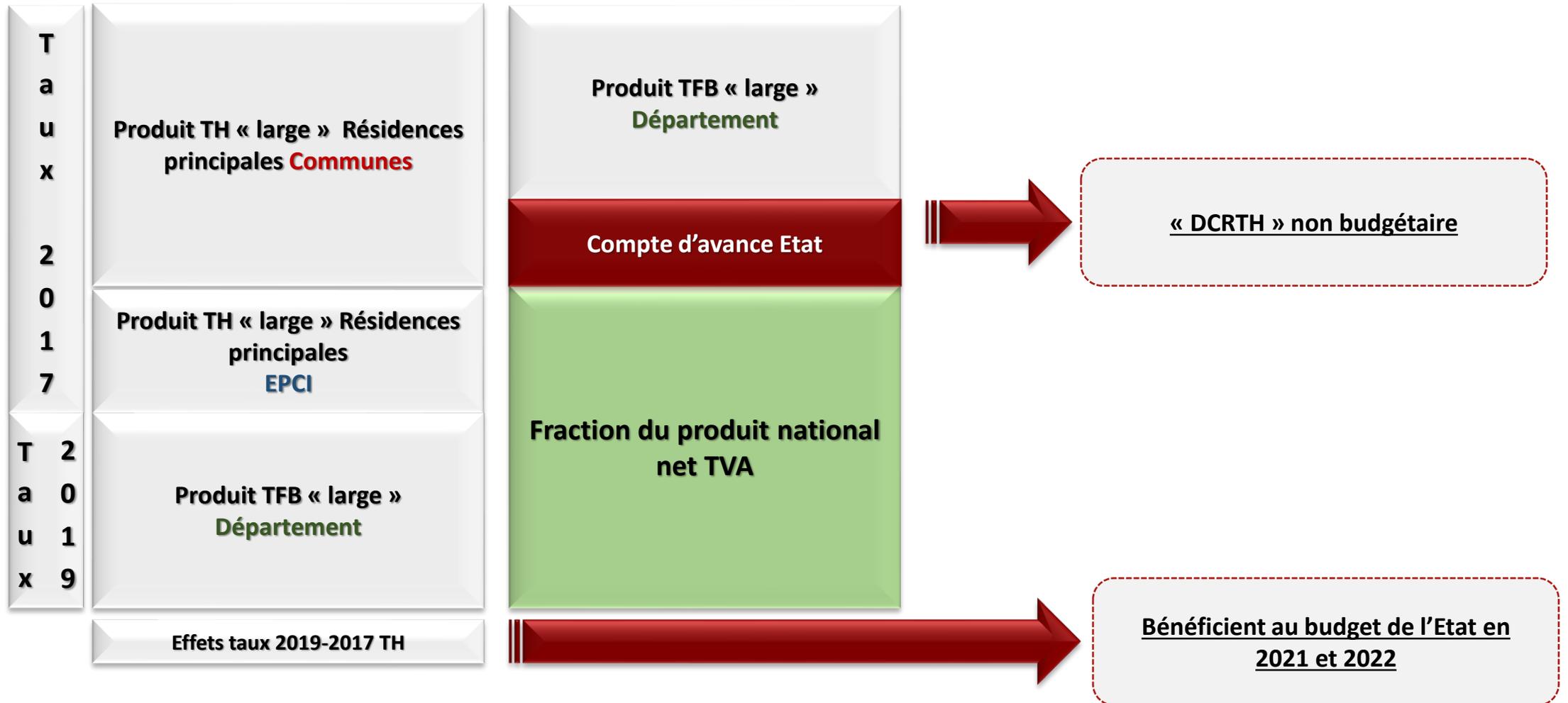
Le big-bang fiscal de 2021 : la recomposition nationale des produits fiscaux

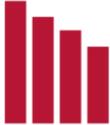




L'équilibre global de la réforme

L'équilibre macroéconomique de la réforme





Où trouver les informations fiscales sur les logements vacants et les résidences secondaires pour son territoire ? => l'état fiscal 1386 TH



TAXE D'HABITATION : Renseignements extraits du rôle général 2019

1386 bis TH

| I. LOCAUX TAXÉS À LA TAXE D'HABITATION COMPRIS DANS LE RÔLE GÉNÉRAL | Nombre de locaux taxés | | Nombre d'articles du rôle correspondants | Valeur locative brute revalorisée pour 2019 | |
|---|------------------------|----------|--|---|------------------------------|
| | THP | THE, THS | | Totale | Dont bases exonérées |
| TH | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 1. Ensemble des locaux et dépendances imposables | 5 953 | 937 | 6 039 | 24 113 709 | 3 550 039 |
| - locaux non professionnels | 5 953 | 937 | 6 039 | 24 113 709 | 3 550 039 |
| - locaux professionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2. Locaux exceptionnels | 1 | 0 | 1 | 8 663 | 0 |
| 3. Autres locaux et dépendances bâties (ligne 1 - ligne 2) | 5 952 | 937 | 6 038 | 24 105 046 | 3 550 039 |
| 4. Dépendances bâties | | | | | |
| a. Rattachées au local d'habitation (imposition globale) | 547 | 94 | 522 | 217 760 | 40 124 |
| b. Non rattachées au local d'habitation (art TH distinct) | 15 | 278 | 271 | 99 978 | 8 884 |
| 5. Locaux d'habitation proprement dits (ligne 3 - (ligne 4a + 4b)) | 5 390 | 565 | Total art. THP | 23 787 308 | 3 501 031 |
| | | | 5 273 | | |
| 6. Locaux d'habitation imposés en sus du premier sous un même article | 133 | 55 | | | 7. Nb locaux art. 55 loi SRU |
| | | | | | 0 |
| THLV | | | | | |
| 8. Logements vacants imposés à la THLV sur délibération de la commune | | 177 | 142 | 498 828 | |
| 9. Logements vacants imposés à la THLV sur délibération de l'EPCI | | 0 | 0 | 0 | |

Valeurs locatives des logements vacants

| II. VLM, BASES EXONÉRÉES ET BASES NETTES D'IMPOSITION TAXÉES AU PROFIT DE : | | | | | |
|---|-------------|---------------|-----------------------|----------------|----------------|
| | 1 - Commune | 2 - Syndicats | 3 - Intercommunalité* | 4 - THP et THE | 5 - VL des THS |
| VL moyenne | (I) 4 038 | (I) | (I) 2 892 | | |
| VL moyenne retenue / abat | (II) | (II) 4 038 | (II) | | |
| Base nette imposable ou dégrèevée | 19 855 240 | | 18 913 282 | 22 013 863 | 2 099 846 |
| Base nette sans ajustement | 19 855 240 | | 19 855 240 | | |
| Base nette exo TSE | | | | | 775 533 |
| Base nette exo GEMAPI | | | | | 775 533 |
| VL locaux susceptibles Majo THS | | | | | |
| Bases brutes exo ZRR | Exo M1 | Exo M2 | | Total | |

Valeurs locatives TH des résidences secondaires de la commune

| III. ABATTEMENTS : QUOTITÉS ET POURCENTAGES | | | | | | |
|---|--------------------------|-----------------|---|--------------------------|-----------------|-----|
| | Commune | | | Intercommunalité* | | |
| | Quotité avant ajustement | Quotité ajustée | % | Quotité avant ajustement | Quotité ajustée | % |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| 1. Abattement général à la base | NON VOTE | € | € | € | € | € |
| 2. Abattement par personne à ch. à partir de la 1ère | | 404 | | CF COMM. | 309 | 255 |
| 3. Abattement supp. par pers. à ch. à partir de la 3ème | | 606 | | | 464 | 464 |
| 4. Abattement spécial à la base | NON VOTE | | | | | |
| 5. Abattement spécial handicapé | NON VOTE | | | | | |

| IV. RÉPARTITION DES ARTICLES DU RÔLE EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES À CHARGE | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|---------------------------|
| Nb. d'art du rôle | Affiliés aux résidences secondaires | Affiliés aux dépendances principales isolées | Affiliés aux résidences principales avec : | | | | | | |
| | | | 0 pers. à charge | 1 pers. à charge | 2 pers. à charge | 3 pers. à charge | 4 pers. à charge | 5 pers. et + à charge | Total cumulé (col. 3 à 8) |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| 1. Imposés ou dégrèevés | 635 | 105 | 3 321 | 490 | 391 | 106 | 26 | 10 | 4 344 |
| 2. Exonérés | | 26 | 876 | 33 | 9 | 6 | 3 | 2 | 929 |

| V. ABATTEMENTS APPLIQUÉS DANS LE RÔLE AUX ARTICLES IMPOSÉS | | | | | |
|---|---------|-----------|-------------|---------|-------------|
| A. Abattement général à la base | Commune | | Syndicat(s) | TSE | Taxe GEMAPI |
| | 1 | 2 | | | |
| - Nombre d'articles du rôle | | 4 344 | | | |
| - Total des abattements | | 1 107 266 | | | |
| B. Abattement pour charges de famille | | | | | |
| a. Personnes des deux premiers rangs (1 ^{er} et 2 ^e pers.) | 1 556 | 1 556 | | 1 556 | 1 556 |
| - Total des abattements | 594 486 | 454 630 | | 594 486 | 594 486 |
| b. Personnes à partir du 3 ^e rang (3 ^e pers. et au-delà) | 198 | 198 | | 198 | 198 |
| - Total des abattements | 113 944 | 88 492 | | 113 944 | 113 944 |
| C. Abattement spécial à la base | 607 | 539 | | 607 | 607 |
| - Nombre de contribuables remplissant les conditions pour en bénéficier en 2019 | | | | | |
| - Total des abattements appliqués dans le rôle de 2019 | | | | | |
| D. Abattement spécial handicapé | 1 | 1 | | 1 | 1 |
| - Nombre de contribuables remplissant les conditions pour en bénéficier en 2019 | | | | | |
| - Total des abattements appliqués dans le rôle de 2019 | | | | | |

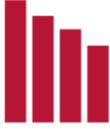
| VI. RÉPARTITION DU NOMBRE D'ARTICLES DU RÔLE EN FONCTION DU MONTANT DES COTISATIONS BRUTES | | | | | |
|--|---------------------------|---|---|--------------------|-----------------------|
| Tranches de cotisations (en euros) | Nombre d'articles du rôle | Cotisations mises en recouvrement au profit des collectivités ci-après (total des col. 3 à 4) | Répartition des cotisations brutes par collectivité | | Frais et prélèvements |
| | | | Communes Syndicats TSE et GEMAPI | Intercommunalités* | |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| De 0 à 11 | 979 | 120 | 77 | 43 | 0 |
| De 12 à 99 | 175 | 8 548 | 5 111 | 3 437 | 230 |
| De 100 à 199 | 56 | 7 323 | 4 407 | 2 916 | 204 |
| De 200 à 299 | 217 | 56 765 | 35 686 | 21 079 | 753 |
| De 300 à 399 | 437 | 148 314 | 92 076 | 56 238 | 1 804 |
| De 400 à 499 | 553 | 245 531 | 150 600 | 94 931 | 3 100 |
| De 500 à 599 | 578 | 313 167 | 190 539 | 122 628 | 4 145 |
| De 600 à 699 | 477 | 304 396 | 184 336 | 120 060 | 4 379 |
| De 700 à 799 | 438 | 322 656 | 194 859 | 127 797 | 4 538 |
| De 800 à 899 | 417 | 349 052 | 210 518 | 138 534 | 4 951 |
| De 900 à 999 | 307 | 286 539 | 172 506 | 114 033 | 4 565 |
| 1000 et plus | 1 405 | 1 869 060 | 1 119 853 | 749 207 | 47 541 |
| TOTAL | 6 039 | 3 911 471 | 2 360 568 | 1 550 903 | 76 210 |

| VII. EXONERATIONS/DÉGRÈVEMENTS D'OFFICE (THP, THE), NON-VALEURS (THP, THE, THS) | | | | | | |
|---|------|---|----------------------------|----------------------------|-------------|--|
| | Code | Nombre d'articles THP | Nombre d'articles THE, THS | Dégrèvements Plafonnements | Non-valeurs | Bases nettes (I.1/B) / Abattements (I.7/B) / Réductions (I.9/12) |
| 1. Exonération DOM (art 332 Ann. II) | ED | | | | | |
| 2. Exonération (art. 1414 I et I bis) | EX | a. commune | 929 | 26 | | 3 510 548 |
| | | b. sortie progressive intercommunalité* | 253 | 8 | | 1 191 981 |
| | | | | | | 3 283 608 |
| 3. Exonération TSE local HLM/SEM | EX | 346 | 3 | | | 775 533 |
| 4. Exonération Taxe GEMAPI local HLM/SEM(**) | EX | 346 | 3 | | | 775 533 |
| 5. Cotisations brutes nulles | | | | 2 | | |
| 6. Dégrèvements totaux : gestionnaires | DT | 13 | | 8 977 | | 45 867 |
| 7. Abattements sortie progressive | AB | | | | | |
| 8. Abattement Mayocte | AB | | | | | |
| 9. Plafonnements Art. 1414 A | PA | a. A total non réduit | 1 | 1 | 55 | |
| | | b. A total réduit majoré | 227 | 2 | 103 027 | |
| Taux global 2000 corrigé (2014 Mai) | PA | c. A partiel non réduit | | | | 24 701 |
| | | d. A partiel réduit | 1 490 | 9 | 383 846 | 275 951 |
| | PA | 43 | 25 | 19 439 | 442 | 4 489 |
| | PA | | | | | |
| | PA | 3 067 | 63 | 1 170 730 | 52 | |
| 10. Réforme TH | | | | | | |
| 11. Réforme TH avec lissage | | 99 | 5 | 29 185 | | |
| 12. Non-valeurs | NV | 3 | 19 | | | 120 |
| 13. TOTALS | | 4 943 | 124 | 1 715 259 | 614 | 305 141 |

| VIII. NOMBRE D'ARTICLES DU RÔLE COMPORTANT : | | | | | |
|--|-------------------|---|-------------------|---------------------------------|--|
| Une valeur brute positive | | Une valeur locative nette pour les articles imposés | | La délivrance d'un avis d'impôt | Un (des) local (aux) susceptible (s) d'être exonéré (s) de TSE |
| Articles imposés | Articles exonérés | Commune | Intercommunalité* | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| 5 084 | 955 | 5 081 | 5 078 | 4 874 | 463 |

| IX. TAUX ET PRODUITS PAR COLLECTIVITÉ | | | | | | | | |
|---------------------------------------|-----------|-----------|----------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-------------------|-------------------------|
| | Taux 2019 | Taux 2018 | Nombre d'articles TH | Montant réel TH | Montant Lissage | Nombre d'articles THLV | Montant réel THLV | Montant net (TH + THLV) |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| 1. Commune | 11,57000 | 11,57000 | | 2 297 124 | | | 57 714 | 2 354 965 |
| 2. Syndicat de communes (taux global) | | | | | | | | |
| 3. Intercommunalité* | 8,20000 | 8,20000 | | 1 550 903 | | | | 1 550 889 |
| 4. TSE | 0,13800 | 0,14400 | | 26 292 | | | | 25 516 |
| 5. TSE Autres | | | | | | | | |
| 6. Taxe GEMAPI | 0,19500 | | | 37 152 | | | 975 | 36 956 |
| 7. Majoration THS | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 8. Frais (THP, THE) | | | 5 404 | 36 440 | | | | |
| 9. Frais (THS) | | | 635 | 12 704 | | | | |
| 10. Frais (THLV) | | | | | | 142 | 4 619 | |
| 11. Prêt (art. 1641-I-B-3) | 0,2% | | 556 | 7 854 | | | | |
| 12. Prêt (art. 1641-I-B-3) | 1,2% | | 114 | 8 015 | | 13 | 905 | |
| 13. Prêt (art. 1641-I-B-3) | 1,7% | | 29 | 4 987 | | 12 | 1 858 | |
| 14. Prêt Supplémentaire (THS) | 1,5% | | 589 | 6 210 | | | | |
| 15. TOTAL | | | 6 039 | 3 987 681 | | 142 | 66 071 | |

(*) Communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, métropoles.
 (**) Données réelles ou potentielles en l'absence de produit voté pour la taxe GEMAPI. Les données potentielles sont restituées en italique.



Les conséquences pour une commune en 2021

Commune dite « surcompensée »

Base nette TH_{com} 2020 résidence principale
x taux de TH_{com} 2017

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{com} 2018
2019 et 2020

Compensation TH_{com}
2020

Surcompensation (corrigée)

Bases 2019

Base nette $TFB_{dept sur com}$ 2020
x taux de TFB_{dept} 2020

Moyenne des rôles
supplémentaires $TFB_{dept sur com}$ 2018 2019 et 2020

Compensation $TFB_{dept sur com}$ 2020

Aléas

Bases 2019

Commune dite « sous-compensée »

Base nette TH_{com} 2020 résidence principale
x taux de TH_{com} 2017

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{com} 2018
2019 et 2020

Compensation TH_{com}
2020

Bases 2019

Base nette $TFB_{dept sur com}$ 2020
x taux de TFB_{dept} 2020

Moyenne des rôles
supplémentaires $TFB_{dept sur com}$ 2018 2019 et 2020

Compensation $TFB_{dept sur com}$ 2020

Sous-compensation (corrigée)

Aléas

Bases 2019



La mise en place d'un coefficient correcteur : un FNGIR TH « masqué »

Commune dite « surcompensée »

Ressources larges de TFB 2020 (évaluées)

département sur commune

Ressources larges de TFB 2020 commune

Après

Surcompensation (corrigée)

Ressources larges de TH et TFB 2020 (évaluées) commune

Avant

Coefficient correcteur

Une commune percevait 800 au titre de la TH et de la TFB communale en 2020.

Le rendement de la TFB communale et de la TFB du département sur le territoire de la commune lui rapporte spontanément 1000.

Elle est surcompensée de 20 %. Le coefficient correcteur est alors de 0,8.

Dans le futur (à partir de 2021)

Les bases de TFB progressent et permettent de « gagner » 20 en produit de TFB. La commune verra cette croissance pondérée par le coefficient de 0,8. Elle conservera donc un « effet base » proportionnel à la croissance des bases de TFB sur son territoire, mais ramené à la base de référence de ses recettes effectives de TH et de TFB de 2020.

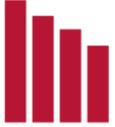
Cela revient à substituer à la croissance, perdue, des bases de TH celle des bases de TFB, mais appliqué aux anciennes assiettes communales de TH et de TFB.

| | référence 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|-------|-------|-------|
| Ressources de TFB globales perçues dans la commune (taux d'imposition constant) - A - | 1 000 | 1 020 | 1 040 | 1 061 |
| X coefficient correcteur | 0,80 | 0,80 | 0,80 | 0,80 |
| Ressources de TFB affectées à la commune - B - | 800 | 816 | 832 | 849 |
| Prélèvement (surcompensation indexée) | 200 | 204 | 208 | 212 |

Dans le futur (à partir de 2021)

La commune dispose des effets taux sur la base totale de TFB et non sur la base corrigée (LF 2020).

FNGIR TH (versé par la commune) indexé sur la croissance annuelle des bases de TFB ?



La mise en place d'un coefficient correcteur : un FNGIR TH « masqué »

Commune dite « sous-compensée »

Sous-compensation (corrigée)

Ressources larges de TFB 2020
(évaluées) *département sur commune*

Ressources larges de TFB 2020 *commune*

Après

Ressources larges de TH et TFB 2020 (évaluées) *commune*

Avant

Coefficient correcteur

Une commune percevait 1000 au titre de la TH et de la TFB communale en 2020. Le rendement de la TFB communale et de la TFB du département sur le territoire de la commune lui rapporte spontanément 800.

Elle est sous-compensée de 25 %. Le coefficient correcteur est alors de 1,25.

Dans le futur (à partir de 2021)

Les bases de TFB progressent et permettent de « gagner » 16 en produit de TFB. La commune verra cette croissance pondérée par le coefficient de 1,25. Elle conservera donc un « effet base » proportionnel à la croissance des bases de TFB sur son territoire, mais ramené à la base de référence de ses recettes effectives de TH et de TFB de 2020.

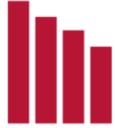
Cela revient à substituer à la croissance, perdue, des bases de TH celle des bases de TFB, mais appliqué aux anciennes assiettes communales de TH et de TFB.

| | référence 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|-------|-------|-------|
| Ressources de TFB globales perçues dans la commune (taux d'imposition constant) - A - | 800 | 816 | 832 | 849 |
| X coefficient correcteur | 1,25 | 1,25 | 1,25 | 1,25 |
| Ressources de TFB affectées à la commune - B - | 1 000 | 1 020 | 1 040 | 1 061 |
| dont recette fiscale directe | 800 | 816 | 832 | 849 |
| dont complément (sous compensation indexée) reçu | 200 | 204 | 208 | 212 |

Dans le futur (à partir de 2021)

La commune dispose des effets taux sur la base totale de TFB et non sur la base corrigée (LF 2020).

FNGIR TH (reçu par la commune) indexé sur la croissance annuelle des bases de TFB ?



La prise en compte de la réduction de 50 % des valeurs locatives des locaux industriels (art. 29 LF 2021) dans le produit de foncier bâti

La réduction de 50% des valeurs locatives des locaux industriels prévue par l'article 29 de la LF 2021 va avoir des conséquences annexes sur la suppression de la TH des résidences principales.

En effet, cette suppression fait apparaître un déséquilibre dans le calcul du produit de foncier bâti défini à l'article 16 de la loi de finances pour 2020.

Ainsi, une commune « sous-compensée » (qui reçoit un foncier bâti inférieur à sa TH perdue) voit s'accroître son écart de ressources avec la baisse de son produit de FB en 2021, conséquence de la réduction des valeurs locatives des locaux industriels.

A l'inverse, une commune « surcompensée » (qui reçoit un foncier bâti supérieur à sa TH perdue) voit se réduire son écart de ressources compte tenu du même phénomène.

Afin de corriger cet effet, et sans remettre en cause le calcul du coefficient correcteur présenté ci-avant, l'article 29 de la LF 2021 prévoit de prendre en compte la nouvelle compensation de foncier bâti dans la détermination du produit de foncier bâti communal.

Ainsi, pour les communes « sous-compensées », l'application de ce dispositif revient à majorer le produit de foncier bâti en appliquant le coefficient correcteur (supérieur à 1) à la compensation de foncier bâti des locaux industriels.

De la même manière, pour les communes « surcompensées », cela revient à minorer le produit de foncier bâti en appliquant le coefficient correcteur (inférieur à 1) à la compensation de foncier bâti des locaux industriels.

Calcul du produit de foncier bâti (version art. 16 LF 2020)

Commune surcompensée

$$PFB = BFB \times TFB \times \frac{TxFBC + TxFBD}{TFB} \times coef + BFB \times TFB \times \frac{TFB - (TxFBC + TxFBD)}{TFB}$$

Commune sous-compensée

$$PFB = BFB \times TFB + BFB \times TFB \times \frac{TxFBC + TxFBD}{TFB} \times (coef - 1)$$

Calcul du produit de foncier bâti (version art. 29 LF 2021)

Commune surcompensée

$$PFB = BFB \times TFB \times \frac{TxFBC + TxFBD}{TFB} \times coef + BFB \times TFB \times \frac{TFB - (TxFBC + TxFBD)}{TFB} + CFB \times (coef - 1)$$

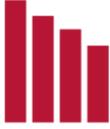
Minoration du produit de FB

Commune sous-compensée

$$PFB = BFB \times TFB + BFB \times TFB \times \frac{TxFBC + TxFBD}{TFB} \times (coef - 1) + CFB \times (coef - 1)$$

Majoration du produit de FB

Avec : PFB = Produit FB de n
 BFB = Base de FB de n
 TFB = Taux de FB de n
 TxFBC = Taux FB communal 2020
 TxFBD = taux FB départemental 2020
 Coef = Coefficient correcteur (« Coco »)
 CFB = Compensation de la suppression de 50% des valeurs locatives des etab. Indus.



Les conséquences pour un EPCI en 2021

Bases 2019

**Base nette TH_{EPCI} 2020 résidence principale
x taux de TH_{EPCI} 2017**

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{EPCI}
2018 2019 et 2020

Compensation TH_{EPCI}
2020

Fraction du produit net de TVA de l'année précédente l'année en cours (amendement adopté en 1^{ère} lecture à l'AN art. 75 de la LF 2021)

Pour un EPCI i , $Fraction_i = \text{Produit large de TH } 2020_i \text{ (au taux de 2017) / produit national net TVA 2021}$

Produit TVA 2021 $_i =$ Fraction 2021 i x produit national net TVA 2021
= (Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017) / produit national net TVA 2021) x produit national net TVA 2021
= (Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017) / produit national net TVA 2021) x produit national net TVA 2021
= **(Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017))**

Cette fraction est constante chaque année

Produit TVA 2022 $_i =$ Fraction 2021 i x produit national net TVA 2022
= (Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017) / produit national net TVA 2021) x produit national net TVA 2022
= **(Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017) x taux de croissance national du produit national net de TVA entre 2022 et 2021)**

Produit TVA 2023 $_i =$ Fraction 2021 i x produit national net TVA 2023
= (Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017) / produit national net TVA 2021) x produit national net TVA 2023
= **(Produit large de TH 2020 $_i$ (au taux de 2017) x taux de croissance national du produit national net de TVA entre 2023 et 2021)**

Indexation « implicite » des rôles supplémentaires et des compensations de TH sur le taux de croissance national du produit de TVA.

Une année blanche pour les EPCI en 2021

Une régularisation sera effectuée sitôt connu le produit de TVA encaissé au titre de l'année

Une indexation des recettes 2020 (à taux 2017) de TH sur la croissance nationale du produit net de TVA

Une nationalisation du pouvoir de taux

Une sensibilité aux effets d'assiette nationale de la TVA

Une régulation fiscale impossible avec les communes



Les conséquences du changement de l'année pour le produit de TVA nette

Illustration **AVANT** la LF pour 2021 (montants en M€)

La fraction de TVA nationale affectée à la communauté

| | |
|---|-------------|
| Bases nettes TH 2020 résidences principales | 75,7 |
| x Taux FB 2017 de la Communauté | 7,44% |
| = Produit TH strict | 5,63 |
| + Compensations fiscales TH 2020 | 0,63 |
| + Rôles supplémentaires | 0,00 |
| = Produit TH pour équilibre réforme | 6,26 |

| | |
|---|----------------|
| Produit TH pour équilibre réforme | 6,26 |
| / Produit national de TVA nette 2020 révisé | 159 800 |
| = Fraction de TVA nationale affectée à la communauté | 0,0039% |

Hypothèse de simulation pour l'illustration du phénomène :

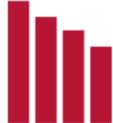
- La TVA nette nationale diminue de -8,5% en 2020 par rapport à 2019.
- En 2021, ce produit national de TVA nette retrouve son niveau de 2019 (rebond lié à une hypothèse de reprise).
- A partir de 2022, le produit national de TVA nette retrouve son dynamisme constaté entre 2013 et 2018 soit +2,88%/an.

| | 2018 | 2019 | 2020 (révisé) | PLF 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Produit de TVA nette nationale | 171 100 | 174 800 | 159 800 | 175 600 | 180 657 | 185 860 | 191 213 |
| Evolution nominale | | 2,2% | -8,6% | 9,9% | 2,9% | 2,9% | 2,9% |
| Produit de TVA nette nationale (n-1) | | | | 159 800 | 175 600 | 180 657 | 185 860 |
| x Fraction de TVA nationale affectée à la communauté | | | | 0,0039% | 0,0039% | 0,0039% | 0,0039% |
| Produit de TVA perçu par la communauté (simulation avec LF 2020) | | | | 6,26 | 6,88 | 7,08 | 7,28 |

La dynamique de la TVA transférée en 2021 va dépendre de l'intensité de la récession en 2020 et de la trajectoire de la reprise de l'activité pour retrouver le niveau de 2019.

En 2021, la communauté perçoit un produit de TVA égal à son produit de TH (résid. princ.) 2020 (taux TH 2017).

En 2022, la communauté perçoit un produit de TVA en forte hausse du fait de la reprise (hypothèse retenue pour l'illustration).



Les conséquences du changement de l'année pour le produit de TVA nette

Illustration **APRES** la LF pour 2021 (montants en M€)

La fraction de TVA nationale affectée à la communauté

| | |
|---|-------------|
| Bases nettes TH 2020 résidences principales | 75,7 |
| x Taux FB 2017 de la Communauté | 7,44% |
| = Produit TH strict | 5,63 |
| + Compensations fiscales TH 2020 | 0,63 |
| + Rôles supplémentaires | 0,00 |
| = Produit TH pour équilibre réforme | 6,26 |

| | |
|---|----------------|
| Produit TH pour équilibre réforme | 6,26 |
| / Produit national de TVA nette 2021 | 175 600 |
| = Fraction de TVA nationale affectée à la communauté | 0,0036% |

Hypothèse de simulation pour l'illustration du phénomène :

- La TVA nette nationale diminue de -8,5% en 2020 par rapport à 2019.
- En 2021, ce produit national de TVA nette retrouve son niveau de 2019 (rebond lié à une hypothèse de reprise).
- A partir de 2022, le produit national de TVA nette retrouve son dynamisme constaté entre 2013 et 2018 soit +2,88%/an.

| | 2018 | 2019 | 2020 (révisé) | PLF 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Produit de TVA nette nationale | 171 100 | 174 800 | 159 800 | 175 600 | 180 657 | 185 860 | 191 213 |
| Evolution nominale | | 2,2% | -8,6% | 9,9% | 2,9% | 2,9% | 2,9% |
| | | | | ↓ | ↓ | ↓ | ↓ |
| Produit de TVA nette nationale (n) | | | | 175 600 | 180 657 | 185 860 | 191 213 |
| x Fraction de TVA nationale affectée à la communauté | | | | 0,0036% | 0,0036% | 0,0036% | 0,0036% |
| Produit de TVA perçu par la communauté (simulation avec LF 2021) | | | | 6,26 | 6,44 | 6,63 | 6,82 |
| Impact de la LF pour 2021 sur le produit de TVA de la communauté estimé (perte) | | | | 0,00 | -0,44 | -0,45 | -0,46 |



Retenir le taux 2017 pour calculer le droit à compensation des communes et des EPCI va conduire à de grandes difficultés dans certains territoires

La loi de finances pour 2018 n'a jamais prévu d'amputer les recettes des communes et des EPCI des produits supplémentaires issus des effets taux entre 2017 et 2020. Ceux-ci demeuraient à la charge des contribuables bénéficiaires du dégrèvement de TH introduit en LFI 2018 :

« Visant à concilier l'autonomie fiscale des collectivités et le pouvoir d'achat des ménages, la rédaction du présent article n'est pas pénalisante pour les finances des collectivités, puisque qu'elle met, pour 2018, 2019, 2020 **et les années suivantes**, l'impact de l'évolution des taux et des abattements à la charge des contribuables. Ainsi, les collectivités ne subissent aucune perte de recettes du fait du dégrèvement.

L'évaluation préalable du présent article mentionne une option, **écartée**, qui aurait consisté à geler, dès la période transitoire, le pouvoir de taux et d'abattement des collectivités. Dans ce cas, les règles de taux de CFE et de TFNB auraient été aménagées, en alignant l'évolution de ces taux sur celle des taux de TFPB, au lieu du taux de TH. C'est l'un des aménagements qui pourraient être étudiés pour 2020 et les années suivantes. »

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE SUR LE PROJET DE loi de finances pour 2018 (n° 235), TOME II EXAMEN DE LA PREMIÈRE PARTIE DU PROJET DE LOI DE FINANCES PAR M. JOËL GIRAUD Rapporteur général, pages 114 et 115

De quels enjeux financiers parle-t-on ?

| Communes | 2017/2018 | | 2018/2019 | |
|---|---------------|-------|---------------|------|
| | Nombre | Taux | Nombre | Taux |
| Nombre de communes ayant baissé les taux d'imposition | 765 | 2,2% | 539 | 1,5% |
| Nombre de communes ayant augmenté les taux d'imposition | 6248 | 17,7% | 3 263 | 9,3% |
| Produit de l'effet taux positif en 2018 | 53 299 449 € | | 9 867 046 € | |
| Produit de l'effet taux négatif en 2018 | -23 536 720 € | | -12 567 390 € | |
| Produit de l'effet taux global en 2018 | 29 762 729 € | | -2 700 344 € | |

| EPCI | 2017/2018 | | 2018/2019 | |
|--|--------------|-------|-------------|------|
| | Nombre | Taux | Nombre | Taux |
| Nombre d'EPCI ayant baissé les taux d'imposition | 3 | 0,2% | 6 | 0,5% |
| Nombre d'EPCI ayant augmenté les taux d'imposition | 247 | 19,6% | 97 | 7,9% |
| Produit de l'effet taux positif en 2018 | 39 132 271 € | | 7 186 703 € | |
| Produit de l'effet taux négatif en 2018 | -310 440 € | | -376 527 € | |
| Produit de l'effet taux global en 2018 | 38 821 831 € | | 6 810 176 € | |

| Global | 2017/2018 | | 2018/2019 | |
|---|---------------------|------|--------------------|------|
| | Produit | Taux | Produit | Taux |
| Produit de l'effet taux positif en 2018 (communes + EPCI) | 92 431 720 € | | 17 053 749 € | |
| Produit de l'effet taux négatif en 2018 (communes + EPCI) | -23 847 160 € | | -12 943 917 € | |
| Produit de l'effet taux global en 2018 (communes + EPCI) | 68 584 560 € | | 4 109 832 € | |

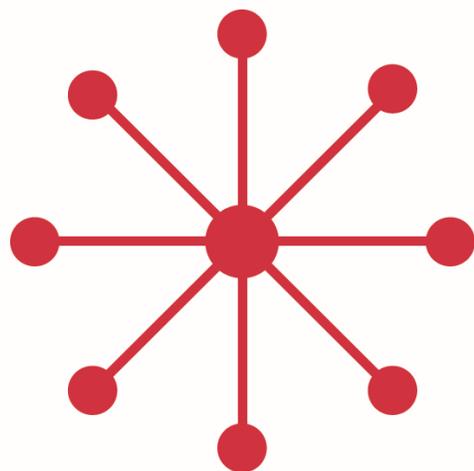
Plus de 70 M€, le coût pour les collectivités de la référence au taux 2017

Millions d'euros

| | 2018 | Effet croissance |
|------------------------------------|---------------|------------------|
| Produits communes EPCI 2017 | 22 282 | |
| Effet bases | 416 | 1,80% |
| Effet taux | 69 | 0,30% |
| Produit communes EPCI 2018 | 22 767 | 2,20% |

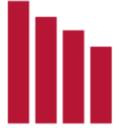
Ces évaluations sont en phase avec les évaluations du rapporteur général du budget à l'Assemblée Nationale :

En 2018, l'accroissement du produit de la TH pour le bloc communal est principalement dû à l'augmentation des bases nettes (effet base de + 1,8 % en 2018 après + 1,3 % en 2017) plutôt qu'à une augmentation des taux (effet taux de + 0,3 % en 2018 après + 0,4 % en 2017).



3.3

*Comment cela va-t-il fonctionner
à compter de 2021 ?*



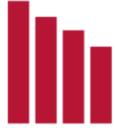
Une concentration de l'effet taux sur le bloc communal

| Collectivités | 2020 | A compter de 2021 |
|---------------|----------|-------------------|
| Régions | Néant | Néant |
| Départements | Taux FB | Néant |
| Communes | Taux TH | Taux TH "RS" |
| | Taux FB | Taux FB "global" |
| | Taux FNB | Taux FNB |
| | Taux CFE | Taux CFE |
| EPCI | Taux TH | Taux TH "RS" |
| | Taux FB | Taux FB |
| | Taux FNB | Taux FNB |
| | Taux CFE | Taux CFE |

➔ Uniquement sur les résidences secondaires

➔ Tx FB commune + Tx FB dept

➔ Uniquement sur les résidences secondaires



Les nouvelles dispositions de vote des taux d'imposition (communes et EPCI)

| | 2020 avant LF 2020 | 2020-2022 après LF 2020 | | | 2023 après LF 2020 |
|---|---------------------|---|------|------|---------------------|
| | | 2020 | 2021 | 2022 | |
| Taxe d'habitation résidences principales | Le taux peut varier | Le taux est définitivement bloqué au niveau atteint en 2019 | | | |
| Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants | Le taux peut varier | Le taux est bloqué au niveau atteint en 2019 | | | Le taux peut varier |
| Taxe foncière bâtie | | Le taux peut varier | | | |
| Taxe foncière non bâtie | | Le taux peut varier | | | |
| Cotisation foncière des entreprises | | Le taux peut varier | | | |



Les nouvelles règles de liens entre les taux d'imposition

2020 avant PLF 2020

2020-2022 après PLF 2020
2020 2021 2022

2023 après PLF 2020

Taxe d'habitation résidences principales

Variation « libre » du taux

Suppression du pouvoir de taux

Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants

Variation « libre » du taux

Gel du taux au niveau atteint en 2019

Cotisation foncière des entreprises

Liaison à la hausse et à la baisse à la variation du taux de TH, ou au taux moyen pondéré des 3 taxes ménages

Les taux **de cotisation foncière des entreprises** :
Ne peut, par rapport à l'année précédente, être augmenté dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces deux taxes pour l'année d'imposition ;
Ou doit être diminué, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou à celle du taux moyen pondéré des taxes foncières, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse.

Les taux **de cotisation foncière des entreprises** et de **taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés** non affectés à l'habitation principale :
Ne peuvent, par rapport à l'année précédente, être augmentés dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces deux taxes pour l'année d'imposition ;
Ou doivent être diminués, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou à celle du taux moyen pondéré des taxes foncières, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse ;

Taxe foncière bâtie

Variation « libre » du taux

Taxe foncière non bâtie

Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties **ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe d'habitation**

Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties **ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties.**

Les nouvelles règles de liens entre les taux d'imposition

Pour les communes et EPCI en FA

↑
Les taux de TH RS et CFE ne peuvent augmenter plus que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si la hausse est plus faible)



↓
Les taux de TH RS et CFE ne peuvent diminuer moins que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si baisse plus importante)



↑
Le taux de FNB ne peut augmenter plus que le taux de FB



↓
Le taux de FNB ne peut diminuer moins que le taux de FB



Pour les EPCI en FPU

↑
Les taux de TH RS et CFE ne peuvent augmenter plus que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si la hausse est plus faible) constaté sur le territoire de l'intercommunalité



↓
Les taux de TH RS et CFE ne peuvent diminuer moins que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si baisse plus importante) constaté sur le territoire de l'intercommunalité

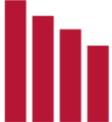


↑
Le taux de FNB ne peut augmenter plus que le taux de FB



↓
Le taux de FNB ne peut diminuer moins que le taux de FB



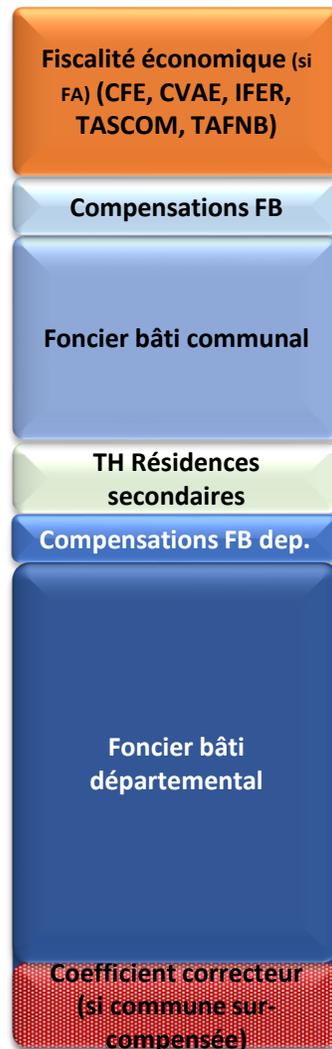
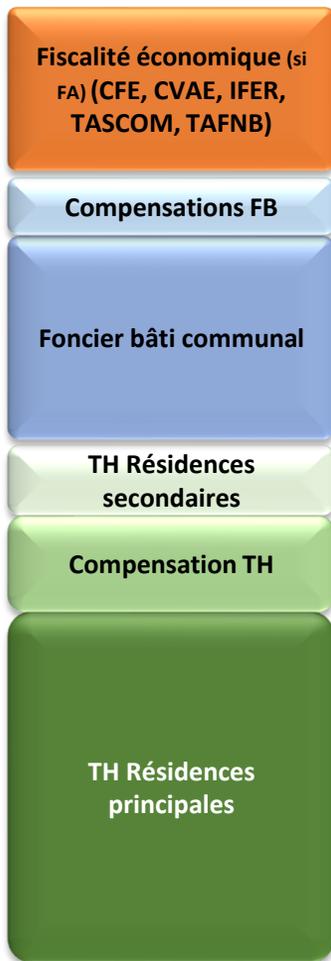


La nouvelle architecture des recettes fiscales du bloc communal

Communes

Avant réforme

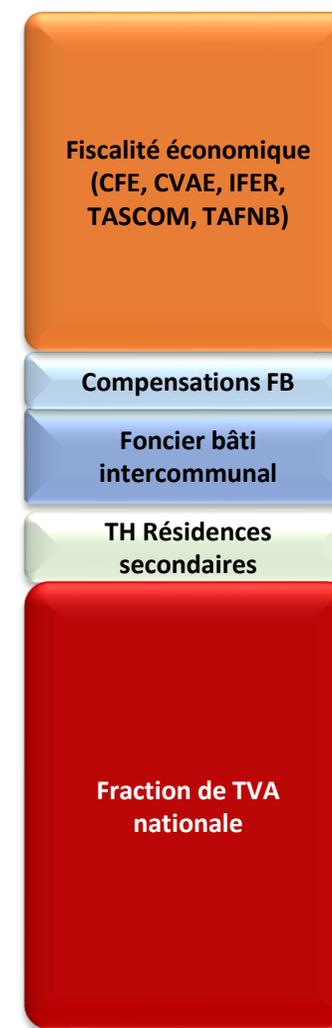
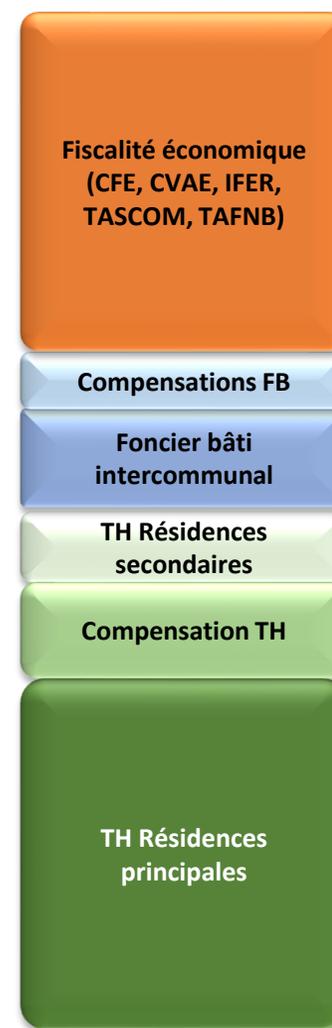
Après réforme



EPCI

Avant réforme

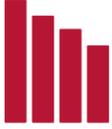
Après réforme



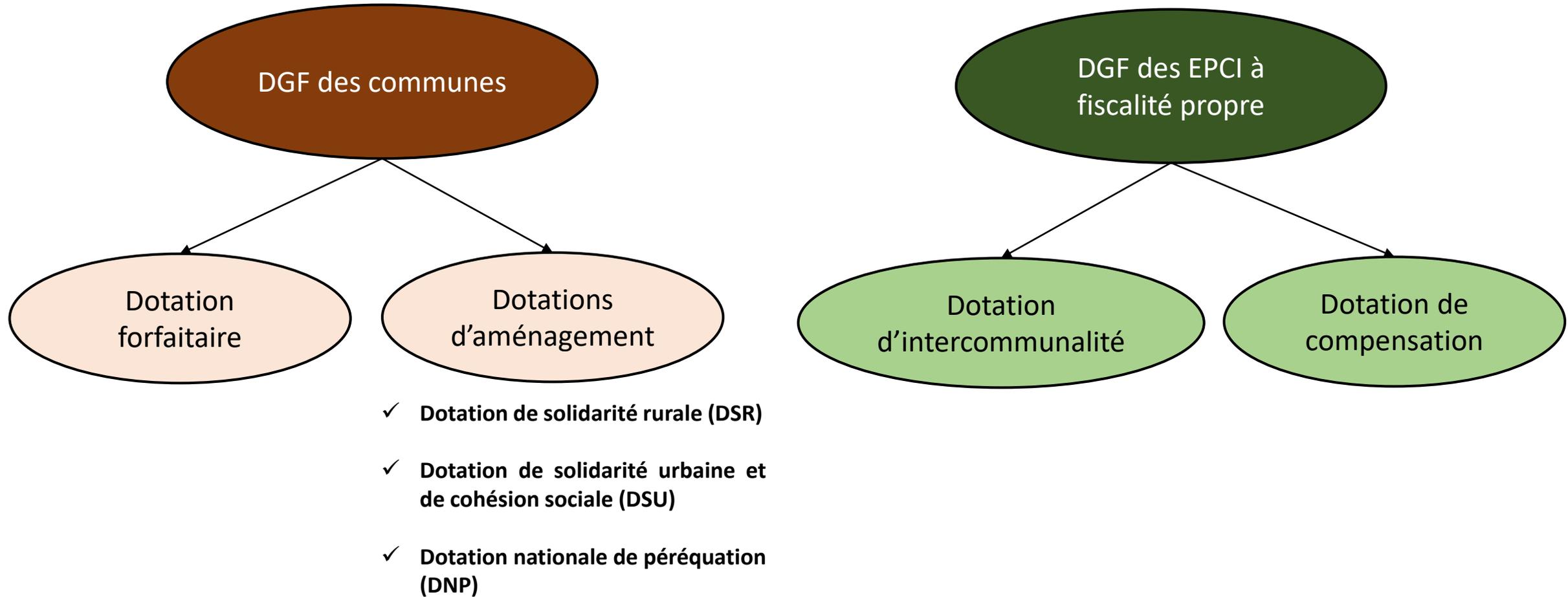


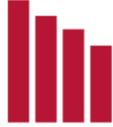
PARTIE 4

LA RÉPARTITION DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL EN 2021



Architecture simplifiée de la DGF du bloc communal





Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales : la LPFP 2018-2022 fixe une norme maximale

Article 16 de la LPFP 18-22

I- L'ensemble des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales, exprimés en milliards d'euros courants, est évalué comme suit, à périmètre constant :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Concours financiers de l'État aux Collectivités territoriales | 48,11 | 48,09 | 48,43 | 48,49 | 48,49 |
| FCTVA | 5,61 | 5,71 | 5,95 | 5,88 | 5,74 |
| TVA affectée aux régions | 4,12 | 4,23 | 4,36 | 4,50 | 4,66 |
| Autres concours | 38,37 | 38,14 | 38,12 | 38,10 | 38,10 |

Il s'agit d'un plafond

II- Cet ensemble est constitué par :

1° Les prélèvements sur recettes de l'Etat établis au profit des collectivités territoriales ;

2° Les crédits du budget général relevant de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » ;

3° Le produit de l'affectation de la taxe sur la valeur ajoutée aux régions, au département de Mayotte et aux collectivités territoriales de Corse, de Martinique et de Guyane prévue à l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

III. - Pour la durée de la programmation, l'ensemble des concours financiers autres que le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée prévu à l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales et que le produit de l'affectation de la taxe sur la valeur ajoutée aux régions, au département de Mayotte et aux collectivités territoriales de Corse, de Martinique et de Guyane prévue à l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 précitée **est plafonné, à périmètre constant, aux montants du tableau du I du présent article.**



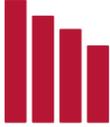
Evolution de l'alimentation de la péréquation communale

En M€

| |
|---|
| Prélèvement DAJ |
| + Prélèvt interne à la DGF pour péréq° |
| = Augmentation de la péréquation |
| DSU |
| DSR |
| DNP |

| LF + CFL | LF + CFL | LF + CFL | LF + CFL |
|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 180 | 0 | 0 | 0 |
| 180 | 200 | 180 | 180 |
| 360 | 200 | 180 | 180 |
| 180 | 110 | 90 | 90 |
| 180 | 90 | 90 | 90 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |

| PLF | Evol° 2021 / 2020 |
|-------------|----------------------|
| 2021 | |
| 0 | |
| 180 | |
| 180 | 0,0% |
| 90 | 0,0% |
| 90 | 0,0% |
| 0 | |



Éléments d'entrée et d'ajustement minimum légal de la DGF des communes

| Prélèvements et abondements (M€) | | 2021 |
|---|-----|-------------|
| Minimum légal | | Var absolue |
| 1. Augmentations communales fixées par la loi (1) | | 180 |
| Augm° DSU mini | | 90 |
| Augm° DSR mini | | 90 |
| 2. Augmentations interco fixées par la loi (2) | | 31 |
| Augmentation DI (Péréqu° avec effet-pop) | | 30 |
| Besoin de fint DI faible (< 5€/h)* | | 1 |
| <i>* Chiffre global quasi fixé par la loi : déduit des 5 € mini fixé par la loi</i> | | |
| 3. Augment° communale estimée par RCF (Regards) (3) | | 8 |
| Besoin de fint de la Crois Démo communale (DF) + Com nvelles | | 8 |
| Besoin de financement initial (4) = (1) + (2) + (3) | | 219 |
| Var° budget CFL, perm. Synd. et rectifications (5) | | 0,0 |
| Besoin de financement résiduel (6) = (4) + (5) | | 219 |
| 4. Ajustement 1 par le prélèvement DF et DC (7) = -(6) | | -219 |
| Ajustement DF Communes (choix CFL) | 60% | -131 |
| Ajustement Dot° comp° EPCI (DC EPCI) | 40% | -88 |
| 4bis. Ajustement 2 par le prélèvement DF et DC (7) = -(6) | | -219 |
| Ajustement DF Communes (choix CFL) | 86% | -188 |
| Ajustement Dot° comp° EPCI (DC EPCI) | 14% | -31 |

Autres éléments fixés par la loi

| | |
|--------------------------------|-------|
| Tx maxi de minor° indiv. / RRF | 1,00% |
|--------------------------------|-------|

5. Choix complémentaires par le CFL

| | | |
|--|------|-------|
| Part d'augmentation de la DSR à la DSR-BC | 45% | 40,50 |
| Part d'augmentation de la DSR à la DSR-pér | 10% | 9,00 |
| Part d'augmentation de la DSR à la DSR-cible | 45% | 40,50 |
| | 100% | 90,00 |

Précision

Jusqu'en 2019, le coût des effets de croissance démographique justifiait d'une majoration de dotation forfaitaire généralement supérieure à 30 M€ par an. En 2020, cette majoration a été de 9 M€.

Le décret n°2019-1302 du 5 décembre 2019 a supprimé la prise en compte dans la population comptée à part d'une commune :

- les personnes majeures âgées de moins de vingt-cinq ans poursuivant leurs études hors de la résidence familiale, qui étaient jusqu'ici « double comptées »,
- les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune et non recensées sur le territoire de la commune.

188

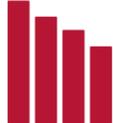
Prêt

Prêt

Prêt

Prêt

Prêt



Dotation forfaitaire des communes

| En M€ | | 2020 | Variation absolue | 2021 | |
|--------------------|-------------------------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| Hors DC transf FPU | DF de n-1 | 7 145 | | 7 019 | |
| | | - | | - | |
| | Transfert CSPS/FPU | 2 | | 0 | |
| | | = | | = | |
| | DF retraitée de n-1 | 7 144 | | 7 019 | |
| | | + | | + | |
| | Variation de population n | 9 | | 8 | |
| | + Communes nouvelles n | 0 | | 0 | |
| | | + | | + | |
| | Prélèvement DP n | -134 | | -131 | |
| | | = | | = | |
| | Dotation forfaitaire n | 7 019 | -123 | 6 895 | -1,8% |

Finance entre autres les variations de dotations de péréquation

Le CFL fixe le prélèvement sur la dotation forfaitaire nécessaire au financement des effets des recensements de population et de l'augmentation des dotations de péréquation.

Ce prélèvement :

- a) s'applique aux communes à potentiel fiscal/hab supérieur ou égal à un % du potentiel fiscal moyen/habitant égal à **75%**
- b) dans la limite de la dotation forfaitaire et d'un % des recettes réelles de fonctionnement de : **1%**

DI supp (Croissance de la péréquation avec effet pop°)
 + DI supp pour porter la DI minimale* à 5 € / hab :
 = **Variation totale de la DI**

| 2021 | M€ |
|-----------|----|
| 30 | |
| 1 | |
| 31 | |

En M€

| | 2020 | Variation absolue | 2021 | Variation relative |
|--------------------------------|-------|-------------------|---------|--------------------|
| Dot° d'intercommunalité | 1 593 | + 31 | = 1 624 | 1,9 |

*Cette DI minimale à 5 € par habitant ne concerne pas les EPCI dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur au double de la moyenne de la catégorie, ou qui ont déjà bénéficié du dispositif



La dotation de compensation (DC) des EPCI

Dotation de compensation composée 2 parts :

La part CPS* des EPCI diminue pour financer 40% du BFR (interne à la DGF) :

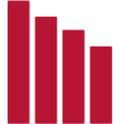
La part Baisse DCTP des EPCI est stable (loi)

| |
|---------------|
| -1,82% |
| 0,0% |

| En M€ | 2020 | 2020 rebasé | Variation absolue | 2021 | Variation relative |
|--------------------------------|-------|-------------|-------------------|-------|--------------------|
| DC - Part CPS | 4 804 | 4 806 | -88 | 4 718 | -1,82% |
| Transfert CSPA/FPU | 2 | | | | |
| DC - Part Baisse DCTP * | 26 | | 0 | 26 | 0,0% |
| Dot° Compensation EPCI | 4 830 | 4 832 | -88 | 4 744 | -1,81% |
| Transfert CPS/FPU | 2 | | | | |

* Compensation pour suppression de la part salaires de la TP

** Dotation de compensation de la TP



Variation de la Dotation d'intercommunalité :

31

Variation de la Dotation de compensation :

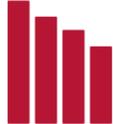
la part CPS des EPCI diminue, pour financer 40% du BFR, de :

-1,82%

la part Baisse DCTP des EPCI est stable (loi); sa variation est donc de :

0,0%

| <i>En M€</i> | 2020 rebasé | Variation absolue | 2021 | Variation relative |
|----------------------------------|------------------------|----------------------|-------------|-----------------------|
| Dot° d'intercommunalité | 1 593 | 31 | 1 624 | 1,9% |
| Dot° de compensation EPCI | 4 832 | -88 | 4 744 | -1,81% |
| dont Part CSPS | 4 806 | -88 | 4 718 | -1,82% |
| dont Part Baisse DCTP | 26 | 0 | 26 | 0,0% |
| DGF des EPCI | 6 425 | -57 | 6 368 | -0,9% |



Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)

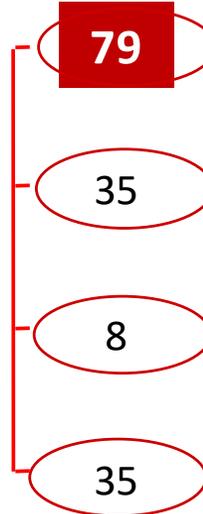
| <i>En M€</i> | 2020 | Variation absolue | 2021 | Variation relative |
|--------------------------------------|--------------|----------------------|--------------|-----------------------|
| DSU | 2 381 | 90 | 2 471 | 3,8% |
| | - | | - | |
| DSU Outre Mer | 136 | 13 | 150 | 9,8% |
| | = | | = | |
| DSU Métropole | 2 244 | 77 | 2 321 | 3,4% |
| | = | | = | |
| DSU Métro hors gar. de sortie | 2 236 | 77 | 2 313 | 3,4% |
| DSU > 10 000 * | 2 138 | 74 | 2 212 | 3,5% |
| DSU < 10 000 * | 98 | 3 | 101 | 2,9% |

* fonction du rapport de population entre les éligibles à la DSU des plus de 10 000 et des moins de 10 000.



Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

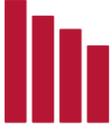
| <i>En M€</i> | 2020 | | Variation absolue | 2021 | Variation relative |
|-------------------------------|--------------|------------|----------------------|--------------|-----------------------|
| DSR TOTALE | 1 692 | | 90 | 1 782 | 5,3% |
| | - | | | - | |
| DSR Outre Mer | 97 | | 11 | 108 | 11,5% |
| | = | | | = | |
| DSR Métropole | 1 595 | | 79 | 1 674 | 4,9% |
| | | | | | |
| DSR Bourg-centre | 582 | 45% | 35 | 617 | 6,1% |
| | | | | | |
| DSR Péréquation | 653 | 10% | 8 | 661 | 1,2% |
| | | | | | |
| DSR Cible | 360 | 45% | 35 | 396 | 9,9% |
| | | | | | |
| DSR cible + DSR Péréq° | 1 014 | | 43 | 1 057 | 4,3% |



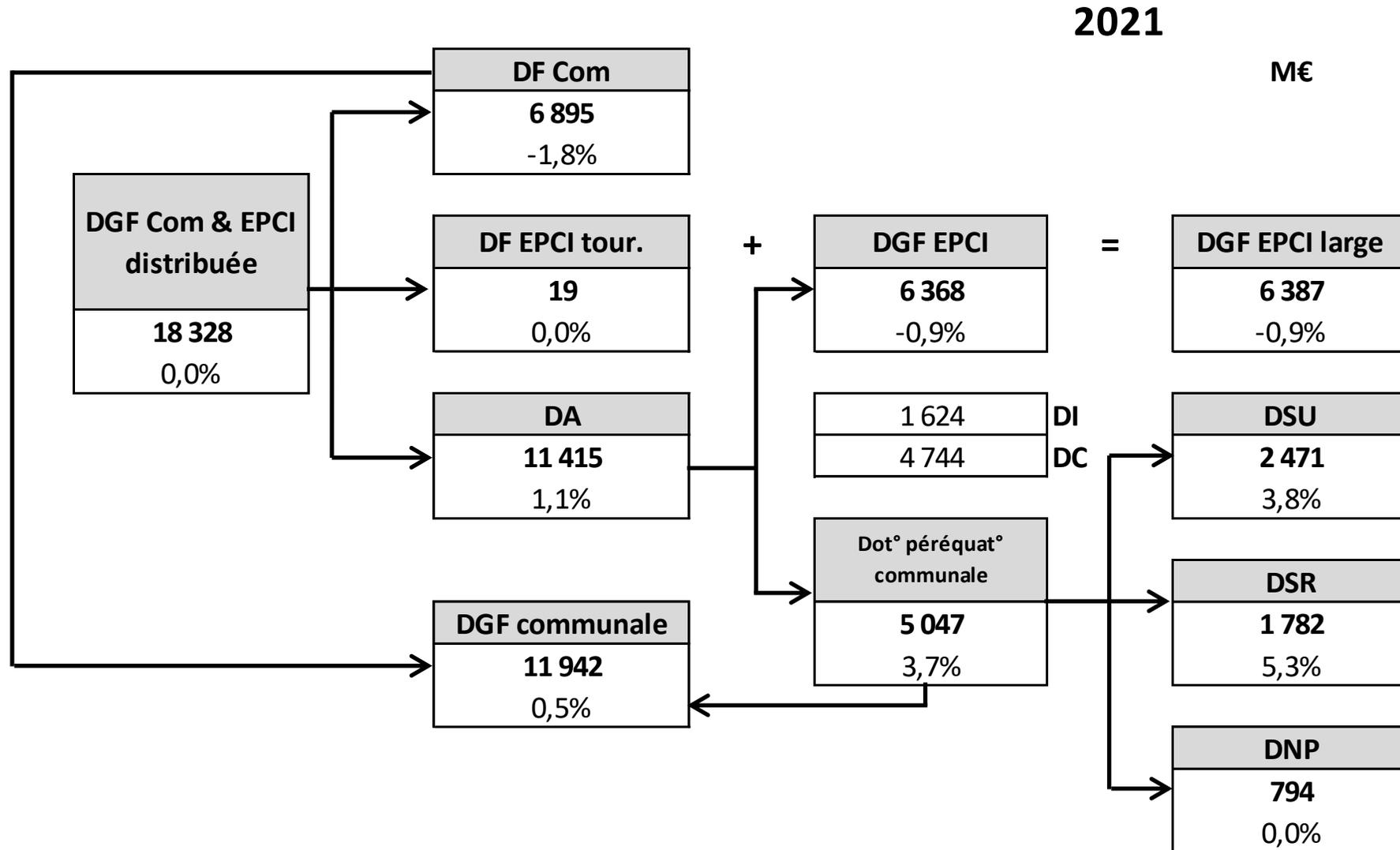


Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

| <i>En M€</i> | 2020 | Variation absolue | 2021 | Variation relative |
|--------------------------|-----------------|----------------------|-----------------|-----------------------|
| DNP TOTALE | 794 | 0 | 794 | 0,0% |
| DNP Outre Mer | - 46 | 3 | - 48 | 5,8% |
| DNP Métropole | = 749 | -3 | = 746 | -0,4% |
| DNP Principale + 200 000 | 43 | 0 | 43 | 0,0% |
| DNP Principale - 200 000 | 535 | -2 | 533 | -0,4% |
| Majoration DNP | 171 | -1 | 170 | -0,4% |



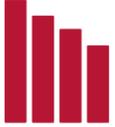
Distribution DGF Communes et EPCI - Synthèse





PARTIE 5

LES PROPOSITIONS DE RÉFORME DES
INDICATEURS DE PÉRÉQUATION À PARTIR DE
2022 (*ARTICLE 252 DE LA LF POUR 2021*)



Les effets des réformes fiscales sur la mesure des indicateurs actuels de péréquation

Les indicateurs concernés par les fractions TH, FB et CFE du potentiel fiscal des communes et des EPCI

Les indicateurs concernés par les fractions TH, FB et CFE des produits des communes et des EPCI

Potentiel fiscal communes et EPCI

Potentiel financier communes et EPCI

Effort fiscal communes et ensemble intercommunaux

Coefficient d'intégration fiscale EPCI

Potentiel fiscal TH, FB

Potentiel fiscal 3 Taxes

Potentiel fiscal 4 Taxes

Potentiel Financier

Produit fiscal TH, FB

Produit 3 Taxes (numérateur)

Potentiel fiscal TH, FB

Potentiel fiscal 3 Taxes (dénominateur)

Produit fiscal TH, FB, CFE_{EPCI}

Produit 4 Taxes_{EPCI} (numérateur)

Produit fiscal TH, FB, CFE_{EPCI + communes}

Produit 4 Taxes_{EPCI + communes} (dénominateur)

Dotation de solidarité Urbaine (DSU)
 Dotation de solidarité rurale (DSR)
 Dotation nationale de péréquation (DNP)
 Ecrêtement péréqué de la dotation forfaitaire des communes (DF)
 Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
 Fonds de solidarité des communes de la région Ile de France (FSRIF)
 Dotation particulière élu local (DPEL)
 Dotation politique de la ville (DPV)
 Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)

 Dotation d'intercommunalité (DI)
 Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

 Dotation de solidarité communautaire (DSC)

Dotation de solidarité Urbaine (DSU)
 Dotation de solidarité rurale (DSR)
 Dotation nationale de péréquation (DNP)
 Fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrements,

 Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

 Dotation de solidarité communautaire (DSC)

Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

 Dotation d'intercommunalité (DI)



Hypothèses retenues dans les simulations proposées

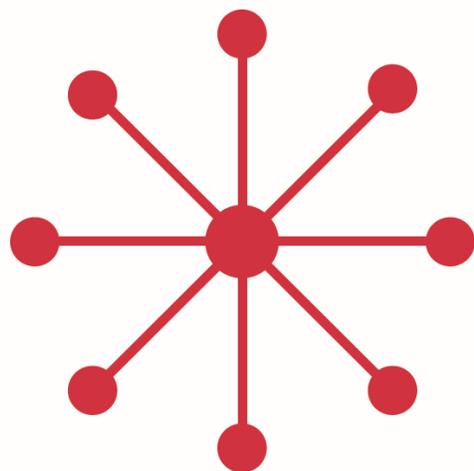
Les simulations dont les résultats figurent ci-après ont été réalisées à partir de la base des critères DGF 2020 et de la base REI (fiscalité) 2019. Il s'agira donc de comparer les valeurs effectives 2020 aux valeurs simulées, dans le cadre des différentes réformes, pour la même année. Il n'est donc pas tenu compte de l'évolution des bases et des taux d'imposition entre 2019 et 2020.

La décomposition entre la valeur locative des résidences principales de TH (disparaissant en 2021) et les autres locaux passibles de la TH est réalisée à partir de la donnée « VLN RS et dépendances » figurant dans le fichier REI.

Le montant des bases de CFE des locaux industriels figure également dans le fichier REI. Il permet de calculer les bases perdues au titre de la CFE et d'en calculer la compensation.

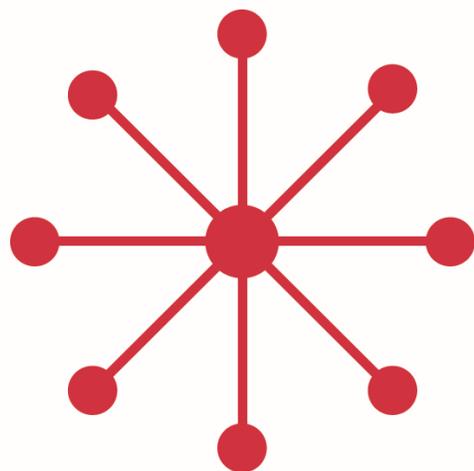
Les bases de TFB relevant des établissements industriels n'étant pas disponibles dans les bases de données accessibles, nous les avons estimées à partir des bases de CFE relevant de ces établissements, connues, en tenant compte du taux d'abattement différencié qu'elles supportent (30 % pour la CFE et 50 % pour la TFB).

Pour les cas de secrets statistiques, les valeurs ont été approximées à partir de la répartition des données intercommunales entre les communes en fonction du poids des bases brutes de référence, voire en fonction des autres éléments locaux non couverts par le secret statistique.



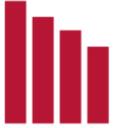
5.1

LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES EPCI



5.1.1

Le potentiel fiscal



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal

Jusqu'en 2021 inclus

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Bases $n-1$ de TFnB x Taux moyen national de TFnB

+ TAFnB $n-1$

+ Produit $n-1$ CVAE

+ Produit $n-1$ TASCOM

+ Produit $n-1$ IFER

+ Produit $n-1$ CVAE

+ DCRTP $n-1$

+ FNGIR $n-1$

+ Compensation SPS $n-1$

+ ACNE $n-1$

Suppression TH RP, remplacée par produit net de TVA

Réforme des VL des établissements industriels

A

Proposition à partir de 2022

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV

+ Produit TVA $n-1$

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

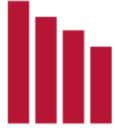
+ Compensation FB établissements industriels $n-1$

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Compensation CFE établissements industriels $n-1$

+

A



Les effets possibles des dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 pour le potentiel fiscal : ce qui change

Actuel

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

Futur

**Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV
+ Produit TVA $n-1$**

**Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB
+ Compensation FB établissements industriels $n-1$**

**Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE
+ Compensation CFE établissements industriels $n-1$**

Futur

1- Effet de structure quant au taux moyen national de TH lié au poids des bases de TH RS et LV et aux taux locaux qui leurs sont appliqués.

2- Substitution au taux moyen national de TH du taux local de TH pour évaluer le potentiel fiscal « ex TH RP », via la prise en compte du produit de TVA.

1- Effet de structure quant au taux moyen national de TFB lié au poids des bases de TFB établissements industriels et aux taux locaux qui leurs sont appliqués.

2- Substitution au taux moyen national de TFB du taux local de TFB pour évaluer le potentiel fiscal « ex EI », via la prise en compte de la compensation de TFB EI.

1- Effet de structure quant au taux moyen national de CFE lié au poids des bases de CFE établissements industriels et aux taux locaux qui leurs sont appliqués.

2- Substitution au taux moyen national de CFE du taux local de CFE pour évaluer le potentiel fiscal « ex EI », via la prise en compte de la compensation de CFE EI.

Mise en œuvre sans lissage en 2022. Il est vraisemblable que le tunnel actuel encadrant l'évolution de la dotation d'intercommunalité (+ 10 % - 5 %) ait donné l'impression que la mise en œuvre d'un processus de neutralisation des variations de potentiel fiscal n'était pas indispensable.



Le potentiel fiscal des EPCI : ce qui change

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Effet réforme TH

Potentiel fiscal TH résidences principales

=

Bases $n-1$ TH RP x Taux moyen national de TH

Produit TVA (RP) $n-1$ ⇔ **Produit TH RP $n-1$ indexé TVA**

Produit TVA (compensation et rôles sup) $n-1$ ⇔ **compensation et rôles supp. $n-1$ indexé TVA**

Effet Compensation FB établissements industriels

Bases $n-1$ de TFB étab^{ts} industriels x Taux moyen national de TFB

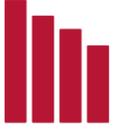
Bases $n-1$ de TFB étab^{ts} industriels x **Taux local d'imposition 2020**

Effet Compensation CFE établissements industriels

Bases $n-1$ de CFE étab^{ts} industriels x Taux moyen national de CFE

Bases $n-1$ de CFE étab^{ts} industriels x **Taux local d'imposition 2020**

Mise en œuvre sans lissage en 2022. Il est vraisemblable que le tunnel actuel encadrant l'évolution de la dotation d'intercommunalité (+ 10 % - 5 %) ait donné l'impression que la mise en œuvre d'un processus de neutralisation des variations de potentiel fiscal n'était pas indispensable.



Le potentiel fiscal : équations comparées (communautés d'agglomération)

Actuellement

Article 252 LF 2021

Bases brutes de TH_{EPCI} x 8,96%
 + Bases brutes de TFB_{EPCI} x 1,40%
 + Bases brutes de TFNB_{EPCI} x 4,96%
 + Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,39%

+ TAFNB_{EPCI}
 + CVAE_{EPCI}
 + IFER_{EPCI}
 + TASCOM_{EPCI}
 + DCRTP_{EPCI}
 + FNGIR_{EPCI}
 + Part SPS de la DC_{EPCI}
 + ACNE_{EPCI}

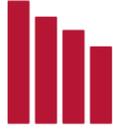
Bases brutes de TH RS LV_{EPCI} x 8,96%
 + TVA*
 + Bases brutes de TFB_{EPCI} x 1,40%
 + Compensation FB industriel**
 + Bases brutes de TFNB_{EPCI} x 4,96%
 + Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,39%
 + Compensation CFE industriel***

+ TAFNB_{EPCI}
 + CVAE_{EPCI}
 + IFER_{EPCI}
 + TASCOM_{EPCI}
 + DCRTP_{EPCI}
 + FNGIR_{EPCI}
 + Part SPS de la DC_{EPCI}
 + ACNE_{EPCI}

* Le produit de TVA est égal, au titre de la première année, au produit des bases TH sur les résidences principales par le taux de TH 2017 de l'EPCI, majoré de la compensation TH-ECF et de la moyenne des rôles supplémentaires.

** Il s'agit de la compensation des bases FB perdues au titre de la réforme de l'évaluation des valeurs locatives industrielles sur la base du taux FB 2020 de l'EPCI.

*** Il s'agit de la compensation des bases CFE perdues au titre de la réforme de l'évaluation des valeurs locatives industrielles sur la base du taux CFE 2020 de l'EPCI.



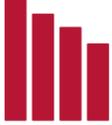
Les évolutions constatées par catégories de groupement

| | Potentiel fiscal moyen actuel par hbt | Potentiel fiscal moyen simulé par hbt | Ecart par hbt | Ecart en % | Nb d'EPCI avec PF qui augmente | NB d'EPCI avec PF qui diminue | % d'EPCI avec PF qui augmente | % d'EPCI avec PF qui diminue |
|------------------------------------|--|--|---------------|-------------|--------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|
| Communautés d'agglomération | 407,8 € | 399,2 € | -8,7 € | -2,2% | 106 | 116 | 47,7% | 52,3% |
| Métropoles et communautés urbaines | 541,6 € | 590,3 € | 48,6 € | 8,2% | 31 | 4 | 88,6% | 11,4% |
| Communautés de communes (FPU) | 300,3 € | 296,4 € | -4,0 € | -1,3% | 432 | 386 | 52,8% | 47,2% |
| Communautés de communes (FA) | 198,0 € | 198,1 € | 0,1 € | 0,1% | 86 | 93 | 48,0% | 52,0% |
| Moyenne | 395,5 € | 402,9 € | 7,4 € | 1,8% | 655 | 599 | 52,2% | 47,8% |

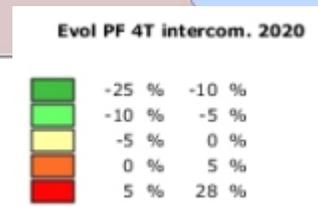
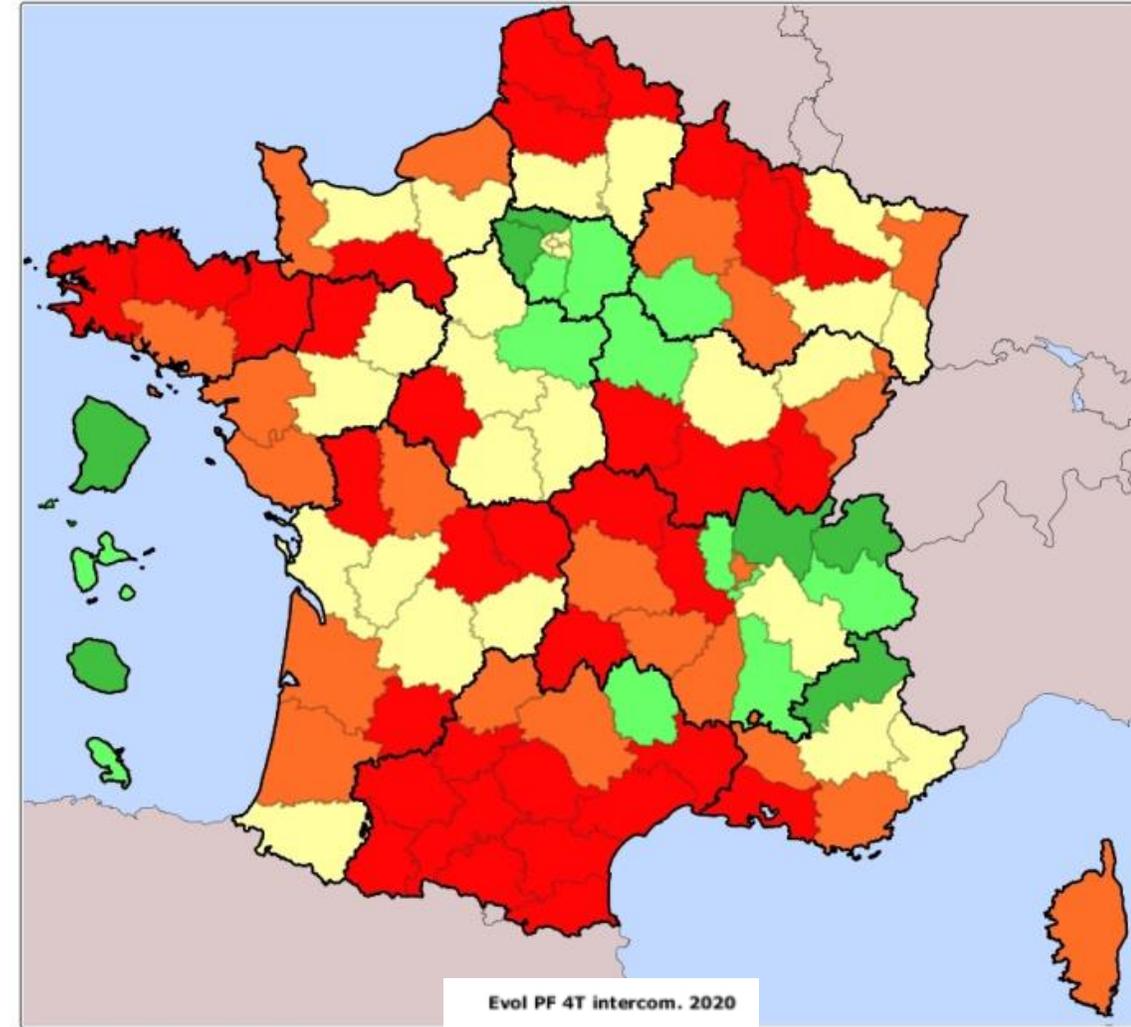
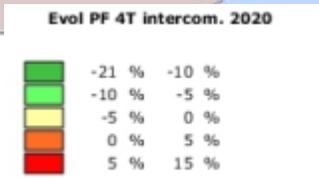
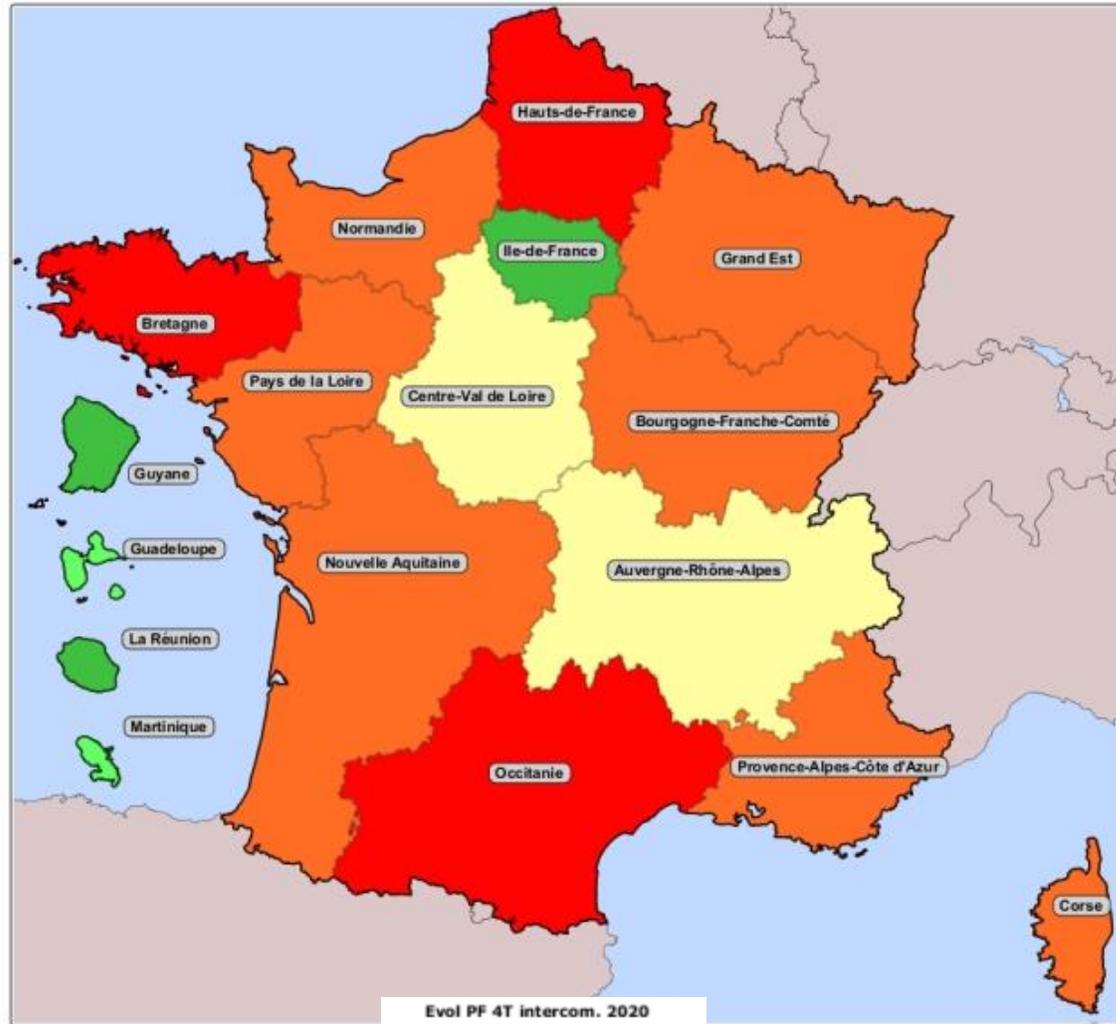
Exemples de CCFPU

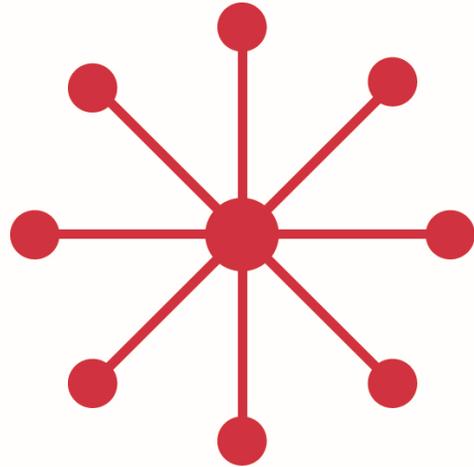
| | Potentiel fiscal actuel par hbt | Potentiel fiscal simulé par hbt | Ecart en € par habitant | Ecart en % |
|--|--|--|-------------------------|------------|
| CC DES HAUTS DU PERCHE | 95,4 € | 160,7 € | 65,3 € | 68,5% |
| CC VAL D'AMOUR | 130,7 € | 204,0 € | 73,3 € | 56,1% |
| CC AMOGNES COEUR DU NIVERNAIS | 96,4 € | 145,4 € | 49,0 € | 50,9% |
| CC PAYS D'OPALE | 48,5 € | 72,3 € | 23,8 € | 49,1% |
| CC VAL DE GERS | 107,0 € | 159,0 € | 52,0 € | 48,5% |
| CC ROUSSILLON CONFLANT | 114,0 € | 169,3 € | 55,3 € | 48,5% |
| CC DES CEVENNES GANGEOISES ET SUMENOISES | 142,5 € | 211,4 € | 68,9 € | 48,4% |
| CC SAVES | 156,5 € | 227,5 € | 71,0 € | 45,3% |
| CC DU KOCHERSBERG | 148,3 € | 215,1 € | 66,8 € | 45,1% |
| CC DU TERRITOIRE NORD PICARDIE | 167,7 € | 240,4 € | 72,8 € | 43,4% |

| | Potentiel fiscal actuel par hbt | Potentiel fiscal simulé par hbt | Ecart en € par habitant | Ecart en % |
|-----------------------------------|--|--|-------------------------|------------|
| CC DE L'OUTRE-FORET | 265,5 € | 145,5 € | -119,9 € | -45,2% |
| CC GALLY-MAULDRE | 449,0 € | 249,7 € | -199,3 € | -44,4% |
| CC VALLÉES DE L'ORNE ET DE L'ODON | 128,3 € | 77,0 € | -51,3 € | -40,0% |
| CC VEXIN VAL DE SEINE | 290,6 € | 178,2 € | -112,4 € | -38,7% |
| CC HAUT CHEMIN - PAYS DE PANGE | 245,8 € | 151,0 € | -94,8 € | -38,6% |
| CC TRIANGLE VERT | 145,0 € | 89,7 € | -55,3 € | -38,1% |
| CC DE YONNE NORD | 209,3 € | 132,3 € | -77,0 € | -36,8% |
| CC DU PAYS DE PHALSBOURG | 243,5 € | 159,3 € | -84,1 € | -34,6% |
| CC VEXIN CENTRE | 327,5 € | 215,3 € | -112,3 € | -34,3% |
| CC DU PAYS ORNE MOSELLE | 263,2 € | 174,1 € | -89,1 € | -33,8% |



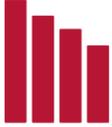
Les évolutions constatées dans le territoire national





5.1.2

Le coefficient d'intégration fiscale



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le CIF

Actuellement

EPCI

Produit TH + Produits FB et FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse + Reliquat AC – Dépenses de transferts

CIF =

EPCI



Communes et syndicats

Produit TH + Produits FB et FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse

Article 252 LF 2021

EPCI

Produit TVA + **Produit TH_{RS LV}** + Produits FB et FNB + **Compensation TFB_{EI}** + TAFNB + CVAE + CFE + **Compensation CFE_{EI}** + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse + Reliquat AC – Dépenses de transferts

EPCI

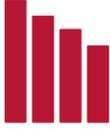


Communes et syndicats

Produit TVA_{EPCI} + **Produit TH_{RS LV}** + Produits FB **élargis** et FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM ⁽¹⁾ + DCRTP +/- FNGIR + TEOM / REOM + Redevance Assainissement ⁽²⁾ + Dotation compensation (hors baisse de DCTP) + ZRU + ZFU + ZFC + DOM + compensations TP Corse + **Compensation TFB_{EI}** + **Compensation CFE_{EI}**

⁽¹⁾ Sauf pour les communautés de communes non soumises à FPU

⁽²⁾ Sauf pour les communautés de communes



Le CIF : ce qui change

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Numérateur

Produit TH_{EPCI} résidences principales

Produit TVA_{EPCI} y compris compensation de TH intégrée

Produit TB_{EPCI} établissements industriels

Compensation FB_{EPCI} établissements industriels

Produit CFE_{EPCI} établissements industriels

Compensation CFE_{EPCI} établissements industriels

Dénominateur

Produit TH_{communes + EPCI} résidences principales

Produit TVA_{EPCI}

Ex produit départemental de TFB_{communes} majoré ou minoré (CCR)

Produit TB_{communes + EPCI} établissements industriels

Compensation_{communes + EPCI} établissements industriels

Produit CFE_{communes + EPCI} établissements industriels

Compensation_{communes + EPCI} CFE établissements industriels



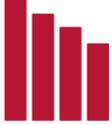
Une relative stabilité des CIF moyens avant et après réforme

| | CIF moyen actuel | CIF moyen simulé | Evolution du CIF moyen | Nb d'EPCI dont le CIF augmente | Nb d'EPCI dont le CIF diminue | % d'EPCI avec CIF qui augmente | % d'EPCI avec CIF qui diminue |
|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Communautés d'agglomération | 36,98% | 37,06% | 0,23% | 127 | 86 | 59,6% | 40,4% |
| Métropoles et communautés urbaines | 46,59% | 46,55% | -0,08% | 13 | 19 | 40,6% | 59,4% |
| Communautés de communes (FPU) | 38,11% | 37,96% | -0,41% | 357 | 432 | 45,2% | 54,8% |
| Communautés de communes (FA) | 35,07% | 34,17% | -2,57% | 29 | 148 | 16,4% | 83,6% |
| Moyenne | 40,35% | 40,29% | -0,16% | 526 | 685 | 43,4% | 56,6% |

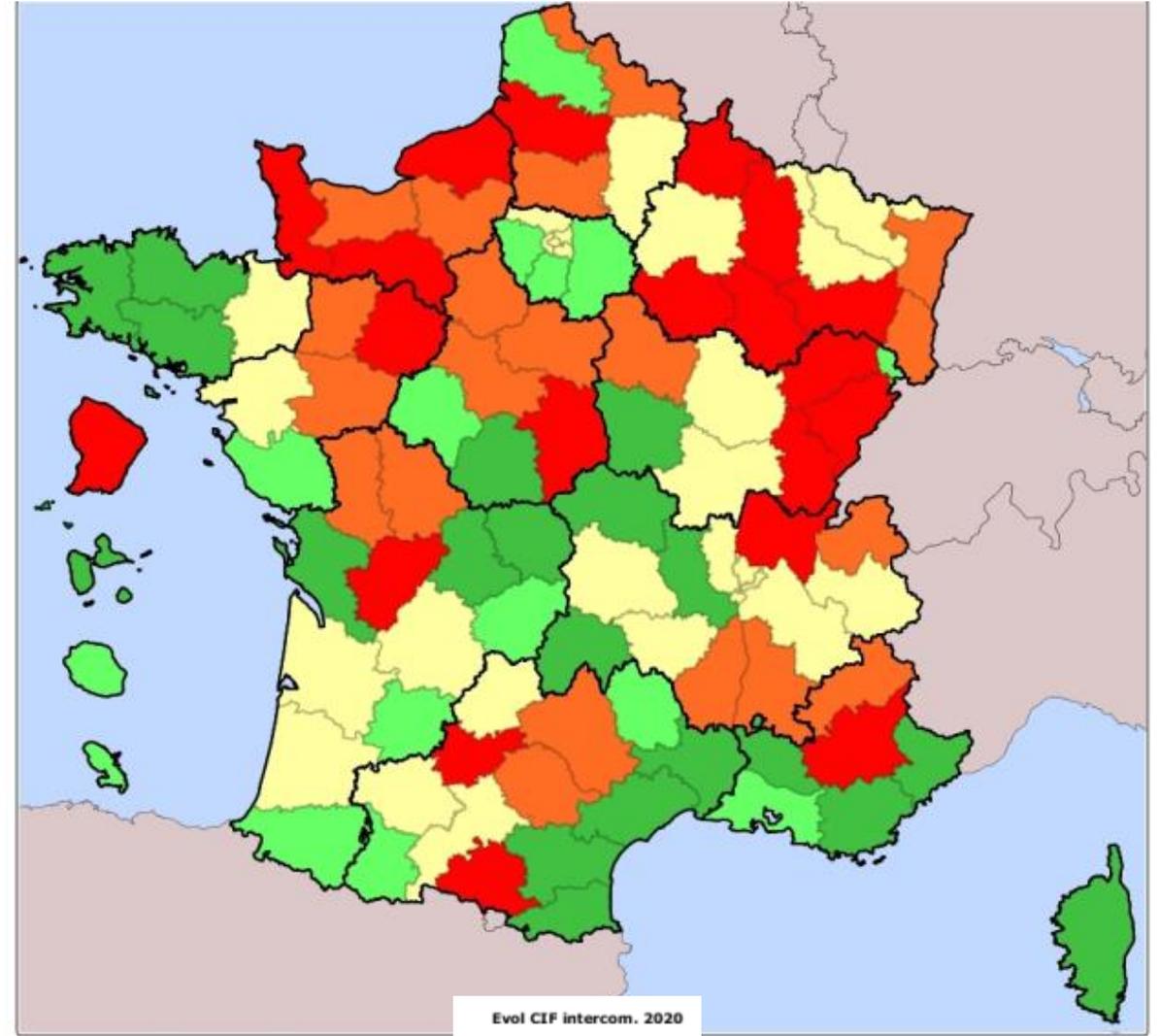
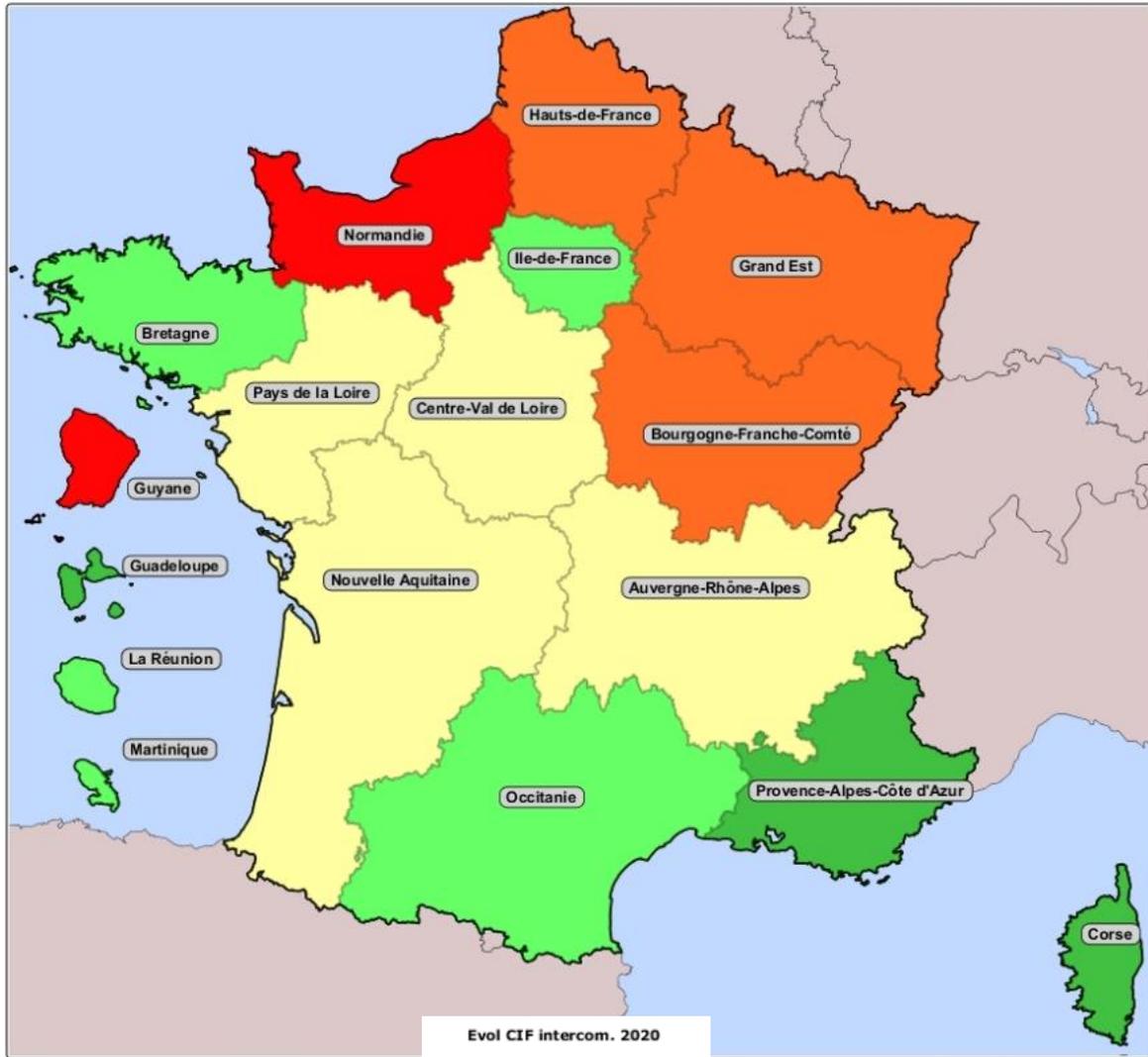
Exemples de CCFPU

| | CIF actuel | CIF simulé | Evolution du CIF |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| CC DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS | 0,019 | 0,033 | 79,8% |
| CC BERRY GRAND SUD | 0,129 | 0,149 | 15,2% |
| CC DU BOCAGE BOURBONNAIS | 0,259 | 0,275 | 5,9% |
| CC ENCLAVE DES PAPES-PAYS DE GRIGNAN | 0,220 | 0,232 | 5,5% |
| CC AGLY FENOUILLEDES | 0,417 | 0,440 | 5,5% |
| CC PAYS DE SALERS | 0,318 | 0,332 | 4,5% |
| CC DÔMES SANCY ARTENSE | 0,216 | 0,225 | 4,4% |
| CC COMMENTRY MONTMARIAULT NÉRIS COMMUNAUTE | 0,186 | 0,194 | 4,3% |
| CC AYGUES/OUVEZE EN PROVENCE | 0,207 | 0,216 | 4,2% |
| CC DU TERRITOIRE DE LUNEVILLE A BACCARAT | 0,250 | 0,260 | 4,0% |

| | CIF actuel | CIF simulé | Evolution du CIF |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| CC DES PORTES DE MEUSE | 0,634 | 0,543 | -14,3% |
| CC L'ESTUAIRE | 0,548 | 0,485 | -11,5% |
| CC DES SAVANES | 0,229 | 0,203 | -11,3% |
| CC VENDEUVRE-SOULAINES | 0,385 | 0,344 | -10,6% |
| CC DU GATINAIS EN BOURGOGNE | 0,352 | 0,315 | -10,5% |
| CC FALAISES DU TALOU | 0,203 | 0,183 | -9,7% |
| CC TILLE ET VENELLE | 0,229 | 0,210 | -8,4% |
| CC DE CATTENOM ET ENVIRONS | 0,618 | 0,568 | -8,1% |
| CC DU VAL DE SULLY | 0,285 | 0,263 | -8,0% |
| CC DU GRAND CHAMBORD | 0,379 | 0,349 | -7,9% |

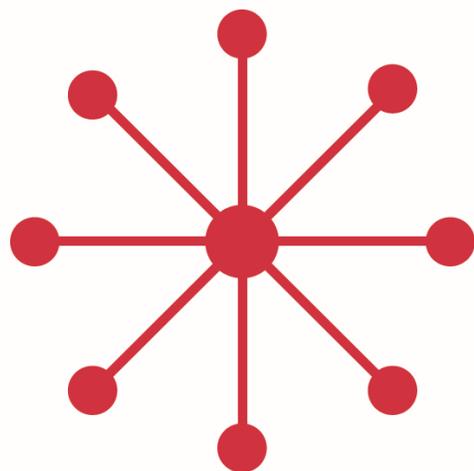


Les évolutions constatées dans le territoire national



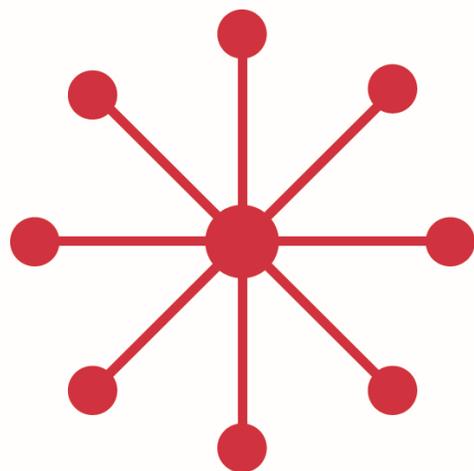
Evol CIF intercom. 2020





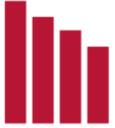
5.2

LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES COMMUNES



5.2.1

Le potentiel fiscal



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal 3 taxes

Jusqu'en 2021 inclus

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

+ Bases $n-1$ de TFnB x Taux moyen national de TFnB

+ TAFnB $n-1$

Suppression TH RP, remplacée par produit net de TVA

Réforme des VL des établissements industriels

A

Proposition à partir de 2022

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV

+

Bases $n-1$ de TFB x Taux local de TFB_{2020 commune + département} x CCR

+

Bases $n-1$ de TFB x (TMN TFB - Taux local de TFB_{2020 commune + département})

+

Compensation FB établissements industriels $n-1$ X CCR

+

A

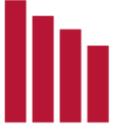
Pour les communes appartenant à un groupement soumis à FPU :

- 1- Le taux moyen national de TH ne prend en compte que la fraction locale de cet impôt.
- 2- La fraction intercommunale du potentiel fiscal TH (bases x TMN TH des EPCI) est répartie entre les communes membres en fonction de la population.
- 3- La TAFNB de l'EPCI est proratisée en fonction de la population.
- 4- La fraction de potentiel fiscal TH évaluée au niveau de l'EPCI était jusqu'ici considérée comme une composante du potentiel fiscal 3 taxes, pour le calcul de l'effort fiscal. Le produit de TVA de l'EPCI sera lui aussi réparti en fonction de l'EPCI. Mais ni le produit de TVA se substituant à la fraction intercommunale de la TH RP ne sera lui, pas pris en compte dans le calcul de l'effort fiscal. Ceci explique la définition du potentiel fiscal 3 taxes que pour des raisons de simplification nous prenons en compte.

Rappel :

Le coefficient correcteur mentionné au B du IV de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 assure, l'année de mise en œuvre de la réforme l'identité entre les produits supprimés et les produits de remplacement.

Il s'applique ensuite annuellement aux produits de TFB communaux, évalués en fonction des taux de TFB 2020 (commune + département).



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal 3 taxes

Produit communal perçu TFB_{n-1} à pression fiscale constante
 +
 Bases_{n-1} de TFB x TMN TFB
 -
 Bases_{n-1} de TFB x Taux local de TFB₂₀₂₀ commune + département

Produit communal perçu TFB_{n-1} à pression fiscale constante
 +
 Potentiel fiscal TFB commune + département définition actuelle
 -
 (Produit communal perçu TFB_{n-1} à pression fiscale constante
 + surcompensation à pression fiscale constante
 - sous compensation à pression fiscale constante)

Potentiel fiscal TFB commune + département définition actuelle
 - surcompensation à pression fiscale constante
 + sous compensation à pression fiscale constante

Proposition à partir de 2022

Bases_{n-1} TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV
 +
 Bases_{n-1} de TFB x Taux local de TFB₂₀₂₀ commune + département x CCR
 +
 Bases_{n-1} de TFB x (TMN TFB - Taux local de TFB₂₀₂₀ commune + département)
 +
 Compensation FB établissements industriels_{n-1} X CCR

Potentiel fiscal TFB définition actuelle de la commune
 + **Potentiel fiscal TFB définition actuelle du département sur la commune**
 + **Produit égal à la différence positive ou négative définie en 2020 entre les ressources avant réforme et les ressources après réforme, annuellement indexée comme la croissance des bases de TFB**





Le potentiel fiscal 4 taxes : équations comparées (Communes en FPU)

Actuellement

Article 252 LF 2021

Bases brutes de TH_{commune} x 16,7684%
 + Bases brutes de TFB_{commune} x 21,1660%

Bases brutes de TH RS LV_{commune} x 16,7684%
 + Bases brutes de TFB_{commune} x Taux2020* x CCR**
 + Bases brutes de TFB_{commune} x (37,4265%*** - Taux2020)
 + Compensation FB industriel_{commune} x CCR

+ Bases brutes de TFNB_{commune} x 49,6860%

+ Bases brutes de TFNB_{commune} x 49,6860%

+ Bases brutes de TH_{EPCI} x 9,2703%

+ Bases brutes de TH RS LV_{EPCI} x 9,2703%

+ TAFNB_{EPCI}

+ Produit TVA_{EPCI}

+ TAFNB_{EPCI}

+ DCRTP +/- FNGIR_{commune}

+ DCRTP +/- FNGIR_{commune}

+ Mines, Jeux, Eaux_{commune}

+ Mines, Jeux, Eaux_{commune}

+ Attribution de Compensation_{commune}

+ Attribution de Compensation_{commune}

+ Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,4468%

+ Bases brutes de CFE_{EPCI} x 26,4468%

+ CVAE_{EPCI}

+ Compensation CFE industrielle_{EPCI}

+ IFER_{EPCI}

+ CVAE_{EPCI}

+ TASCOM_{EPCI}

+ IFER_{EPCI}

+ Part SPS de la DC_{EPCI}

+ TASCOM_{EPCI}

+ DCRTP +/- FNGIR_{EPCI}

+ Part SPS de la DC_{EPCI}

+ Prél Jeux_{EPCI}

+ DCRTP +/- FNGIR_{EPCI}

- ∑ AC_{communes}

+ Prél Jeux_{EPCI}

- ∑ AC_{communes}

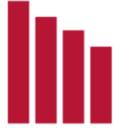
PRORATA
POPULATION

PRORATA
POPULATION

* Il s'agit de la somme des taux communaux et départementaux de FB pour l'année 2020.

** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

*** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour l'année 2022, correspondant à la somme du taux moyen communal (21,166%) et du taux moyen départemental (16,2605%).



Le potentiel fiscal 4 taxes des communes : ce qui change (communes en FPU)

Ce que l'on **enlève**

Ce que l'on **ajoute**

Potentiel fiscal TH_{commune} résidences principales
=
Bases_{n-1} TH RP x Taux moyen national de TH

Potentiel fiscal TFB définition **départementale** actuelle sur commune
+/- Différence de produit communal FB (fonction du CCR)

Bases_{n-1} de TFB étab^{ts} industriels_{commune} x Taux moyen national de TFB

Bases_{n-1} de TFB étab^{ts} industriels_{commune} x **Taux local d'imposition 2020**

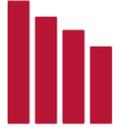
Potentiel fiscal TH_{EPCI} résidences principales

Répartition
population

**Produit de TVA_{EPCI} ⇔ Ancien produit TH_{EPCI} y compris compensation TH
indexé sur TVA**

Bases de CFE étab^{ts} industriels_{EPCI} x Taux moyen national de CFE_{EPCI}

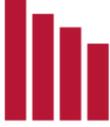
Bases de CFE étab^{ts} industriels_{EPCI} x **Taux d'imposition 2020_{EPCI}**



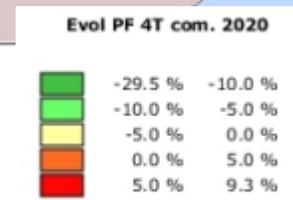
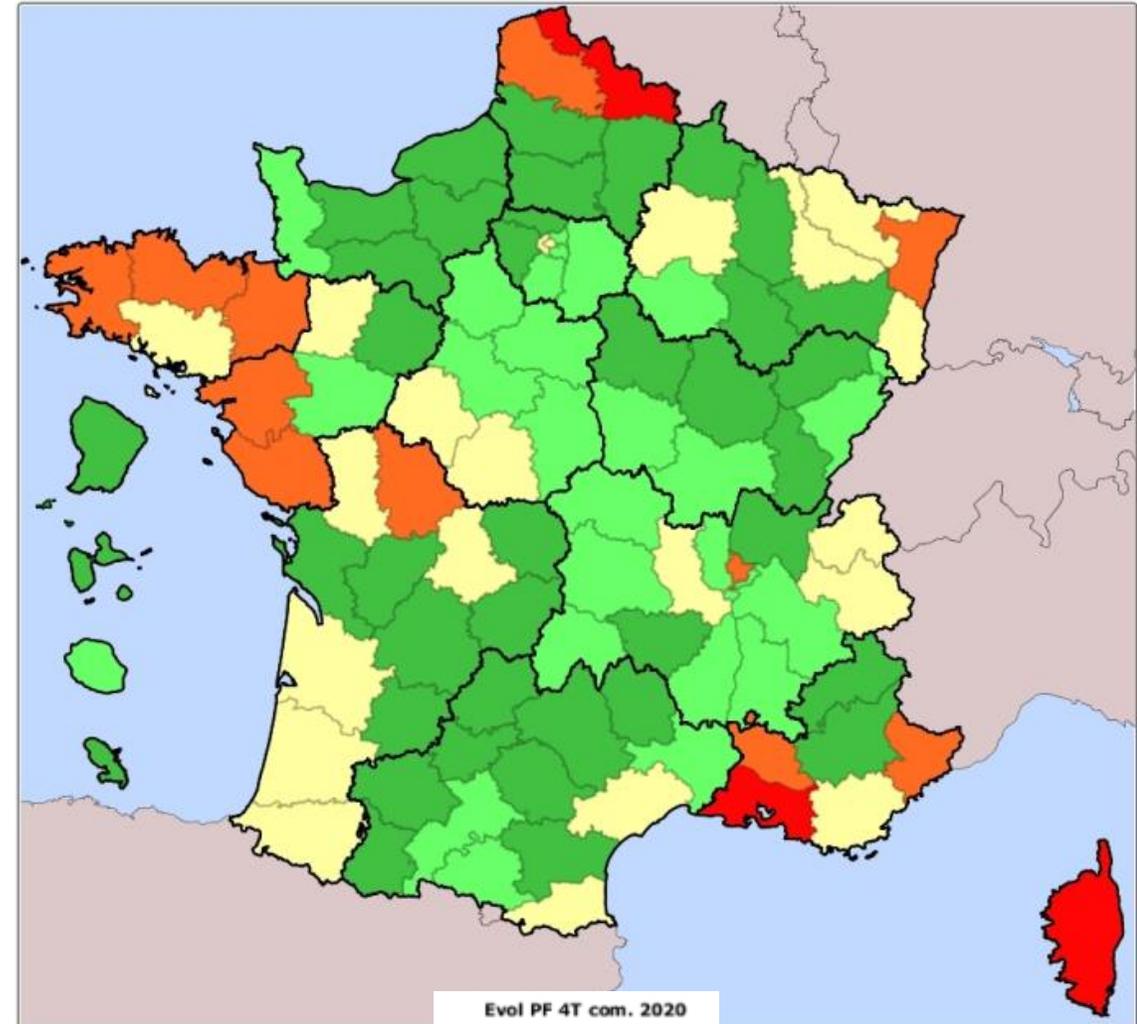
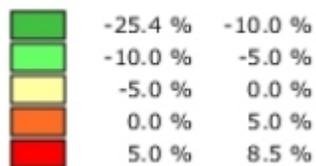
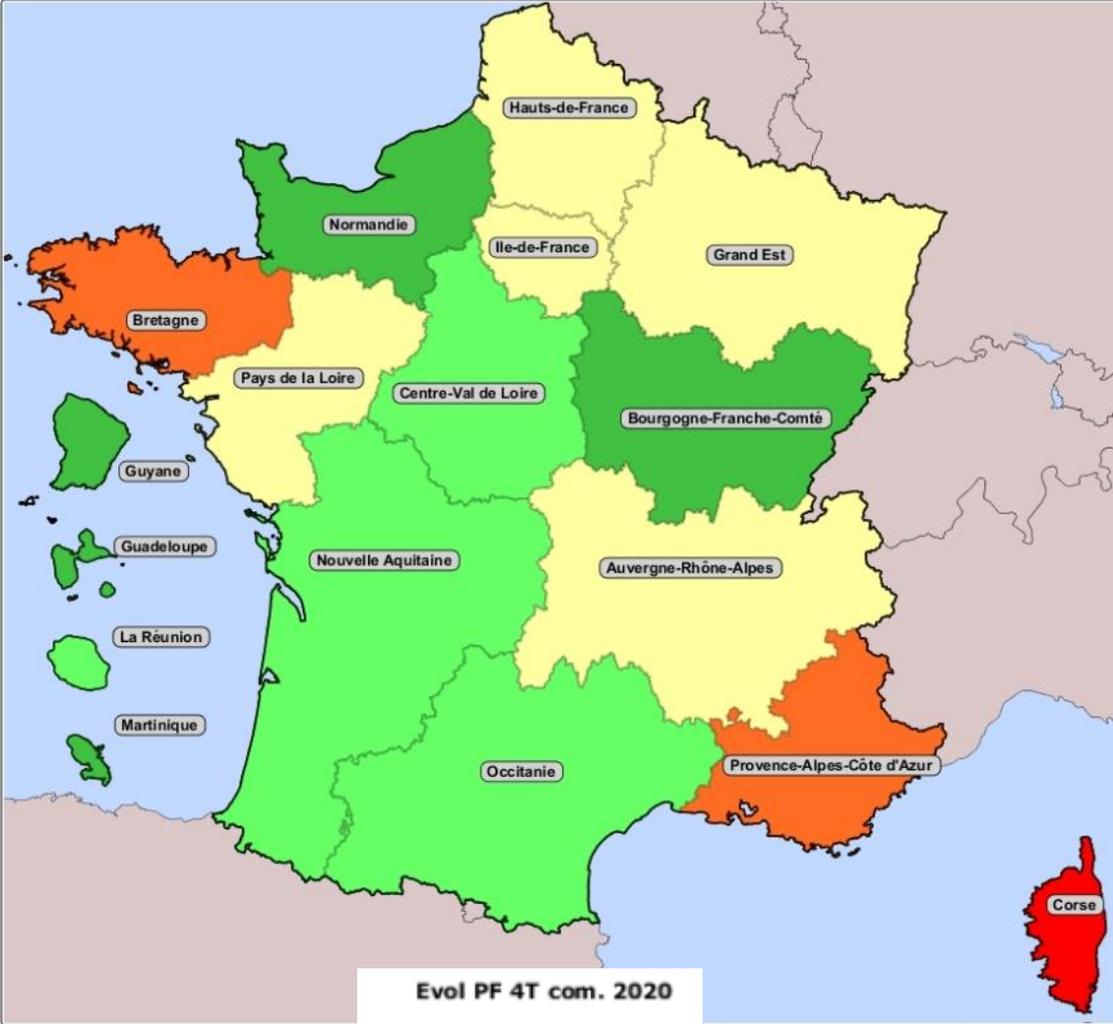
Impact sur les moyennes

| Strates de population | Potentiel fiscal actuel moyen par habitant | Potentiel fiscal simulé moyen par habitant | variation absolue | variation relative |
|-----------------------|---|---|-------------------|--------------------|
| Strate 1 | 580 € | 501 € | -79 € | -13,55% |
| Strate 2 | 659 € | 571 € | -88 € | -13,36% |
| Strate 3 | 724 € | 643 € | -82 € | -11,27% |
| Strate 4 | 801 € | 725 € | -76 € | -9,51% |
| Strate 5 | 876 € | 806 € | -70 € | -7,97% |
| Strate 6 | 935 € | 877 € | -58 € | -6,18% |
| Strate 7 | 993 € | 938 € | -55 € | -5,56% |
| Strate 8 | 1 026 € | 978 € | -48 € | -4,68% |
| Strate 9 | 1 058 € | 1 009 € | -49 € | -4,63% |
| Strate 10 | 1 083 € | 1 046 € | -37 € | -3,41% |
| Strate 11 | 1 147 € | 1 144 € | -2 € | -0,20% |
| Strate 12 | 1 160 € | 1 140 € | -19 € | -1,68% |
| Strate 13 | 1 282 € | 1 278 € | -4 € | -0,32% |
| Strate 14 | 1 107 € | 1 097 € | -10 € | -0,92% |
| Strate 15 | 1 544 € | 1 593 € | 49 € | 3,19% |
| Moyenne | 989 € | 946 € | -43 € | -4,37% |

| Catégories | Potentiel fiscal actuel moyen par habitant | Potentiel fiscal simulé moyen par habitant | variation absolue | variation relative |
|-----------------------------------|---|---|-------------------|--------------------|
| Fiscalité additionnelle | 812 € | 728 € | -84 € | -10,31% |
| Fiscalité professionnelle de zone | 765 € | 624 € | -141 € | -18,39% |
| Fiscalité professionnelle unique | 999 € | 960 € | -40 € | -3,96% |
| Isolées | 754 € | 746 € | -8 € | -1,07% |
| Moyenne | 989 € | 946 € | -43 € | -4,37% |



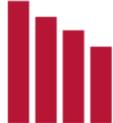
Les impacts pour les communes sur le territoire national





Les impacts pour les communes : regroupement par région

| Régions | PF 4T actuel moyen des communes par hbt | PF 4T simulé moyen des communes par hbt | Ecart par hbt | Ecart en % | Nb de com. avec PF qui augmente | Nb de com. avec PF qui diminue | % de com. avec PF qui augmente | % de com. avec PF qui diminue |
|----------------------------|--|--|---------------|--------------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | 1 048 € | 1 000 € | -48 € | -4,6% | 314 | 3 716 | 7,8% | 92,2% |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 833 € | 738 € | -95 € | -11,4% | 195 | 3 507 | 5,3% | 94,7% |
| BRETAGNE | 763 € | 773 € | 11 € | 1,4% | 473 | 735 | 39,2% | 60,8% |
| CENTRE-VAL DE LOIRE | 849 € | 798 € | -50 € | -6,0% | 169 | 1 588 | 9,6% | 90,4% |
| CORSE | 710 € | 770 € | 60 € | 8,5% | 317 | 43 | 88,1% | 11,9% |
| GRAND EST | 888 € | 855 € | -33 € | -3,8% | 556 | 4 565 | 10,9% | 89,1% |
| HAUTS-DE-France | 827 € | 821 € | -6 € | -0,7% | 561 | 3 228 | 14,8% | 85,2% |
| ILE-DE-FRANCE | 1 477 € | 1 407 € | -70 € | -4,8% | 78 | 1 190 | 6,2% | 93,8% |
| NORMANDIE | 866 € | 754 € | -112 € | -12,9% | 82 | 2 570 | 3,1% | 96,9% |
| NOUVELLE AQUITAINE | 868 € | 816 € | -52 € | -6,0% | 389 | 3 925 | 9,0% | 91,0% |
| OCCITANIE | 806 € | 736 € | -70 € | -8,7% | 557 | 3 897 | 12,5% | 87,5% |
| PAYS DE LA LOIRE | 843 € | 830 € | -13 € | -1,6% | 463 | 775 | 37,4% | 62,6% |
| PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR | 1 092 € | 1 126 € | 34 € | 3,1% | 189 | 757 | 20,0% | 80,0% |
| GUADELOUPE | 657 € | 506 € | -151 € | -23,0% | 2 | 30 | 6,3% | 93,8% |
| GUYANE | 389 € | 298 € | -92 € | -23,5% | 3 | 19 | 13,6% | 86,4% |
| LA REUNION | 755 € | 714 € | -41 € | -5,4% | 6 | 18 | 25,0% | 75,0% |
| MARTINIQUE | 728 € | 650 € | -79 € | -10,8% | 2 | 32 | 5,9% | 94,1% |
| MAYOTTE | 191 € | 207 € | 16 € | 8,1% | 14 | 3 | 82,4% | 17,6% |
| Total | 989 € | 946 € | -43 € | -4,4% | 4 370 | 30 598 | 12,5% | 87,5% |



Les impacts pour les communes : regroupement par département

| | PF 4T actuel moyen des communes par hbt | PF 4T simulé moyen des communes par hbt | Ecart par hbt | Evolution | Nb de com. avec PF qui augmente | Nb de com. avec PF qui diminue | % de com. avec PF qui augmente | % de com. avec PF qui diminue |
|-------------------------|--|--|---------------|-----------|------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| AIN | 974 € | 873 € | -101 € | -10% | 4 | 389 | 1,0% | 99,0% |
| AISNE | 727 € | 574 € | -152 € | -21% | 2 | 798 | 0,3% | 99,8% |
| ALLIER | 845 € | 774 € | -71 € | -8% | 7 | 310 | 2,2% | 97,8% |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 920 € | 800 € | -121 € | -13% | 13 | 185 | 6,6% | 93,4% |
| HAUTES-ALPES | 758 € | 573 € | -185 € | -24% | 10 | 152 | 6,2% | 93,8% |
| ALPES-MARITIMES | 1 185 € | 1 233 € | 48 € | 4% | 80 | 83 | 49,1% | 50,9% |
| ARDECHE | 728 € | 667 € | -61 € | -8% | 28 | 307 | 8,4% | 91,6% |
| ARDENNES | 751 € | 673 € | -78 € | -10% | 46 | 403 | 10,2% | 89,8% |
| ARIEGE | 763 € | 690 € | -73 € | -10% | 65 | 262 | 19,9% | 80,1% |
| AUBE | 792 € | 740 € | -52 € | -7% | 16 | 415 | 3,7% | 96,3% |
| AUDE | 627 € | 540 € | -86 € | -14% | 129 | 304 | 29,8% | 70,2% |
| AVEYRON | 782 € | 694 € | -88 € | -11% | 16 | 269 | 5,6% | 94,4% |
| BOUCHES-DU-RHONE | 1 159 € | 1 267 € | 108 € | 9% | 56 | 63 | 47,1% | 52,9% |
| CALVADOS | 814 € | 710 € | -104 € | -13% | 13 | 515 | 2,5% | 97,5% |
| CANTAL | 639 € | 607 € | -32 € | -5% | 42 | 204 | 17,1% | 82,9% |
| CHARENTE | 835 € | 715 € | -120 € | -14% | 2 | 364 | 0,5% | 99,5% |
| CHARENTE-MARITIME | 797 € | 684 € | -112 € | -14% | 6 | 457 | 1,3% | 98,7% |
| CHER | 768 € | 730 € | -39 € | -5% | 27 | 260 | 9,4% | 90,6% |
| CORREZE | 835 € | 718 € | -117 € | -14% | 6 | 274 | 2,1% | 97,9% |
| COTE-D'OR | 963 € | 811 € | -152 € | -16% | 6 | 692 | 0,9% | 99,1% |
| COTES-D'ARMOR | 643 € | 669 € | 26 € | 4% | 224 | 124 | 64,4% | 35,6% |
| CREUSE | 561 € | 502 € | -59 € | -10% | 25 | 231 | 9,8% | 90,2% |
| DORDOGNE | 686 € | 541 € | -145 € | -21% | 3 | 502 | 0,6% | 99,4% |
| DOUBS | 937 € | 873 € | -64 € | -7% | 22 | 551 | 3,8% | 96,2% |
| DROME | 979 € | 902 € | -77 € | -8% | 37 | 327 | 10,2% | 89,8% |
| EURE | 767 € | 682 € | -85 € | -11% | 23 | 562 | 3,9% | 96,1% |
| EURE-ET-LOIR | 784 € | 713 € | -70 € | -9% | 6 | 359 | 1,6% | 98,4% |
| FINISTERE | 791 € | 812 € | 21 € | 3% | 96 | 181 | 34,7% | 65,3% |
| CORSE-DU-SUD | 801 € | 875 € | 75 € | 9% | 111 | 13 | 89,5% | 10,5% |
| HAUTE-CORSE | 628 € | 675 € | 47 € | 8% | 206 | 30 | 87,3% | 12,7% |
| GARD | 762 € | 699 € | -63 € | -8% | 18 | 333 | 5,1% | 94,9% |
| HAUTE-GARONNE | 1 031 € | 958 € | -73 € | -7% | 56 | 530 | 9,6% | 90,4% |
| GERES | 545 € | 447 € | -98 € | -18% | 101 | 360 | 21,9% | 78,1% |
| GIRONDE | 1 022 € | 1 008 € | -14 € | -1% | 37 | 498 | 6,9% | 93,1% |
| HERAULT | 818 € | 814 € | -5 € | -1% | 69 | 273 | 20,2% | 79,8% |
| ILLE-ET-VILAINE | 800 € | 813 € | 12 € | 2% | 95 | 238 | 28,5% | 71,5% |
| INDRE | 771 € | 744 € | -26 € | -3% | 91 | 150 | 37,8% | 62,2% |
| INDRE-ET-LOIRE | 834 € | 824 € | -9 € | -1% | 34 | 238 | 12,5% | 87,5% |
| ISERE | 1 102 € | 1 020 € | -82 € | -7% | 31 | 481 | 6,1% | 93,9% |
| JURA | 748 € | 640 € | -108 € | -14% | 101 | 393 | 20,4% | 79,6% |
| LANDES | 819 € | 797 € | -22 € | -3% | 83 | 244 | 25,4% | 74,6% |
| LOIR-ET-CHER | 772 € | 703 € | -69 € | -9% | 5 | 262 | 1,9% | 98,1% |
| LOIRE | 891 € | 869 € | -22 € | -2% | 12 | 311 | 3,7% | 96,3% |
| HAUTE-LOIRE | 752 € | 650 € | -102 € | -14% | 19 | 238 | 7,4% | 92,6% |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 969 € | 1 009 € | 40 € | 4% | 108 | 99 | 52,2% | 47,8% |
| LOIRET | 1 005 € | 927 € | -79 € | -8% | 6 | 319 | 1,8% | 98,2% |
| LOT | 724 € | 579 € | -145 € | -20% | 0 | 313 | 0,0% | 100,0% |
| LOT-ET-GARONNE | 739 € | 593 € | -146 € | -20% | 3 | 316 | 0,9% | 99,1% |
| LOZERE | 647 € | 509 € | -138 € | -21% | 2 | 150 | 1,3% | 98,7% |
| MAINE-ET-LOIRE | 771 € | 703 € | -69 € | -9% | 5 | 172 | 2,8% | 97,2% |
| MANCHE | 762 € | 690 € | -72 € | -10% | 23 | 423 | 5,2% | 94,8% |

| | PF 4T actuel moyen des communes par hbt | PF 4T simulé moyen des communes par hbt | Ecart par hbt | Evolution | Nb de com. avec PF qui augmente | Nb de com. avec PF qui diminue | % de com. avec PF qui augmente | % de com. avec PF qui diminue |
|-----------------------|--|--|---------------|-------------|------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| MARNE | 978 € | 975 € | -4 € | 0% | 174 | 439 | 28,4% | 71,6% |
| HAUTE-MARNE | 702 € | 625 € | -77 € | -11% | 56 | 370 | 13,1% | 86,9% |
| MAYENNE | 768 € | 766 € | -3 € | 0% | 164 | 78 | 67,8% | 32,2% |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 837 € | 829 € | -7 € | -1% | 59 | 532 | 10,0% | 90,0% |
| MEUSE | 645 € | 524 € | -121 € | -19% | 38 | 461 | 7,6% | 92,4% |
| MORBIHAN | 774 € | 758 € | -16 € | -2% | 58 | 192 | 23,2% | 76,8% |
| MOSELLE | 892 € | 853 € | -39 € | -4% | 27 | 698 | 3,7% | 96,3% |
| NIEVRE | 732 € | 662 € | -70 € | -10% | 16 | 293 | 5,2% | 94,8% |
| NORD | 922 € | 983 € | 61 € | 7% | 256 | 392 | 39,5% | 60,5% |
| OISE | 831 € | 735 € | -96 € | -12% | 20 | 659 | 2,9% | 97,1% |
| ORNE | 625 € | 504 € | -121 € | -19% | 20 | 365 | 5,2% | 94,8% |
| PAS-DE-CALAIS | 733 € | 746 € | 13 € | 2% | 222 | 668 | 24,9% | 75,1% |
| PUY-DE-DOME | 901 € | 823 € | -78 € | -9% | 19 | 445 | 4,1% | 95,9% |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 1 012 € | 1 000 € | -12 € | -1% | 69 | 477 | 12,6% | 87,4% |
| HAUTES-PYRENEES | 717 € | 607 € | -110 € | -15% | 32 | 437 | 6,8% | 93,2% |
| PYRENEES-ORIENTALES | 760 € | 729 € | -32 € | -4% | 60 | 166 | 26,5% | 73,5% |
| BAS-RHIN | 982 € | 987 € | 5 € | 1% | 78 | 436 | 15,2% | 84,8% |
| HAUT-RHIN | 1 005 € | 961 € | -44 € | -4% | 26 | 340 | 7,1% | 92,9% |
| RHONE | 1 012 € | 949 € | -63 € | -6% | 22 | 186 | 10,6% | 89,4% |
| MET DE LYON | 1 378 € | 1 412 € | 34 € | 2% | 17 | 42 | 28,8% | 71,2% |
| HAUTE-SAONE | 655 € | 479 € | -176 € | -27% | 10 | 529 | 1,9% | 98,1% |
| SAONE-ET-LOIRE | 805 € | 760 € | -45 € | -6% | 32 | 533 | 5,7% | 94,3% |
| SARTHE | 788 € | 682 € | -106 € | -13% | 17 | 337 | 4,8% | 95,2% |
| SAVOIE | 1 191 € | 1 163 € | -28 € | -2% | 47 | 226 | 17,2% | 82,8% |
| HAUTE-SAVOIE | 1 104 € | 1 055 € | -48 € | -4% | 29 | 250 | 10,4% | 89,6% |
| PARIS | 2 298 € | 2 257 € | -41 € | -2% | 0 | 1 | 0,0% | 100,0% |
| SEINE-MARITIME | 1 048 € | 903 € | -144 € | -14% | 3 | 705 | 0,4% | 99,6% |
| SEINE-ET-MARNE | 968 € | 913 € | -55 € | -6% | 35 | 472 | 6,9% | 93,1% |
| YVELINES | 1 374 € | 1 219 € | -154 € | -11% | 4 | 255 | 1,5% | 98,5% |
| DEUX-SEVRES | 748 € | 744 € | -4 € | -1% | 74 | 182 | 28,9% | 71,1% |
| SOMME | 734 € | 640 € | -94 € | -13% | 64 | 344 | 7,0% | 93,0% |
| TARN | 703 € | 552 € | -151 € | -22% | 8 | 306 | 2,5% | 97,5% |
| TARN-ET-GARONNE | 719 € | 570 € | -148 € | -21% | 1 | 194 | 0,5% | 99,5% |
| VAR | 1 000 € | 973 € | -27 € | -3% | 13 | 140 | 8,5% | 91,5% |
| VAUCLUSE | 1 027 € | 1 031 € | 3 € | 0% | 17 | 134 | 11,3% | 88,7% |
| VENDEE | 753 € | 764 € | 11 € | 1% | 169 | 89 | 65,5% | 34,5% |
| VIENNE | 790 € | 797 € | 7 € | 1% | 35 | 231 | 13,2% | 86,8% |
| HAUTE-VIENNE | 834 € | 808 € | -26 € | -3% | 46 | 149 | 23,6% | 76,4% |
| VOSGES | 728 € | 635 € | -94 € | -13% | 36 | 471 | 7,1% | 92,9% |
| YONNE | 738 € | 651 € | -87 € | -12% | 8 | 415 | 1,9% | 98,1% |
| TERRITOIRE DE BELFORT | 907 € | 823 € | -84 € | -9% | 0 | 101 | 0,0% | 100,0% |
| ESSONNE | 1 156 € | 1 067 € | -89 € | -8% | 6 | 188 | 3,1% | 96,9% |
| HAUTS-DE-SEINE | 1 924 € | 1 914 € | -10 € | 0% | 13 | 23 | 36,1% | 63,9% |
| SEINE-ST-DENIS | 1 187 € | 1 119 € | -68 € | -6% | 5 | 35 | 12,5% | 87,5% |
| VAL-DE-MARNE | 1 264 € | 1 194 € | -70 € | -6% | 12 | 35 | 25,5% | 74,5% |
| VAL-D'OISE | 1 031 € | 923 € | -108 € | -10% | 3 | 181 | 1,6% | 98,4% |
| GUADELOUPE | 657 € | 506 € | -151 € | -23% | 2 | 30 | 6,3% | 93,8% |
| MARTINIQUE | 728 € | 650 € | -79 € | -11% | 2 | 32 | 5,9% | 94,1% |
| GUYANE | 389 € | 298 € | -92 € | -24% | 3 | 19 | 13,6% | 86,4% |
| REUNION | 755 € | 714 € | -41 € | -5% | 6 | 18 | 25,0% | 75,0% |
| MAYOTTE | 191 € | 207 € | 16 € | 8% | 14 | 3 | 82,4% | 17,6% |
| Total | 989 € | 946 € | -43 € | -4% | 4 370 | 30 598 | 12,5% | 87,5% |



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de la seule année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que le potentiel fiscal de chaque commune est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à égaliser les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels.

Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir :

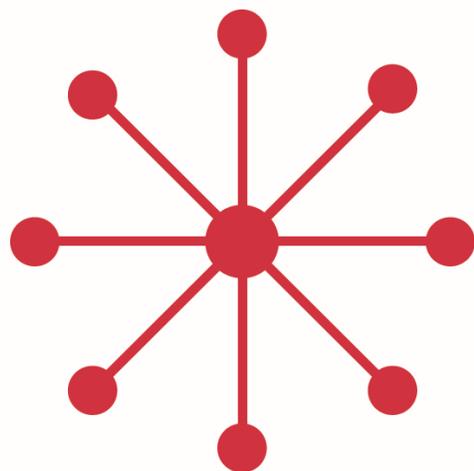
- De la différence entre les produits pris en compte pour calculer le PF 2021 au titre de la TH, de la TVA et du FB et les produits pris en compte pour la détermination du PF en 2022 au titre de ces mêmes taxes.
- De la différence entre le produit potentialisé des bases perdues au titre du FB et de la CFE suite à la révision des valeurs locatives industrielles et les compensations effectives au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal

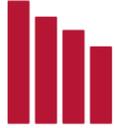
Au B du III du même article, il est précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90% dans le calcul du potentiel fiscal 2023, à hauteur de 80% dans le calcul du potentiel fiscal 2024, à hauteur de 60% dans le calcul du potentiel fiscal 2025, à hauteur de 40% dans le calcul du potentiel fiscal 2026 et à hauteur de 20% dans le calcul du potentiel fiscal 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation du potentiel fiscal seront donc prises en compte intégralement.



5.2.2

L'effort fiscal



L'effort fiscal : équations comparées

Actuellement

Numérateur

(Produit TH + Produits FB + Produits FNB + TAFNB + TEOM/REOM)_{commune et EPCI}

Effort
fiscal =

Dénominateur

Définition spécifique

POTENTIEL FISCAL global 3 TAXES

| | | |
|--|---|----------|
| Bases brutes de TFB _{commune} | x | 21,1660% |
| + Bases brutes de TFB _{commune} | x | 49,6860% |
| + Bases brutes de TH _{commune} | x | 24,5564% |
| + TAFNB _{commune} | | |
| + TAFNB _{EPCI sur commune} | | |

Article 252 LF 2021

Numérateur

Produit TH RS LV_{commune et EPCI} + Produits FB_{commune et EPCI} (y compris fraction départementale) + Produits FNB_{commune et EPCI} + TAFNB_{commune et EPCI} + TEOM/REOM_{commune et EPCI}

Dénominateur

Définition spécifique

POTENTIEL FISCAL rénové 3 TAXES

| | | |
|---|---|------------------------------------|
| Bases brutes de TFB _{commune} | x | (21,1660% + 16,7684% - Taux 2020)* |
| + Bases brutes de TFB _{EPCI/commune} | x | 1,8000%** |
| + Bases brutes de TFB _{commune} | x | Taux 2020 x CCR*** |
| + Bases brutes de TH RS LV _{commune} | x | 24,5564% |
| + Bases brutes de TFB _{commune} | x | 49,6860% |
| + TAFNB _{commune} | | |
| + TAFNB _{EPCI sur commune} | | |

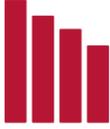
Voir développements précédents

La nouvelle définition de l'effort fiscal conduit à remplacer la prise en compte de la pression subie par les contribuables au titre de la taxe d'habitation relative à leur résidence principale par celle subie au titre de l'ancienne part départementale de TFB

* Le « Taux2020 » est égal à la somme des taux FB 2020 de la commune et du département.

** Il s'agit de l'estimation du taux moyen national « FB » des EPCI (nouvelles données).

*** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.



L'effort fiscal : ce qui change

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Numérateur

Produit TH *commune + EPCI* **résidences principales**
y compris compensation TH

Produit FB *commune + EPCI* **établissements industriels**

Ex produit départemental de TFB *commune* **majoré ou minoré (CCR)**

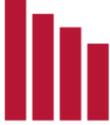
Dénominateur

Potentiel fiscal TH *commune + EPCI* **résidences principales**

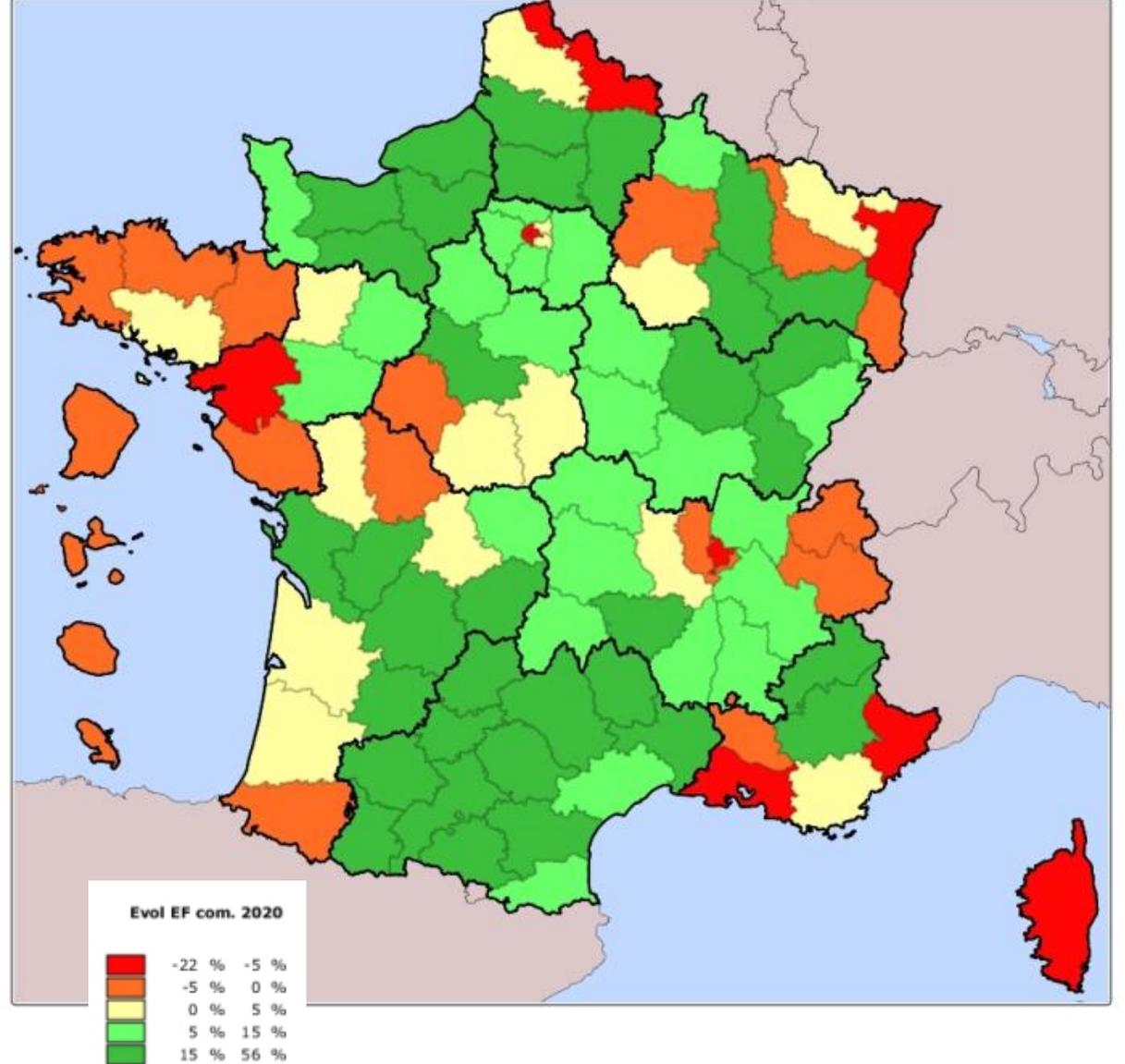
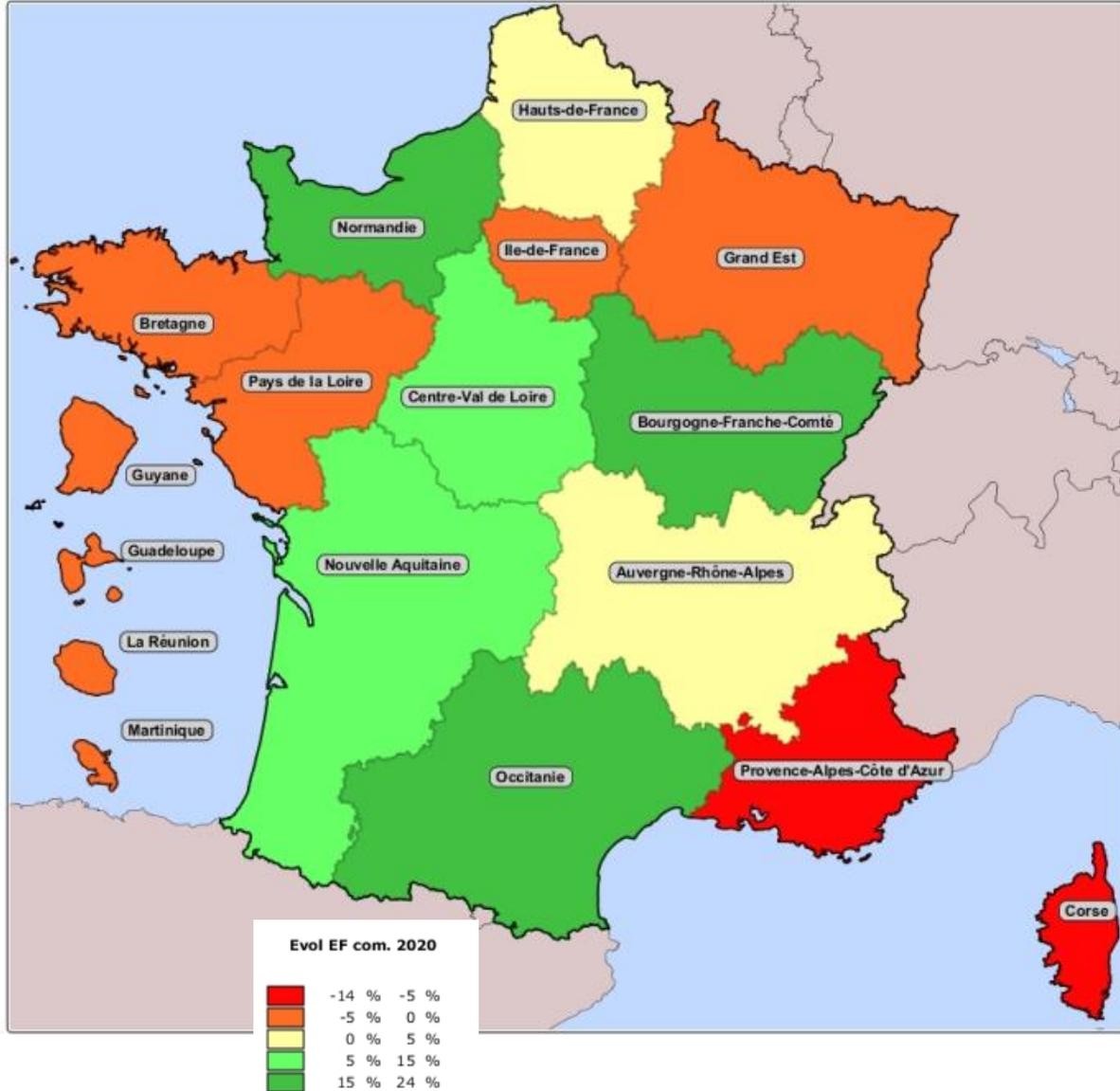
Potentiel FB *commune* **établissements industriels**

Potentiel fiscal FB définition départementale actuelle sur commune
+/- Différence de produit communal FB (fonction du CCR)

Potentiel fiscal FB intercommunal sur commune (nouveau)



Les impacts pour les communes sur le territoire national



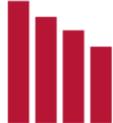
Nb : les simulations réalisées doivent être appréciées prudemment compte tenu des difficultés à mesurer le poids des bases de FB relatives aux établissements industriels.



Les impacts pour les communes : regroupement par région

| Régions | EF actuel | EF simulé | Evolution absolue | Evolution % | Nb de com. avec EF qui augmente | Nb de com. avec EF qui diminue | % de com. avec EF qui augmente | % de com. avec EF qui diminue |
|----------------------------|--------------|--------------|-------------------|-------------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | 1,107 | 1,139 | 3,2% | 2,9% | 3 410 | 620 | 84,6% | 15,4% |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 1,091 | 1,265 | 17,4% | 15,9% | 3 611 | 91 | 97,5% | 2,5% |
| BRETAGNE | 1,240 | 1,213 | -2,7% | -2,2% | 777 | 431 | 64,3% | 35,7% |
| CENTRE-VAL DE LOIRE | 1,217 | 1,308 | 9,1% | 7,5% | 1 500 | 257 | 85,4% | 14,6% |
| CORSE | 1,276 | 1,091 | -18,4% | -14,5% | 11 | 349 | 3,1% | 96,9% |
| GRAND EST | 1,118 | 1,115 | -0,3% | -0,3% | 3 999 | 1 122 | 78,1% | 21,9% |
| HAUTS-DE-France | 1,413 | 1,458 | 4,5% | 3,2% | 3 326 | 463 | 87,8% | 12,2% |
| ILE-DE-FRANCE | 0,822 | 0,809 | -1,3% | -1,6% | 1 112 | 156 | 87,7% | 12,3% |
| NORMANDIE | 1,190 | 1,471 | 28,0% | 23,5% | 2 617 | 35 | 98,7% | 1,3% |
| NOUVELLE AQUITAINE | 1,225 | 1,323 | 9,8% | 8,0% | 3 757 | 557 | 87,1% | 12,9% |
| OCCITANIE | 1,344 | 1,591 | 24,7% | 18,4% | 4 331 | 123 | 97,2% | 2,8% |
| PAYS DE LA LOIRE | 1,259 | 1,254 | -0,5% | -0,4% | 757 | 481 | 61,1% | 38,9% |
| PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR | 1,308 | 1,222 | -8,7% | -6,6% | 665 | 281 | 70,3% | 29,7% |
| Total | 1,116 | 1,141 | 2,4% | 2,2% | 29 873 | 4 966 | 85,7% | 14,3% |

Nb : les simulations réalisées doivent être appréciées prudemment compte tenu des difficultés à mesurer le poids des bases de FB relatives aux établissements industriels.



Les impacts pour les communes : regroupement par département

| | EF actuel | EF simulé | Evolution absolue | Evolution % | Nb de com. avec EF qui augmente | Nb de com. avec EF qui diminue | % de com. avec EF qui augmente | % de com. avec EF qui diminue |
|-------------------------|-----------|-----------|-------------------|-------------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| AIN | 0,872 | 0,939 | 6,7% | 7,7% | 331 | 62 | 84,2% | 15,8% |
| AISNE | 1,151 | 1,647 | 49,6% | 43,1% | 799 | 1 | 99,9% | 0,1% |
| ALLIER | 1,148 | 1,310 | 16,3% | 14,2% | 306 | 11 | 96,5% | 3,5% |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 1,210 | 1,480 | 26,9% | 22,3% | 186 | 12 | 93,9% | 6,1% |
| HAUTES-ALPES | 1,200 | 1,649 | 44,9% | 37,4% | 152 | 10 | 93,8% | 6,2% |
| ALPES-MARITIMES | 1,212 | 1,080 | -13,1% | -10,9% | 16 | 147 | 9,8% | 90,2% |
| ARDECHE | 1,074 | 1,191 | 11,7% | 10,9% | 325 | 10 | 97,0% | 3,0% |
| ARDENNES | 1,237 | 1,399 | 16,3% | 13,2% | 425 | 24 | 94,7% | 5,3% |
| ARIEGE | 1,221 | 1,410 | 18,9% | 15,5% | 317 | 10 | 96,9% | 3,1% |
| AUBE | 1,149 | 1,188 | 4,0% | 3,4% | 370 | 61 | 85,8% | 14,2% |
| AUDE | 1,621 | 2,203 | 58,1% | 35,9% | 414 | 19 | 95,6% | 4,4% |
| AVEYRON | 1,124 | 1,331 | 20,8% | 18,5% | 268 | 17 | 94,0% | 6,0% |
| BOUCHES-DU-RHONE | 1,519 | 1,316 | -20,3% | -13,4% | 59 | 60 | 49,6% | 50,4% |
| CALVADOS | 1,148 | 1,382 | 23,3% | 20,3% | 525 | 3 | 99,4% | 0,6% |
| CANTAL | 1,352 | 1,520 | 16,8% | 12,5% | 239 | 7 | 97,2% | 2,8% |
| CHARENTE | 1,209 | 1,535 | 32,6% | 27,0% | 362 | 4 | 98,9% | 1,1% |
| CHARENTE-MARITIME | 1,178 | 1,418 | 24,0% | 20,4% | 452 | 11 | 97,6% | 2,4% |
| CHER | 1,213 | 1,257 | 4,4% | 3,6% | 245 | 42 | 85,4% | 14,6% |
| CORREZE | 1,104 | 1,375 | 27,1% | 24,6% | 269 | 11 | 96,1% | 3,9% |
| COTE-D'OR | 1,053 | 1,305 | 25,2% | 23,9% | 689 | 9 | 98,7% | 1,3% |
| COTES-D'ARMOR | 1,363 | 1,321 | -4,2% | -3,1% | 204 | 144 | 58,6% | 41,4% |
| CREUSE | 1,203 | 1,353 | 14,9% | 12,4% | 252 | 4 | 98,4% | 1,6% |
| DORDOGNE | 1,273 | 1,752 | 48,0% | 37,7% | 504 | 1 | 99,8% | 0,2% |
| DOUBS | 1,057 | 1,124 | 6,7% | 6,3% | 525 | 48 | 91,6% | 8,4% |
| DROME | 1,012 | 1,081 | 6,9% | 6,8% | 298 | 66 | 81,9% | 18,1% |
| EURE | 1,248 | 1,532 | 28,4% | 22,8% | 574 | 11 | 98,1% | 1,9% |
| EURE-ET-LOIR | 1,204 | 1,379 | 17,4% | 14,5% | 358 | 7 | 98,1% | 1,9% |
| FINISTERE | 1,210 | 1,152 | -5,8% | -4,8% | 140 | 137 | 50,5% | 49,5% |
| CORSE-DU-SUD | 1,253 | 1,080 | -17,3% | -13,8% | 9 | 115 | 7,3% | 92,7% |
| HAUTE-CORSE | 1,301 | 1,104 | -19,8% | -15,2% | 2 | 234 | 0,8% | 99,2% |
| GARD | 1,353 | 1,575 | 22,2% | 16,4% | 345 | 6 | 98,3% | 1,7% |
| HAUTE-GARONNE | 1,282 | 1,529 | 24,7% | 19,3% | 571 | 15 | 97,4% | 2,6% |
| GERS | 1,573 | 2,367 | 79,4% | 50,5% | 461 | 0 | 100,0% | 0,0% |
| GIRONDE | 1,311 | 1,334 | 2,3% | 1,7% | 491 | 44 | 91,8% | 8,2% |
| HERAULT | 1,492 | 1,569 | 7,7% | 5,2% | 318 | 24 | 93,0% | 7,0% |
| ILLE-ET-VILAINE | 1,273 | 1,257 | -1,6% | -1,3% | 265 | 68 | 79,6% | 20,4% |
| INDRE | 1,190 | 1,195 | 0,5% | 0,4% | 100 | 141 | 41,5% | 58,5% |
| INDRE-ET-LOIRE | 1,200 | 1,190 | -1,1% | -0,9% | 217 | 55 | 79,8% | 20,2% |
| ISERE | 1,191 | 1,322 | 13,1% | 11,0% | 447 | 65 | 87,3% | 12,7% |
| JURA | 1,057 | 1,367 | 31,0% | 29,4% | 491 | 3 | 99,4% | 0,6% |
| LANDES | 1,197 | 1,210 | 1,3% | 1,1% | 222 | 105 | 67,9% | 32,1% |
| LOIR-ET-CHER | 1,303 | 1,523 | 22,1% | 16,9% | 262 | 5 | 98,1% | 1,9% |
| LOIRE | 1,139 | 1,156 | 1,7% | 1,5% | 303 | 20 | 93,8% | 6,2% |
| HAUTE-LOIRE | 1,084 | 1,323 | 23,9% | 22,0% | 252 | 5 | 98,1% | 1,9% |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 1,300 | 1,204 | -9,7% | -7,4% | 62 | 145 | 30,0% | 70,0% |
| LOIRET | 1,213 | 1,356 | 14,3% | 11,8% | 318 | 7 | 97,8% | 2,2% |
| LOT | 1,149 | 1,521 | 37,3% | 32,5% | 313 | 0 | 100,0% | 0,0% |
| LOT-ET-GARONNE | 1,289 | 1,782 | 49,3% | 38,3% | 319 | 0 | 100,0% | 0,0% |
| LOZERE | 1,069 | 1,408 | 33,9% | 31,7% | 150 | 2 | 98,7% | 1,3% |
| MAINE-ET-LOIRE | 1,263 | 1,446 | 18,3% | 14,5% | 174 | 3 | 98,3% | 1,7% |

| | EF actuel | EF simulé | Evolution absolue | Evolution % | Nb de com. avec EF qui augmente | Nb de com. avec EF qui diminue | % de com. avec EF qui augmente | % de com. avec EF qui diminue |
|-----------------------|--------------|--------------|-------------------|--------------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| MANCHE | 1,172 | 1,291 | 11,9% | 10,2% | 441 | 5 | 98,9% | 1,1% |
| MARNE | 1,239 | 1,183 | -5,6% | -4,5% | 228 | 385 | 37,2% | 62,8% |
| HAUTE-MARNE | 1,227 | 1,437 | 21,0% | 17,1% | 406 | 20 | 95,3% | 4,7% |
| MAYENNE | 1,271 | 1,296 | 2,5% | 1,9% | 133 | 109 | 55,0% | 45,0% |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 1,157 | 1,136 | -2,0% | -1,7% | 480 | 111 | 81,2% | 18,8% |
| MEUSE | 1,180 | 1,460 | 27,9% | 23,7% | 471 | 28 | 94,4% | 5,6% |
| MORBIHAN | 1,157 | 1,167 | 1,0% | 0,8% | 168 | 82 | 67,2% | 32,8% |
| MOSELLE | 1,027 | 1,031 | 0,4% | 0,4% | 631 | 94 | 87,0% | 13,0% |
| NIEVRE | 1,150 | 1,279 | 12,9% | 11,3% | 303 | 6 | 98,1% | 1,9% |
| NORD | 1,571 | 1,418 | -15,3% | -9,7% | 389 | 259 | 60,0% | 40,0% |
| OISE | 1,200 | 1,402 | 20,3% | 16,9% | 649 | 30 | 95,6% | 4,4% |
| ORNE | 1,139 | 1,489 | 35,0% | 30,7% | 381 | 4 | 99,0% | 1,0% |
| PAS-DE-CALAIS | 1,441 | 1,470 | 2,9% | 2,0% | 759 | 131 | 85,3% | 14,7% |
| PUY-DE-DOME | 1,202 | 1,377 | 17,5% | 14,5% | 458 | 6 | 98,7% | 1,3% |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 1,045 | 1,000 | -4,6% | -4,4% | 317 | 229 | 58,1% | 41,9% |
| HAUTES-PYRENEES | 1,205 | 1,512 | 30,7% | 25,5% | 459 | 10 | 97,9% | 2,1% |
| PYRENEES-ORIENTALES | 1,293 | 1,380 | 8,6% | 6,7% | 206 | 20 | 91,2% | 8,8% |
| BAS-RHIN | 1,125 | 1,033 | -9,2% | -8,2% | 223 | 291 | 43,4% | 56,6% |
| HAUT-RHIN | 1,021 | 1,018 | -0,3% | -0,3% | 296 | 70 | 80,9% | 19,1% |
| RHONE | 0,916 | 0,915 | -0,1% | -0,1% | 88 | 120 | 42,3% | 57,7% |
| MET DE LYON | 1,272 | 1,175 | -9,8% | -7,7% | 21 | 38 | 35,6% | 64,4% |
| HAUTE-SAONE | 0,902 | 1,312 | 41,0% | 45,5% | 536 | 3 | 99,4% | 0,6% |
| SAONE-ET-LOIRE | 1,228 | 1,331 | 10,3% | 8,4% | 551 | 14 | 97,5% | 2,5% |
| SARTHE | 1,204 | 1,303 | 9,9% | 8,2% | 340 | 14 | 96,0% | 4,0% |
| SAVOIE | 1,057 | 1,034 | -2,4% | -2,2% | 173 | 100 | 63,4% | 36,6% |
| HAUTE-SAVOIE | 0,938 | 0,931 | -0,6% | -0,7% | 169 | 110 | 60,6% | 39,4% |
| PARIS | 0,455 | 0,356 | -9,9% | -21,7% | 0 | 1 | 0,0% | 100,0% |
| SEINE-MARITIME | 1,209 | 1,575 | 36,6% | 30,3% | 696 | 12 | 98,3% | 1,7% |
| SEINE-ET-MARNE | 1,244 | 1,344 | 10,0% | 8,0% | 477 | 30 | 94,1% | 5,9% |
| YVELINES | 0,831 | 0,889 | 5,8% | 6,9% | 237 | 22 | 91,5% | 8,5% |
| DEUX-SEVRES | 1,359 | 1,397 | 3,8% | 2,8% | 212 | 44 | 82,8% | 17,2% |
| SOMME | 1,329 | 1,570 | 24,1% | 18,1% | 730 | 42 | 94,6% | 5,4% |
| TARN | 1,251 | 1,947 | 69,7% | 55,7% | 314 | 0 | 100,0% | 0,0% |
| TARN-ET-GARONNE | 1,326 | 1,938 | 61,2% | 46,2% | 195 | 0 | 100,0% | 0,0% |
| VAR | 1,211 | 1,212 | 0,2% | 0,1% | 128 | 25 | 83,7% | 16,3% |
| VAUCLUSE | 1,215 | 1,205 | -1,0% | -0,8% | 124 | 27 | 82,1% | 17,9% |
| VENDEE | 1,201 | 1,151 | -5,0% | -4,1% | 48 | 210 | 18,6% | 81,4% |
| VIENNE | 1,266 | 1,236 | -3,0% | -2,3% | 192 | 74 | 72,2% | 27,8% |
| HAUTE-VIENNE | 1,194 | 1,233 | 3,9% | 3,3% | 165 | 30 | 84,6% | 15,4% |
| VOSGES | 1,122 | 1,329 | 20,7% | 18,4% | 469 | 38 | 92,5% | 7,5% |
| YONNE | 1,155 | 1,315 | 16,0% | 13,9% | 417 | 6 | 98,6% | 1,4% |
| TERRITOIRE DE BELFORT | 0,973 | 1,074 | 10,1% | 10,4% | 99 | 2 | 98,0% | 2,0% |
| ESSONNE | 1,060 | 1,119 | 5,9% | 5,5% | 176 | 18 | 90,7% | 9,3% |
| HAUTS-DE-SEINE | 0,740 | 0,698 | -4,2% | -5,7% | 9 | 27 | 25,0% | 75,0% |
| SEINE-ST-DENIS | 1,112 | 1,138 | 2,7% | 2,4% | 24 | 16 | 60,0% | 40,0% |
| VAL-DE-MARNE | 1,052 | 1,062 | 1,0% | 1,0% | 20 | 27 | 42,6% | 57,4% |
| VAL-D'OISE | 1,059 | 1,152 | 9,2% | 8,7% | 169 | 15 | 91,8% | 8,2% |
| Total | 1,116 | 1,141 | 2,4% | 2,2% | 29 873 | 4 966 | 85,7% | 14,3% |

Nb : les simulations réalisées doivent être appréciées prudemment compte tenu des difficultés à mesurer le poids des bases de FB relatives aux établissements industriels.



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de l'année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que l'effort fiscal de chaque commune est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à équilibrer les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels. Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir de la différence entre les produits pris en compte pour calculer l'effort fiscal 2021 au titre de la TH et du FB et les produits pris en compte pour la détermination de l'effort fiscal en 2022 au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition de l'effort fiscal

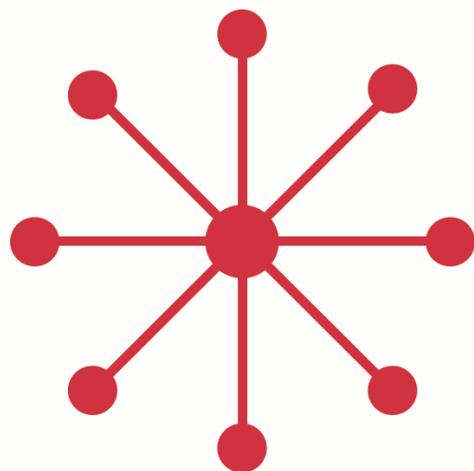
Au B du III du même article, il est par ailleurs précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90% dans le calcul de l'effort fiscal 2023, à hauteur de 80% dans le calcul de l'effort fiscal 2024, à hauteur de 60% dans le calcul de l'effort fiscal 2025, à hauteur de 40% dans le calcul de l'effort fiscal 2026 et à hauteur de 20% dans le calcul de l'effort fiscal 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation de l'effort fiscal seront donc prises en compte intégralement.

Suspension de l'écrêtement de l'effort fiscal en 2022

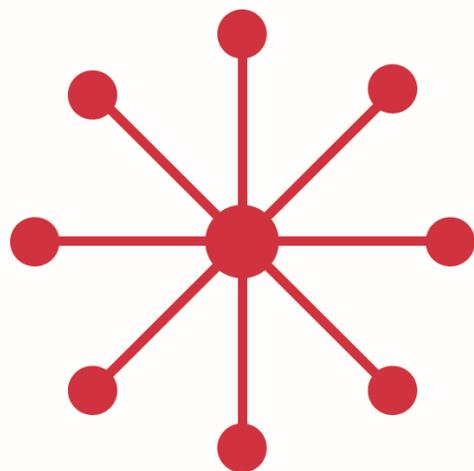
Les trois derniers alinéas de l'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales sont suspendus en 2022 :

- Le taux moyen pondéré d'une commune est égal au rapport entre la somme des produits des trois taxes directes locales [...] et la somme des bases nettes d'imposition communale de taxe foncière et de taxe d'habitation.
- Pour les communes dont l'augmentation du taux moyen pondéré est supérieure à l'augmentation du taux moyen pondéré taxes pour l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique, cette dernière augmentation est prise en compte pour le calcul du produit des impôts, taxes et redevances mentionné au deuxième alinéa.
- Pour les communes dont le taux moyen pondéré est inférieur à celui de l'année précédente, c'est ce dernier taux qui est pris en compte pour la détermination du produit des impôts, taxes et redevances mentionné au deuxième alinéa.



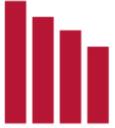
5.3

LES DISPOSITIONS PROPOSÉES POUR LES ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX



5.3.1

Le potentiel fiscal agrégé



Les dispositions proposées dans l'article 252 de la LF 2021 : le potentiel fiscal agrégé

Jusqu'en 2021 inclus

Bases $n-1$ TH x Taux moyen national de TH

+ Bases $n-1$ de TFB x Taux moyen national de TFB

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Bases $n-1$ de TFnB x Taux moyen national de TFnB

+ TAFnB (Com+EPCI) $n-1$

+ Produit $n-1$ CVAE (Com+EPCI)

+ Produit $n-1$ TASCOM (Com+EPCI)

+ Produit $n-1$ IFER (Com+EPCI)

+ Produit $n-1$ CVAE (Com+EPCI)

+ Redevance Mines et Surtaxes eaux $n-1$ (Com+EPCI)

+ Prélèvement Jeux $n-1$ (Com+EPCI)

+ DC RTP $n-1$ (Com+EPCI)

+ FNGIR $n-1$ (Com+EPCI)

+ Compensation SPS (Com+EPCI) $n-1$

Suppression TH RP, remplacée par produit net de TVA

Réforme des VL des établissements industriels

A

Proposition à partir de 2022

Bases $n-1$ TH RS et LV x Taux moyen national de TH RS LV

+ Produit TVA $n-1$

+ \sum Bases $n-1$ de TFB x Taux local de TFB_{2020 commune + département} x CCR

+ \sum Bases $n-1$ de TFB x (TMN FB - Taux local de TFB_{2020 commune + département})

+ Bases $n-1$ de TFB (EPCI) x TMN FB (EPCI)

+ Compensation FB établissements industriels (EPCI) $n-1$

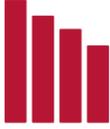
+ Compensation FB établissements industriels (Com) $n-1$ x CCR

+ Bases $n-1$ CFE x taux moyen national de CFE

+ Compensation CFE établissements industriels (Com+EPCI) $n-1$

+

A



Le potentiel fiscal agrégé : équations comparées

Actuellement

$$\begin{aligned} & \sum \text{Bases brutes de TH}_{\text{communes}} && \times && 24,5564\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} && \times && 21,1660\% \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} & + \sum \text{Bases brutes de TFNB}_{\text{communes}} && \times && 49,6860\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de CFE}_{\text{communes}} && \times && 26,4468\% \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} & + \sum \text{TAFNB}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CVAE}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{IFER}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{TASCOM}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{Mines, Eaux}_{\text{communes}} \\ & + \sum \text{Prél Jeux}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{DCRTP +/- FNGIR}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CPS}_{\text{communes, EPCI}} \end{aligned}$$

Article 252 LF 2021

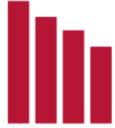
$$\begin{aligned} & \sum \text{Bases brutes de TH RS LV}_{\text{communes}} && \times && 24,5564\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} && \times && \text{Taux2020}^* && \times && \text{CCR}^{**} \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFB}_{\text{communes}} && \times && (37,4265\%^{***} - \text{Taux2020}) \\ & + \text{Bases brutes de TFB}_{\text{EPCI}} && \times && 1,8000\%^{****} \\ & + \text{Produit TVA}_{\text{EPCI}} \\ & + \sum \text{Compensation FB industriel}_{\text{communes}} && && && \times && \text{CCR} \\ & + \text{Compensation FB industriel}_{\text{EPCI}} \\ & + \sum \text{Bases brutes de TFNB}_{\text{communes}} && \times && 49,6860\% \\ & + \sum \text{Bases brutes de CFE}_{\text{communes}} && \times && 26,4468\% \\ & + \sum \text{Compensation CFE industrielle}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{TAFNB}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CVAE}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{IFER}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{TASCOM}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{Mines, Eaux}_{\text{communes}} \\ & + \sum \text{Prél Jeux}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{DCRTP +/- FNGIR}_{\text{communes, EPCI}} \\ & + \sum \text{CPS}_{\text{communes, EPCI}} \end{aligned}$$

* Il s'agit de la somme des taux communaux et départementaux de FB pour l'année 2020.

** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

*** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour l'année 2022, correspondant à la somme du taux moyen communal (21,166%) et du taux moyen départemental (16,2605%).

**** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour les EPCI.



Le potentiel fiscal agrégé : ce qui change

Ce que l'on **enlève**

Ce que l'on **ajoute**

Potentiel fiscal TH_{EI} résidences principales
 =
 Bases_{n-1} TH RP_{communes} x Taux moyen national de TH

Produit TVA (compensation et rôles sup)_{n-1} ⇔ **compensation et rôles
 supp. n-1 indexés TVA**

Produit TVA (RP)_{n-1} ⇔ **produit de TH RP_{n-1} indexé TVA**

Potentiel fiscal FB définition départementale actuelle sur commune
 +/- **Différence de produit communal FB (fonction du CCR)**

Potentiel fiscal FB intercommunal (nouveau)

Potentiel FB_{communes} établissements industriels

Produit taux 2020 FB_{EPCI} établissements industriels

Produit taux 2020 FB_{communes} établissements industriels x **CCR**

Potentiel CFE_{communes} établissements industriels

Produit taux 2020 CFE_{communes + EPCI} établissements industriels



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de la seule année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que le potentiel financier agrégé de chaque ensemble intercommunal est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à égaliser les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels.

Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir :

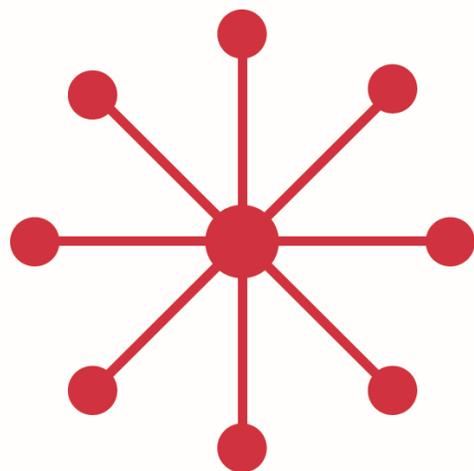
- De la différence entre les produits pris en compte pour calculer le PF 2021 au titre de la TH, de la TVA et du FB et les produits pris en compte pour la détermination du PF en 2022 au titre de ces mêmes taxes.
- De la différence entre le produit potentialisé des bases perdues au titre du FB et de la CFE suite à la révision des valeurs locatives industrielles et les compensations effectives au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel financier agrégé au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition du potentiel financier agrégé

Au B du III du même article, il est précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90% dans le calcul du potentiel 2023, à hauteur de 80% dans le calcul du potentiel 2024, à hauteur de 60% dans le calcul du potentiel 2025, à hauteur de 40% dans le calcul du potentiel 2026 et à hauteur de 20% dans le calcul du potentiel 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation du potentiel financier agrégé seront donc prises en compte intégralement.



5.3.2

L'effort fiscal agrégé



L'effort fiscal agrégé : équations comparées

Actuellement

Numérateur

$$(Produit TH + Produits FB + Produits FNB + TAFNB + TEOM/REOM)_{EI}$$

Effort
fiscal =

Dénominateur

POTENTIEL FISCAL 3 TAXES

| | | |
|---|---|----------|
| Σ Bases brutes de TH _{communes} | x | 24,5564% |
| + Σ Bases brutes de TFB _{communes} | x | 21,1660% |
| | | |
| + Σ Bases brutes de TFNB _{communes} | x | 49,6860% |
| + TAFNB _{EI} | | |

Article 252 LF 2021

Numérateur

$$Produit THRSLV_{EI} + Produits FB_{EI} \text{ (y compris fraction départementale)} + Produits FNB_{EI} + TAFNB_{EI} + TEOM/REOM_{EI}$$

Dénominateur

POTENTIEL FISCAL 3 TAXES

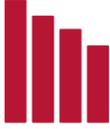
| | | |
|---|---|--------------------------|
| Σ Bases brutes de THRSLV _{communes} | x | 24,5564% |
| + Σ Bases brutes de TFB _{communes} | x | Taux2020* x CCR** |
| + Σ Bases brutes de TFB _{communes} | x | (37,4265%*** - Taux2020) |
| + Bases brutes de TFB _{EPCI} | x | 1,8000%**** |
| + Σ Bases brutes de TFNB _{communes} | x | 49,6860% |
| + TAFNB _{EI} | | |

* Il s'agit de la somme des taux communaux et départementaux de FB pour l'année 2020.

** Il s'agit du coefficient correcteur lié à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

*** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour l'année 2022, correspondant à la somme du taux moyen communal (21,166%) et du taux moyen départemental (16,2605%).

**** Il s'agit d'une estimation du taux moyen national de FB pour les EPCI.



L'effort fiscal agrégé : ce qui change

Ce que l'on enlève

Ce que l'on ajoute

Numérateur

Produit TH *communes + EPCI* **résidences principales**
y compris compensation TH

Produit FB *communes + EPCI* **établissements industriels**

Ex produit départemental de TFB *communes* **majoré ou minoré (CCR)**

Dénominateur

Potentiel fiscal TH *communes* **résidences principales**

Potentiel FB *communes* **établissements industriels**

Potentiel fiscal FB **définition départementale actuelle sur communes**
Produits communaux majorés ou minorés de FB fonction du CCR

Potentiel fiscal FB intercommunal (nouveau)



Mise en œuvre d'un mécanisme stabilisateur dégressif

Une neutralisation des effets en 2022

Au titre de l'année 2022, le A du III de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 prévoit que l'effort fiscal agrégé de chaque ensemble intercommunal est majoré ou minoré d'une fraction de correction visant à équilibrer les variations liées à la suppression de la TH sur les résidences principales et à la révision de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels.

Les conditions en seront précisées par un décret en Conseil d'Etat, mais le texte précise que les fractions de correction seront déterminées à partir de la différence entre les produits pris en compte pour calculer l'effort fiscal 2021 au titre de la TH et du FB et les produits pris en compte pour la détermination de l'effort fiscal en 2022 au titre de ces mêmes taxes.

Concrètement, ces corrections devraient revenir à neutraliser en 2022 les effets de la nouvelle définition du potentiel fiscal au regard de l'ancienne.

A partir de 2023, une prise en compte progressive des effets de la nouvelle définition de l'effort fiscal

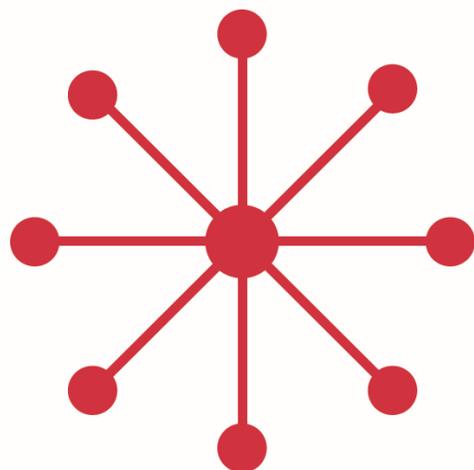
Au B du III du même article, il est par ailleurs précisé que la correction susmentionnée serait prise en compte à hauteur de 90 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2023, à hauteur de 80 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2024, à hauteur de 60 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2025, à hauteur de 40 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2026 et à hauteur de 20 % dans le calcul de l'effort fiscal agrégé 2027.

A partir de 2028, les nouvelles modalités d'évaluation de l'effort fiscal agrégé seront donc prises en compte intégralement.



PARTIE 6

LES DIVERSES MESURES AYANT DES CONSÉQUENCES POUR LE BLOC COMMUNAL



6.1

L'ARTICLE 54 DE LA LF 2021 : LA « SIMPLIFICATION » DE LA TAXATION DE L'ÉLECTRICITÉ



La taxation de l'électricité actuelle et la taxation future après application de l'article 54

Taxation actuelle

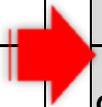
La taxation actuelle repose sur 3 taxes différentes bénéficiant à l'Etat, aux départements et au bloc communal, dont la gestion est assurée par différentes structures, et dont les tarifs communaux et départementaux peuvent être modulés sur délibération.

Taxation future après application de l'article 54

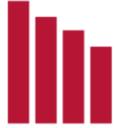
La mise en œuvre de l'article 54 conduit à :

1. Une taxe unique (la TICFE) avec trois quotes-parts bénéficiant à l'Etat, aux départements et au bloc communal,
2. Une taxe dont la gestion serait assurée par la seule DGFIP,
3. et à un tarif unifié (par catégorie de contribuables).

| | | | |
|------------------------------------|--|--|--|
| Trois taxes | Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) | Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) | Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) |
| Bénéficiaire | Budget général de l'Etat | Départements | Communes, syndicats et EPCI |
| Gestionnaire | Direction général des douanes et droits indirects (DGDDI) | Départements, préfectures et DGFIP | Départements, préfectures et DGFIP |
| Assiette | Electricité fournie quelle que soit la puissance souscrite | Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA | Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA |
| Tarifs 2020* particuliers** | 22,5 € / MWh | Tarif modulable de 1,54 € à 3,2725 €/MWh via un coefficient multiplicateur | Tarif modulable de 0 € à 6,545 €/MWh via un coefficient multiplicateur |



| | | | |
|---|--|--|--|
| Une taxe | Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) | | |
| Bénéficiaire | Budget général de l'Etat | Départements | Communes, syndicats et EPCI |
| Gestionnaire | DGFIP | | |
| Assiette | Electricité fournie quelle que soit la puissance souscrite | Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA | Electricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA |
| Tarifs particuliers à terme (hors actualisation) | Tarif national unique non modulable | | |



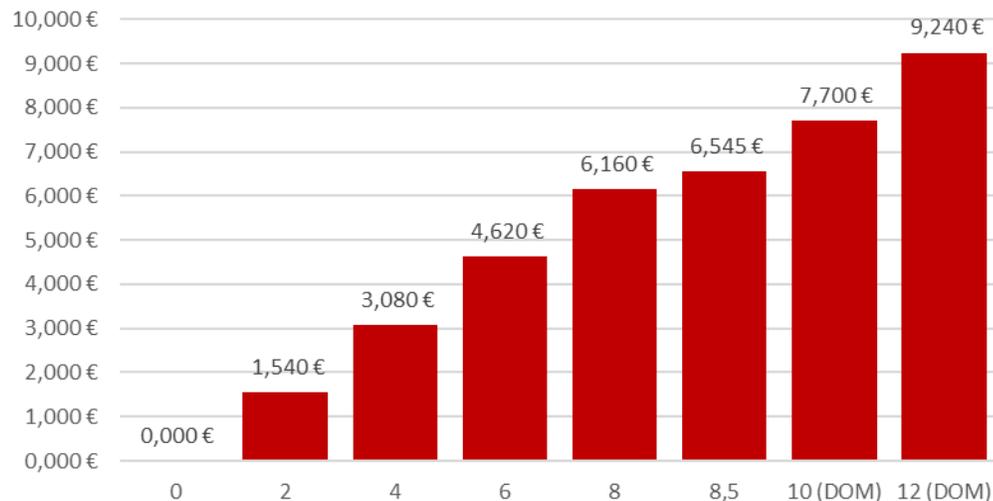
Les tarifs de la taxe communale actuelle fonction des coefficients multiplicateurs votés par les communes

| Tarif de base communal 2020 (hors frais de gestion 1,5%) | Coefficient multiplicateur voté | Tarifs 2020 après coefficient multiplicateur | Nombre de communes concernées | Population |
|--|---------------------------------|--|-------------------------------|-------------|
| 0,77 € | 0 | 0,000 € | 1 761 5,0% | 3,7% |
| 0,77 € | 2 | 1,540 € | 72 0,2% | 0,4% |
| 0,77 € | 4 | 3,080 € | 553 1,6% | 1,8% |
| 0,77 € | 6 | 4,620 € | 1 775 5,0% | 3,0% |
| 0,77 € | 8 | 6,160 € | 3 447 9,8% | 13,1% |
| 0,77 € | 8,5 | 6,545 € | 27 589 78,3% | 77,6% |
| 0,77 € | 10* | 7,700 € | 0 0,0% | 0,0% |
| 0,77 € | 12* | 9,240 € | 33 0,1% | 0,3% |
| TOTAL | | | 35 230 100% | 100% |
| Sous-total hors coefficient à 8,5% | | | 7 773 22,1% | 24% |

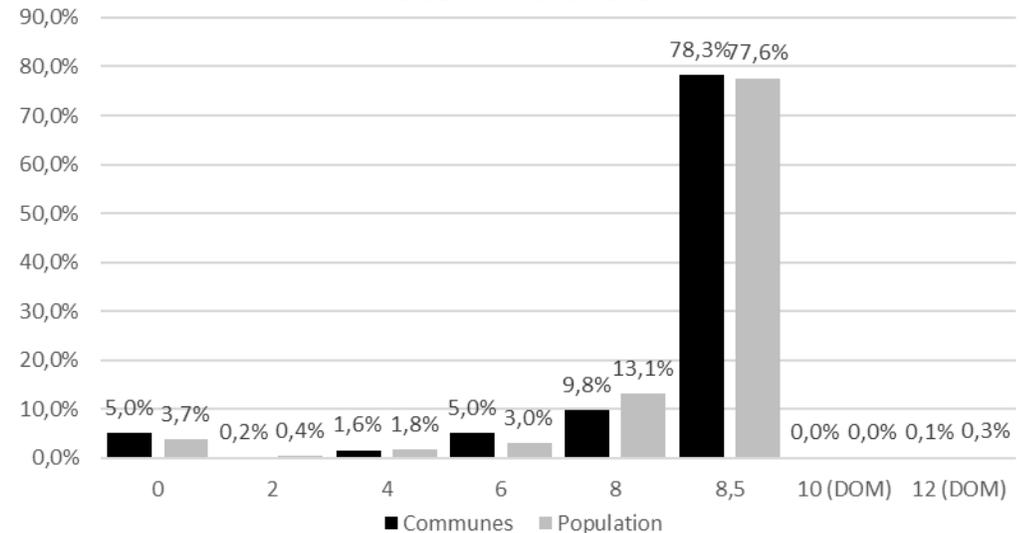
S'agissant de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité, les communes et les autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité (AODE) ont pu voter un coefficient multiplicateur s'appliquant au tarif de base de 0,77 €/MWh en 2020, ce coefficient allant de 0 (pas de taxe) à 8,5 en Métropole (et 12 dans les DOM). Dans les faits, le coefficient maximum à 8,5 a été adopté sur le territoire de 78,3 % des communes représentant 77,6 % de la population.

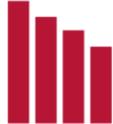
* Applicable uniquement dans les DOM

Tarifs applicables en 2020 selon le coefficient voté



Répartition des communes et de la population selon le coefficient voté





L'harmonisation des coefficients multiplicateurs envisagée par l'article 54

L'article 54 prévoit une « harmonisation » des tarifs à horizon de 2023, avec suppression progressive des coefficients multiplicateurs inférieurs à 8,5 (ainsi que des coefficients spéciaux de 10 et 12 applicables aux DOM) :

- En 2021, le coefficient appliqué ne pourra être inférieur à 4 (suppression des coefficients 0 et 2). Il sera toujours possible de délibérer pour fixer des coefficients de 4, 6, 8, 8,5 (10 et 12 pour les DOM) et en l'absence de délibération le coefficient 4 s'appliquera.
- En 2022, le coefficient appliqué ne pourra être inférieur à 6 (suppression du coefficient 4). Il sera toujours possible de délibérer pour fixer des coefficients de 6, 8, 8,5 (10 et 12 pour les DOM) et en l'absence de délibération le coefficient 6 s'appliquera.
- En 2023, les coefficients seront supprimés (pas de possibilité de modulation de la taxe) et **le tarif sera de facto calculé à partir du coefficient de 8,5 non modifiable.**

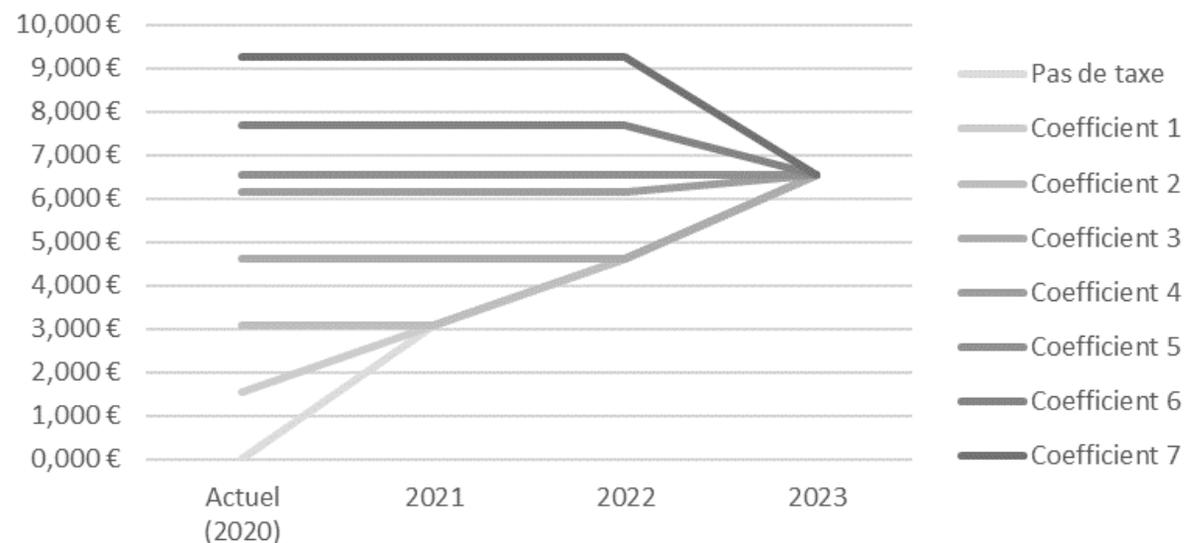
| Coefficients applicables | Actuel (2020) | Coefficients possibles sur délibération (en blanc) ou applicables de droit (en gris) | | |
|--------------------------|---------------|--|------|------|
| | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Pas de taxe | 0 | 4 | 6 | 8,5 |
| Coefficient 1 | 2 | 4 | 6 | 8,5 |
| Coefficient 2 | 4 | 4 | 6 | 8,5 |
| Coefficient 3 | 6 | 6 | 6 | 8,5 |
| Coefficient 4 | 8 | 8 | 8 | 8,5 |
| Coefficient 5 | 8,5 | 8,5 | 8,5 | 8,5 |
| Coefficient 6* | 10 | 10 | 10 | 8,5 |
| Coefficient 7* | 12 | 12 | 12 | 8,5 |

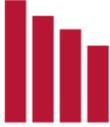
| Tarifs applicables** | Actuel (2020) | Tarifs résultant des coefficients | | |
|----------------------|---------------|-----------------------------------|---------|---------|
| | | 2021 | 2022 | 2023 |
| Pas de taxe | 0,000 € | 3,080 € | 4,620 € | 6,545 € |
| Coefficient 1 | 1,540 € | 3,080 € | 4,620 € | 6,545 € |
| Coefficient 2 | 3,080 € | 3,080 € | 4,620 € | 6,545 € |
| Coefficient 3 | 4,620 € | 4,620 € | 4,620 € | 6,545 € |
| Coefficient 4 | 6,160 € | 6,160 € | 6,160 € | 6,545 € |
| Coefficient 5 | 6,545 € | 6,545 € | 6,545 € | 6,545 € |
| Coefficient 6* | 7,700 € | 7,700 € | 7,700 € | 6,545 € |
| Coefficient 7* | 9,240 € | 9,240 € | 9,240 € | 6,545 € |

* Coefficient multiplicateur applicable uniquement dans les DOM

**Avec tarif de base de 2020 de 0,77 €/KWh non actualisé ensuite

Evolution des tarifs 2020 du fait de l'harmonisation des coefficients multiplicateurs (hors actualisation)





Le calcul du produit communal de la TICFE après réforme

Tient compte du fait que les frais de gestion sont de 1 % sur les syndicats

2ème année d'harmonisation

« II. – Au titre de l'année 2023, le montant de la part communale perçue par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ou les départements est égal au produit de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité mentionnée au présent article, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2021, perçue au titre de l'année 2022, augmenté de 1,5 % ou de 1 % pour les syndicats mentionnés à l'article L. 5212 24, ainsi que de l'évolution, entre 2020 et 2021, de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Pour les collectivités qui n'appliquaient pas le coefficient multiplicateur unique maximum, ce montant est multiplié par le rapport entre ce coefficient et le coefficient appliqué en 2022. »

Restitution aux communes de l'actualisation annuelle des tarifs de l'inflation n-1

Restitution aux communes de la hausse du tarif entre 2022 et 2023

À compter de 2024, le montant de la part communale est égal au montant perçu au titre de l'année précédente majoré l'évolution, entre cette même année et l'antépénultième année, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et multiplié par le rapport entre les deux termes suivants :

- 1° La quantité d'électricité fournie sur le territoire, selon le cas, de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale, du département ou de la métropole de Lyon, au titre de la pénultième année ;
- 2° La quantité d'électricité fournie sur le territoire, selon le cas, de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale, du département ou de la métropole de Lyon, au titre de l'antépénultième année. »

En conclusion :

- Les communes et les AODE qui n'appliquent pas le coefficient multiplicateur maximum **bénéficieront de la totalité de l'augmentation des tarifs du fait de l'harmonisation sur la période 2022-2023.**
- A compter de 2023, le produit perçu par les communes et AODE est égal au produit de l'assiette 2022 (n-1) par le tarif maximum revalorisé de l'inflation. **Il n'y aura donc pas d'effet d'assiette cette année.**
- A compter de 2024, le produit perçu par les communes et AODE évoluera en fonction de l'évolution de l'assiette (n-1) et en fonction de l'inflation (n-1) applicable aux tarifs de la taxe.



L'impact financier de la mesure telle qu'approché dans le rapport d'évaluations préalables des articles du PLF 2021

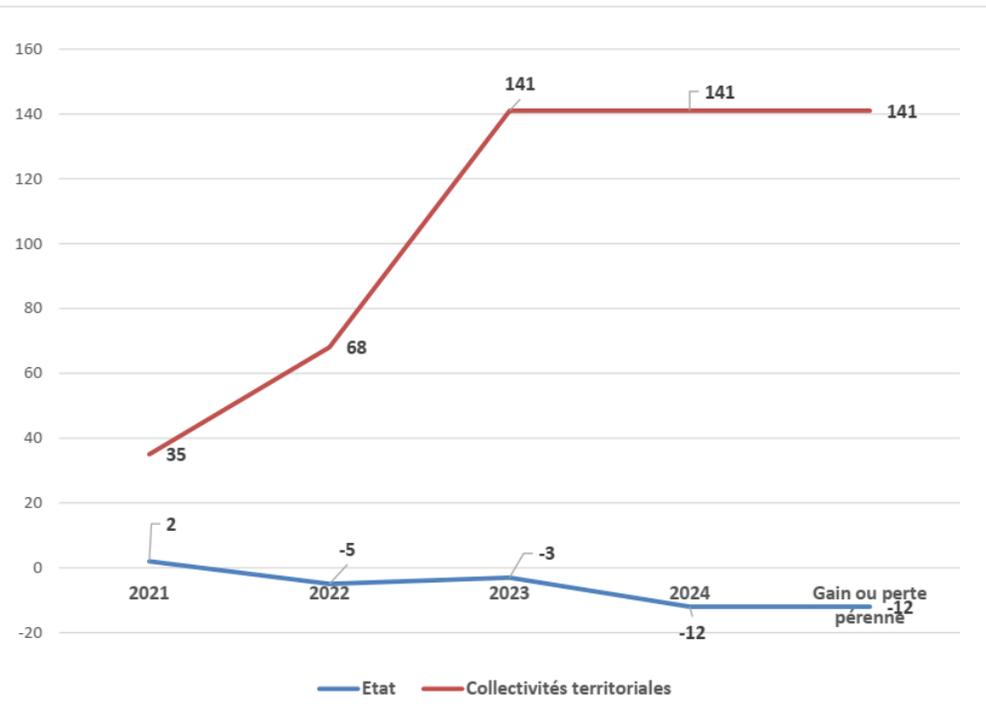
IMPACT DE LA RÉFORME SUR LES RECETTES FISCALES DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

(en millions d'euros)

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------------|----------|----------------|------------|-------------|
| Perte de TICFE | | - 5 | - 5 | - 5 |
| Gain en TVA | 2 | 5 | 10 | 10 |
| Pertes en IR/IS | | - 4 | - 8 | - 17 |
| Coût total pour l'État | 2 | - 4 (1) | - 3 | - 12 |

Source : évaluation préalable.

(en millions d'euros)



Source : données présentées dans l'évaluation préalable.

Un mécanisme similaire est mis en œuvre pour les départements, donc le coefficient multiplicateur maximum est de 4,25 et a été adopté par la grande majorité des départements, à l'exception des départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Alpes-Maritimes, de l'Aude, de l'Aveyron, de la Charente, de la Dordogne, du Gard, des Landes, de la Meurthe-et-Moselle, du Morbihan, des Pyrénées-Orientales, de la Guyane et de la Martinique qui ont adopté un coefficient de 4. **En conséquence, l'effet d'harmonisation des tarifs pour les départements est réduit.**

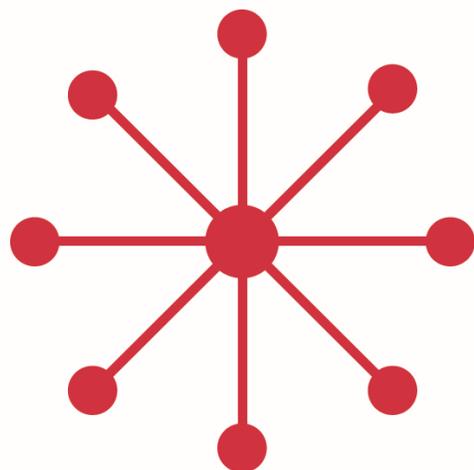
Le rapport d'évaluation préalable, repris dans le rapport de la commission des finances de l'Assemblée Nationale, chiffre les conséquences des dispositions à une perte annuelle de 12 M€ pour l'Etat à horizon de 2024 (du fait de l'application de tarifs réduits de TICFE, d'une augmentation de TVA perçue sur les taxes locales d'électricités, et d'une diminution de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés du fait de la hausse des tarifs), **et un gain de 141 M€ pour les collectivités à compter de 2023 du fait de la hausse des tarifs.** Pour les collectivités dont la TCCFE et la TDCFE représente 2,3 Md €, cela constitue une augmentation de produit globale de 6 %.

Etonnamment, ce chiffrage établi lors de la parution du rapport d'évaluations préalables le 08/10/2020 correspond non au texte du PLF initial (qui conduisait à ce qu'une partie importante du gain bénéficie à l'Etat) mais aux dispositions de l'amendement gouvernemental déposé le même jour et adopté le 16 octobre. Le rapport d'évaluations préalables a en conséquence « anticipé » l'évolution du texte adopté par l'Assemblée Nationale.

Enfin, on notera que la date de vote du coefficient multiplicateur est modifiée par l'article 54 :

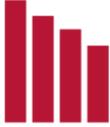
- Pour l'imposition de 2021, l'adoption d'un coefficient multiplicateur devait intervenir par délibération prise avant le **1^{er} octobre 2020** (article 216 de la loi de finances pour 2020 et l'article 7 de l'ordonnance N°2020-330 du 25 mars 2020) : les coefficients applicables en 2021 ne sont donc plus modifiables à ce jour.
- Pour l'imposition de 2022, l'adoption d'un coefficient multiplicateur doit intervenir par délibération prise avant le **1^{er} juillet 2021**.

Dans le Tarn, le coefficient multiplicateur « communal » est déjà au coefficient maximum (8,5) dans une grande majorité de communes. Seules 5 communes appliquent un coefficient de multiplicateur de 8,0 et une seule un coefficient multiplicateur de 4,0.



6.2

L'ARTICLE 79 DE LA LF POUR 2021 CONCERNANT LE FNGIR



Compensation « FNGIR » en cas de pertes importantes de produit CFE depuis 2012

A compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État au profit des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre contributeurs au FNGIR.

Pour être éligibles, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale doivent réunir les conditions suivantes :

1° Avoir constaté, entre 2012 et l'année précédant la contribution au fonds, une perte de bases de cotisation foncière des entreprises supérieure à 70 % ;

2° Acquitter un prélèvement au titre du FNGIR représentant plus de 2 % des recettes réelles de fonctionnement de leur budget principal, telles que constatées au 1er janvier de l'année de répartition dans les derniers comptes de gestion disponibles.

Le montant attribué aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre éligibles est égal, chaque année, à un tiers de leur prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources de 2020.

Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre bénéficie des mécanismes de compensation des pertes de bases de CET ou d'IFER prévus aux I, II et II bis du 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2009 et du fonds de compensation mentionné au III de l'article 79 de cette loi (redevance communale des mines), il ne peut être éligible au prélèvement sur recettes qu'à compter de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle elle a perçu pour la première fois l'un des mécanismes de compensation précités.

Lorsqu'une commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre bénéficiant des mécanismes de compensation des pertes de bases de CET ou d'IFER prévus aux I, II et II bis du 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2009 et du fonds de compensation mentionné au III de l'article 79 de cette loi (redevance communale des mines), elle ne peut être éligible au prélèvement sur recettes qu'à compter de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre a perçu pour la première fois l'un des mécanismes de compensation précités.

Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre bénéficie d'un des mécanismes de compensation des pertes de bases de CET ou d'IFER prévus aux I, II et II bis du 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2009, le montant du prélèvement sur recettes qui lui est attribué ne peut pas être supérieur à la différence entre, d'une part, la perte de recette calculée pour le bénéfice de ces compensations et, d'autre part, le montant perçu au titre de ces mécanismes de compensations.

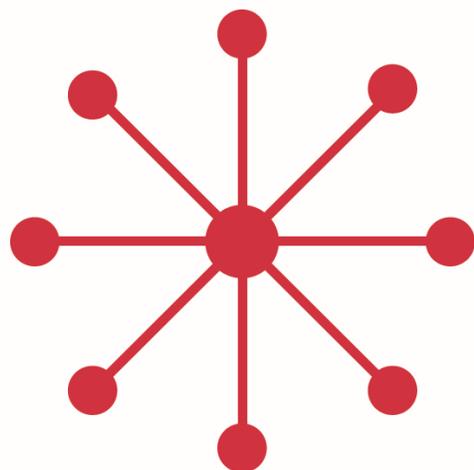
Les pertes de bases de cotisation foncière des entreprises liées au rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou au changement de périmètre ou de régime fiscal d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'éligibilité de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

70 % de perte de bases par rapport 2012

et

FNGIR > 2 % RRF n-2

Compensation = FNGIR 2020 / 3



6.3

AUTRES MESURES



Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols (article 141 de la LF 2021)

Les dispositions de l'article 141 de la LF 2021

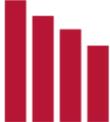
Dans l'objectif d'inciter à la densification et à la sobriété foncière, l'article 141 comprend quatre mesures :

1. Deux mesures concernent les dispositifs d'exonération :
 - L'exonération de plein droit est élargie aux places de stationnement construites en dessous ou au dessus des immeubles qu'ils soient destinés au logement collectif, individuel ou à l'activité.
 - A l'inverse, l'exonération facultative des places de stationnement intégrées au bâti annexes aux immeubles de logement collectif et aux maisons individuelles bénéficiant de prêts aidés est supprimée (à compter de 2022).
2. Les modalités de majoration (de 5% à 20%) du taux de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sont assouplies. Ce taux peut être augmenté dès lors que des travaux substantiels de restructuration ou de renouvellement urbain sont nécessaires pour renforcer l'attractivité des zones concernées et réduire les incidences liées à l'accroissement local de la population. Cette disposition supprime ainsi le critère de stricte proportionnalité entre le taux appliqué et le service rendu qui existait jusqu'alors et qui rendait difficile l'application de ce taux majoré.
3. L'emploi de la part départementale de la taxe d'aménagement (TAENS) est élargi au financement d'opérations de renaturation, c'est-à-dire de transformation en espaces naturels de terrains aboués ou laissés en friche. Celle-ci peut ainsi servir à financer l'acquisition de terrains nus, bâtis ou aménagés et d'y réaliser des travaux dans le but de les convertir en espaces naturels. Cet élargissement doit permettre de faciliter ces opérations de renaturation et permettre en outre d'améliorer le taux d'utilisation des recettes de la TAENS, notamment dans les départements les plus urbains (300 M€ de recettes n'étaient pas utilisées en 2016).

Ces trois premières mesures seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 (pour des délibérations prises avant le 30 novembre 2021) alors que l'extension de la TAENS entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2021.



TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS



ABREVIATIONS

AC : Attribution de compensation
ACF : Attribution de Compensation Financière
ACTP : Allocation Compensatrice pour Tierce Personne
AE : Autorisation d'Engagement
AFITF : Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France
AIS : Allocation Individuelle de Solidarité
AN : Assemblée Nationale
ANTS : Agence Nationale des Titres Sécurisés
APA : Aide Personnalisée d'Autonomie
APL : Aide Personnalisée au Logement
APU : Administrations Publiques
APUC : Administration Publique Centrale
APUL : Administration Publique Locale
ASI : Allocation Supplémentaire d'Invalidité
ASPA : Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées
ASSO : Administration de Sécurité Sociale
ASV : Adaptation de la Société au Vieillessement
BAD : Branche de l'Aide à Domicile
BF : Besoin de Financement
BFR : Besoin de Financement Résiduel
BN : Base Nette
BNC : Bénéfices Non Commerciaux
BOI-IF : Bulletin Officiel des Impôts – Impôt Foncier
BTF : Bons du Trésor à Taux Fixe et à intérêt précompté
C3S : Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés
CA : Communauté d'agglomération ou Chiffre d'Affaires (contexte)
CAE : Conseil d'analyse économique
CAF : Capacité d'AutoFinancement

CAS : Contingent Aide Sociale ou Comptes d'affectation Spéciale (contexte)
CASF : Code de l'Action Sociale des Familles
CC : Communautés de communes
CCR Coefficient Correcteur de la Réforme
CET : Contribution Économique Territoriale
CFE : Cotisation Foncière des Entreprises
CFL : Comité des Finances Locales
CGI : Code Général des Impôts
CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales
CICE : Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi
CIF : Coefficient d'Intégration Fiscale
CIR : Crédit Impôt Recherche
CITE : Crédit d'Impôt Transition Energétique
CITS : Crédit d'Impôt sur la Taxe sur les Salaires
CL : Collectivité Locale
CLERCT : Commission Locale pour l'Évaluation des Ressources et des Charges Transférées
CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale
CNEN : Conseil National d'Évaluation des Normes
CNI : Carte Nationale d'Identité
CNSA : Caisse Nationale de Solidarité et d'Autonomie
CP : Crédit de Paiement ou Coefficient de Plafonnement (contexte)
CRC : Chambre Régionale des Comptes
CRFP : Contribution au Redressement des Finances Publiques
CSB : Contribution Sociale sur les Bénéfices des sociétés
CSG : Contribution Sociale Généralisée
CT : Collectivité Territoriale

CSS : Code de la Sécurité Sociale
CSPS Gpt : Compensation pour la Suppression de la Part Salaires de l'EPCI
CU : Communauté urbaine
CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises
CVP : Coefficient de Variation Proportionnelle
DA : Dotation d'Aménagement
DAJ : Dotation d'Ajustement
DB : Dotation de Base
DC : Dotation de Compensation
DCP : Dispositif de Compensation Péréquée
DCRTP : Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle
DCTCE-FDL : Dotation de Compensation des Transferts, des Compensations et des Exonérations – Fiscalité Directe Locale (= DTCE-FDL ou Dotation carrée)
DCTP : Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle
DDEC : Dotation Départementale d'Équipement des Collèges
DDR : Dotation Développement Rural
DDU : Dotation de Développement Urbain
DEL : Dotation Élu Local
DETR : Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux
DF : Dotation Forfaitaire ou Dépenses de Fonctionnement (contexte)
DFM : Dotation de Fonctionnement Minimale
DGCL : Direction Générale des Collectivités Locales
DGCEs : Dotation Globale de Construction et d'Équipement Scolaire
DGD : Dotation Générale de Décentralisation
DGE : Dotation Globale d'Équipement

DGF : Dotation Globale de Fonctionnement
DGFiP : Direction Générale des Finances Publiques
DGN : Dotation Globale de Neutralisation
DI : Dépenses d'Investissement ou Dotation d'Intercommunalité (contexte)
DMTO : Droits de Mutation à Titre Onéreux
DMTO-RTP : Droits de Mutation à Titre Onéreux - Réforme Taxe Professionnelle
DNP : Dotation Nationale de Péréquation
DOB : Débat d'OrientatIon Budgétaire
DOM : Départements d'Outre-Mer
DP : Dotation de Péréquation
DPM : Dotation de Péréquation Métropole
DPU : Dotation de Péréquation Urbaine
DPV : Dotation Politique de la Ville
DREES : Direction de la Recherche des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
DRES : Dotation Régionale d'Équipement Scolaire
DRF : Dépenses Réelles de Fonctionnement
DSC : Dotation de Solidarité Communautaire
DSI : Dotation Spéciale Instituteurs
DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements
DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local
DSR : Dotation de Solidarité Rurale
DSU : Dotation de Solidarité Urbaine (= DSUCS)
DSU OM : Dotation de Solidarité Urbaine d'Outre-Mer
DTS : Dotation pour les Titres Sécurisés
EBF : Excédent Brut de Fonctionnement
EF : Effort Fiscal

EFM : Effort Fiscal Moyen
EFA : Effort Fiscal Agrégé
EFAM : Effort Fiscal Agrégé Moyen
EI : Ensemble intercommunal
EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
EPFL : Établissement Public Foncier Local
EPT : Établissement Public Territorial
ETP : Équivalent Temps Plein
ETPT : Équivalent Temps Plein Travaillé
FA : Fiscalité additionnelle
FARU : Fonds d'Aide pour le Relogement d'Urgence
FB : Foncier Bâti
FBCF : Formation Brute de Capital Fixe
FBIC : Foncier Bâti Industriel et Commercial
FBR : Foncier Bâti Résidentiel
FCTVA : Fonds de compensation de la TVA
FDL : Fiscalité Directe Locale
FDTP ou FDPTP : Fonds Départemental de Péréquation de la TP
FMI : Fonds Monétaire International
FMDI : Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion
FNB : Foncier Non Bâti
FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources
FPIC : Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes
FPU : Fiscalité Professionnelle Unique
FSD : Fonds de Solidarité au profit des Départements
FSRIF : Fonds de Solidarité de la Région Ile-de-France
g : groupe
GEMAPI : GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
GIR : Garantie Individuelle de Ressources
GPM : Garantie de Progression Minimale

IDL : Impôts Directs Locaux
IPCH : Indice des Prix à la Consommation Harmonisé
IFA : Imposition Forfaitaire Annuelle
IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau
IRPP : Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (= IR)
IS : Impôt sur les Sociétés ou Indice Synthétique (contexte)
ISF : Impôt de Solidarité sur la Fortune
LF : Loi de Finances
LFI : Loi de Finances Initiale
LFR : Loi de Finances Rectificative
LPF : Livre des Procédures Fiscales
LPFP : Loi de Programmation des Finances Publiques
LS : Logements Sociaux
MAPTAM : Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles
MGP : Métropole du Grand Paris
MINEFI : Ministère de l'Économie et des Finances
MNA : Mineurs Non Accompagnés
NOTRe : Nouvelle Organisation Territoriale de la République
OAT : Obligation Assimilable du Trésor
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
ODAC : Organisme Divers d'Administration Centrale
ODEDEL : Objectif D'Évolution De la Dépense Locale
OM : Ordures Ménagères
PCH : Prestation de Compensation du Handicap
PF : Potentiel Fiscal
PF4T : Potentiel Fiscal 4 Taxes
PFA : Potentiel Fiscal Agrégé
PFi : Potentiel Financier

PFiA : Potentiel Financier Agrégé
PFiAH : Potentiel Financier Agrégé/hab
PFiH : Potentiel financier par habitant
PFM : Potentiel Fiscal moyen
PFH(M) : Potentiel Fiscal (Moyen) par Habitant
PFiM : Potentiel Financier moyen
PFS : Potentiel Financier Superficiaire
PIC : prêt accession sociale
PIB : Produit Intérieur Brut
PLF : Projet de Loi de Finances
PLPFP : Projet de Loi de Programmation des Finances Publiques
PPE : Prime Pour l'Emploi
PREL : Prélèvement (alimentant le fonds de garantie)
PROD 4T : Produit 4 taxes (locales directes)
PROD: Produit fiscal
PSR : Prélèvements Sur Recettes de l'État
PVA : Plafonnement de la Valeur Ajoutée
Q : quartile
QPC : Question Prioritaire de Constitutionnalité
QPPV (ou QPV) : Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville
R&D : Remboursements et Dégrèvements
RAC : Reste à Charge
RCE : Réduction pour Création d'Entreprise
RCF : Ressources Consultants Finances
RCT : Relations avec les Collectivités Territoriales
REP+ : Réseau d'Éducation Prioritaire plus
RESF : Rapport Économique Social et Financier
RH ou RevH : Revenu par Habitant
RMH ou RevMH : Revenu Moyen par Habitant
RMI : Revenu Minimum d'Insertion
RFNE : Recettes Fiscales Nettes de l'État

RFR : Revenu Fiscal de Référence
RI : Revenu Imposable
RIF : Région Ile de France
RMA : Revenu Minimum d'Activité
ROM ou REOM : Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères
RRF : Recettes Réelles de Fonctionnement
RRT : Recettes Réelles Totales
RS : Résidences Secondaires
RSA : Revenu de Solidarité Active
SDCI : Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
SPS (ou SPPS) : Suppression de la Part Salaires
SQ ou St Q : Statu Quo
STDR : Service de Traitement des Déclarations Rectificatives
T : transfert ou tercile (dépend du contexte)
TA FNB : Taxe Additionnelle sur le FNB
TASCOM : Taxe sur les surfaces commerciales
TEOM ou TOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
TF : Taxe Foncière
TFNB : Taxe sur le Foncier Non Bâti
TFPB : Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (= TFB)
TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes
TH : Taxe d'Habitation
THRP : Taxe d'Habitation des Résidences Principales
THRS : Taxe d'Habitation des Résidences Secondaires
THLV : Taxe d'Habitation sur les Logements vacants
TICPE : Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques
TM : Ticket Modérateur

TMN : Taux Moyen National
TMP : Taux Moyen Pondéré
TAENS : Taxe d'Aménagement des Espaces Naturels Sensibles
TP : Taxe Professionnelle
TSCA : Taxe sur les Conventions d'Assurances
TSE : Taxe Spéciale d'Équipement
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
TVS : Taxe sur les Véhicules de Société
UE : Union Européenne
VA : Valeur Ajoutée
VL : Valeur Locative
VLF : valeur locative des biens passibles de la taxe foncière
VLN : Valeur Locative Nette
VLB : Valeur Locative Brute
VLM : Valeur Locative Moyenne (de TH)
VP : Valeur de point
VRTS : Versement Représentatif de la Taxe sur les Salaires
VT : Versement Transport
VTM : Véhicule Terrestre à Moteur
ZFC : Zone Franche Corse
ZFU : Zone Franche Urbaine
ZRU : Zone de Redynamisation Urbaine
ZRR : Zone de Revitalisation Rurale
ZUS : Zone Urbaine Sensible